

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

UNE TENTATIVE RÉCENTE D'ORGANISATION DU TRAVAIL

LES CONSEILS
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL
EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 2 juin 1899, à 10 heures

PAR

FERNAND PAYEN

LICENCIÉ ÈS LETTRES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

UNE TENTATIVE RÉCENTE D'ORGANISATION DU TRAVAIL

LES CONSEILS
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL
EN BELGIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le vendredi 2 juin 1899, à 10 heures

PAR

FERNAND PAYEN

LICENCIÉ ÈS LETTRES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. R. JAY.

Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
SOUCHON, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899



BIBLIOGRAPHIE

Hector Denis. — L'organisation représentative du Travail (Bruxelles, 1872).

— Conférences préparatoires à l'organisation d'une Bourse de travail à Bruxelles (Bruxelles, 1885).

Crompton. — Industrial conciliation (traduit par J. Weiler ; Bruxelles, 1880).

Julien Weiler. — L'organisation des Conseils d'arbitrage en Angleterre (Paris, Guillaumin, 1877).

— L'arbitrage entre patrons et ouvriers. Lettre à M. Frédéric Passy (Guillaumin, 1880).

— L'esprit des institutions ouvrières de Mariemont (Bruxelles, 1885).

— La grève de Mariemont et les Conseils de conciliation et d'arbitrage (Guillaumin, 1889).

— L'arbitrage industriel devant la science économique. Conférence à Gand (Morlanwelz, E. Guérin, 1891).

— La conciliation industrielle et le rôle des meneurs (Guillaumin, 1892).

Béchaux. — Politique sociale en Belgique (Paris, 1888).

Jules Destrée. — *La société nouvelle* (avril 1886) : les troubles de Charleroi.

Brants (V.). — Hier et demain. Les Conseils d'ouvriers et la paix sociale (Bruxelles, 1886).

— Projet d'institution des Conseils de conciliation en Belgique. Commission royale du travail (Bruxelles, 1886).

Prins (A.). — Rapport sur les unions ou associations professionnelles. Commission royale du travail (Bruxelles, 1886).

Documents de la Commission du travail (procès-verbaux des séances d'enquête) (Bruxelles, Lesigne, 1887).

Moniteur belge. — Les procès-verbaux des séances de la Chambre des Représentants et du Sénat (juin et juillet 1887).

Ramais (de). — « La réforme sociale et économique en Europe et aux États-Unis. La législation du travail en Belgique ». Rapport

fait au ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics (Bruxelles, 1889).

Circulaires du ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics, (22 août 1888, 12 juillet 1889, 17 août 1889).

Dépêche ministérielle du 27 septembre 1892 (*Moniteur* du 28).

Morisseaux. — Les Conseils de l'industrie et du travail (Bruxelles, 1890).

Delpont (A.). — Prud'hommes et Conseils de l'industrie et du travail (Bruxelles, 1891).

Vandervelde. — Les associations professionnelles d'ouvriers et d'artisans en Belgique (Bruxelles, 1891).

— La limitation des heures de travail en Belgique, rapport au Congrès international d'Anvers (Anvers).

Molinari. — Les Bourses du travail (Paris, 1893).

La conciliation et l'arbitrage (Paris, 1893), publication de l'Office du travail français.

Revue de l'Université de Bruxelles (juillet-septembre 1896), articles de M. Wodon, sur les règlements d'atelier.

Le minimum des salaires dans les travaux publics, par un démocrate chrétien (Liège, Imprimerie centrale, 1896).

Comme documents officiels donnant des renseignements sur le fonctionnement et l'activité des Conseils de l'industrie et du travail depuis leur création nous ne pouvons guère citer que :

A. Une note parue en 1892 à la suite d'une publication de l'Office du travail qui a pour titre :

Salaires et budgets ouvriers en Belgique au mois d'avril 1891. Renseignements fournis par les Conseils de l'industrie et du travail (Bruxelles-Weissenbruck).

B. Les comptes rendus de certaines sessions du Conseil supérieur du travail de Belgique (Bruxelles-Weissenbruck).

1^{re} Session (1892) : Application des articles 416 et 7 de la loi du 13 décembre 1889 (travail des femmes et des enfants).

2^e Session (1893-1894-1895) :

2^e Partie : Durée du travail dans les briqueteries.

3^e Partie : Règlements d'atelier.

4^e Partie : Statistique du travail.

C. Quant à la *Revue du Travail*, organe de l'Office du travail de Belgique, elle paraît seulement depuis le 1^{er} janvier 1896. Elle ne signale d'ailleurs les interventions des Conseils de l'industrie et du travail qu'au point de vue spécial de la conciliation en cas de grève.

Pour suppléer à l'insuffisance de ces documents officiels, nous avons cherché et trouvé dans les collections de journaux locaux, quelques-uns des renseignements que nous apportons.

JOURNAUX : *La Flandre libérale*,
Le Journal de Charleroi,
Le National,
La Réforme,
Le Patriote,
L'Indépendance belge.

Souvent aussi nous avons procédé par voie d'enquêtes personnelles, sur place.

Nous avons pu enfin, à diverses reprises, interroger longuement M. Morisseaux, l'éminent directeur général de l'Office du travail, et M. Wodon, chargé de cours à l'Université de Bruxelles, chef de bureau au ministère de l'industrie et du travail. Ce nous est un devoir et un plaisir d'exprimer ici à l'un et à l'autre notre profonde reconnaissance.

UNE TENTATIVE RÉCENTE D'ORGANISATION DU TRAVAIL

LES

CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL

EN BELGIQUE

INTRODUCTION

La question sociale n'est pas seulement la question de la misère.

Entrez au hasard dans une réunion publique, feuillotez les procès-verbaux de n'importe quelle assemblée syndicale, vous constaterez bien vite que la réglementation intérieure de l'atelier, les questions de surveillance et de contrôle du travail préoccupent les ouvriers au moins autant que les questions de salaires ou d'assurances ou de secours.

Pénétrez au sein même de l'usine, mêlez-vous aux conversations, provoquez les confidences, vous verrez que les ouvriers qui gagnent le plus ne sont pas ceux qui haïssent le moins les patrons... Vous verrez que tous d'ailleurs

ou presque tous confondent instinctivement dans leur haine l'artiste, l'écrivain, l'avocat, l'ingénieur, le petit commerçant lui-même et le patron.

C'est que tous ceux-là travaillent en hommes, librement, et que l'ouvrier sent bien qu'il est condamné, lui, à un labeur aveugle et presque servile, donc dégradant... L'asservissement des travailleurs manuels, voilà peut-être la cause principale de l'antagonisme social.

Mais cet asservissement lui-même d'où vient-il ? De la grande industrie d'abord et du machinisme, et cela n'a guère besoin de démonstration. Tandis que jadis, grâce à la petite industrie et à la vie quasi-commune qu'elle établissait entre le patron et l'ouvrier, celui-ci se trouvait en fait, sinon en droit, vis-à-vis de son maître sur un pied singulièrement voisin de l'égalité et de la familiarité, la grande industrie, au contraire, a introduit dans les ateliers une discipline quasi-militaire, elle exige une obéissance passive qui est d'autant plus insupportable à l'ouvrier d'aujourd'hui qu'il a ce que ses ancêtres n'avaient pas, la notion et l'instinct de l'égale dignité de tous les hommes.

Mais est-ce là tout ? Le machinisme est-il la seule cause de cet absolutisme dans le pouvoir et de cette discipline aveugle que nous constatons ? Non. A vrai dire il n'en est que l'occasion et le prétexte. La cause profonde de ces mœurs nouvelles est ailleurs, dans la façon dont on comprend de nos jours le droit de propriété. On dirait vraiment que l'idée de propriété, quand elle s'applique à des instruments de production, implique comme un attribut

nécessaire le droit exclusif à la direction du travail. Et quelle direction ! Un pouvoir absolu, sans contrôle ni sanction et sans autres limites que celles que le propriétaire a pu lui-même consentir.

Est-ce légitime en théorie ? c'est possible. Mais que ce soit un fait irritant, c'est certain.

Que le patron détenteur de l'instrument indispensable à la production impose certaines conditions à ceux qui sollicitent de lui cet instrument pour y appliquer leur travail, soit ! mais qu'il impose des conditions presque toujours léonines ; que les ouvriers au lieu d'être en droit comme ils le sont réellement en quelque façon « ses associés » soient dans ses mains de simples instruments ; qu'ils n'aient pas plus de droit sur le fonctionnement de l'entreprise que n'en peut avoir par exemple, le propriétaire du hangar où le patron abrite ses voitures, étant, au regard de nos Codes, liés au patron par un contrat semblable, « louant » leurs bras comme l'autre loue son immeuble, c'est ce qui fatalement devait soulever chez les citoyens libres que sont les travailleurs de violentes protestations.

* *

Karl Marx a écrit quelque part que les institutions économiques d'un pays font par contre-coup ses institutions politiques. Loria (1), E. de Laveleye (2) ont déve-

(1) *Bases économiques de la constitution sociale*, traduction Bouchard, *passim* (cf. surtout, p. 321-325).

(2) *Le gouvernement dans la démocratie*, Paris, 1891, II, p. 290 et suivantes.

loppé la même idée. On disait plus volontiers jadis que les formes économiques au contraire dépendaient des formes politiques.

Que ceci soit vrai ou cela, il importe assez peu. Ce qui n'est pas contesté, c'est qu'en tous temps et en tous pays on remarque un parallélisme constant entre l'organisation économique et professionnelle d'une part, l'organisation politique d'autre part, en sorte que toute évolution dans l'une provoque dans l'autre une évolution analogue... Et quoi de moins étonnant? Tout naturellement les mêmes hommes, à une même époque, sous la pression des mêmes événements, apportent à l'Hôtel-de-Ville et à l'atelier les mêmes idées et les mêmes habitudes : citoyens et travailleurs à la fois, ils conforment le plan des deux grands édifices où s'abrite leur vie à la même conception, consciente ou inconsciente, de l'autorité, de la liberté, des devoirs et des droits de la personne humaine.

De quoi déjà il serait permis de conclure qu'en un temps et dans des pays où avec plus ou moins de franchise la participation de tous les citoyens à la direction de la chose publique est reconnue comme le principe essentiel de l'organisation politique, il est fatal que les esprits répudient d'instinct et que la logique des faits finisse par éliminer une organisation professionnelle purement oligarchique.

Voilà pourquoi on n'aura rien fait quand on aura amélioré la condition matérielle de l'ouvrier. C'est sa liberté professionnelle, son initiative, les côtés intelligents de son

activité qu'il faut chercher à développer afin de diminuer la distance qui, à ce point de vue bien plus encore qu'au point de vue matériel, le sépare des patrons et de tous les « bourgeois ».

*
* *

D'instinct, tous les modernes réformateurs l'ont compris. Pas un qui ne se vante à l'occasion, parfois malgré l'évidence, de vouloir établir un peu d'égalité sociale.

Ceux-ci s'inspirent du passé : ils rêvent de reconstituer sinon sous les mêmes formes, du moins d'après les mêmes principes essentiels, le régime corporatif du XIII^e siècle. Pourquoi ? parce que les statuts corporatifs à cette époque admettaient les ouvriers comme les patrons aux fonctions de jurés, c'est-à-dire à la direction du métier et au contrôle du travail.

Ceux-là réclament la mise en commun des instruments de production. Pourquoi ? pour arriver à une égale répartition des richesses d'où découlera nécessairement, disent-ils, l'égale participation de tous à la direction des affaires publiques, lesquelles ne seront plus distinctes des affaires professionnelles.

D'autres enfin travaillent à la substitution progressive des coopératives de production aux établissements capitalistes et leur formule, « toute la direction et tout le produit du travail aux travailleurs », est la définition même de la liberté et de l'égalité économiques absolues.

D'aucune de ces doctrines pourtant nous ne nous occuperons ici. Que l'évolution présente tende au triomphe

final de l'une ou de l'autre, c'est possible. Mais d'ici là il faut vivre. Le salariat reste un fait; nous voulons le prendre comme tel et chercher un mode d'organisation qui, dans nos usines modernes, permette d'introduire au profit des travailleurs manuels la plus grande somme possible d'égalité et de liberté.

Est-ce une tâche réalisable? Les collectivistes disent que non. Il existe en effet, prétendent-ils, entre les deux termes que nous voulons concilier — propriété privée et salariat d'une part, liberté et égalité d'autre part — une antinomie essentielle. Par définition le régime de la propriété privée impliquerait l'asservissement de ceux qui ne possèdent pas à ceux qui possèdent, de ceux qui sont employés à ceux qui emploient.

On le voit, c'est toujours la même conception absolue du droit de propriété. Le fait d'avoir des ouvriers qu'on paie à la journée ou au mois pour exploiter un capital, entraîne de nos jours le droit d'exiger d'eux une obéissance aveugle, sans discussion, c'est-à-dire de les traiter en somme comme des machines inintelligentes et inconscientes. Cela est vrai! Il y a là un usage constant et comme une clause tacite du contrat de louage d'ouvrage. Mais est-ce à dire qu'on ne puisse concevoir autrement et le droit de propriété, et les droits du propriétaire, et le contrat de travail? Non certes. Que ce contrat, que les usages professionnels, consacrent l'intervention de l'ouvrier dans la direction ou le contrôle du travail, que la loi elle-même encourage, provoque et dans certains cas impose cette

intervention. Ce sera dans le sens de l'égalité et de la liberté une transformation complète du salariat. Ce n'en sera pas la suppression.

..

J'ai dit d'abord « le contrat et les usages professionnels ». Puisque c'est en Belgique que nous mènera le sujet de cette étude, c'est chez elle que nous en chercherons un exemple. Il est quasi-classique. Que fit M. Weiler quand il voulut rétablir la paix dans les charbonnages de Mariemont ? Il invita les ouvriers à désigner des délégués qui pussent régulièrement et à jour fixe (tous les mois) se réunir et conférer avec un nombre égal de délégués du patron. Ainsi fut fait. Les délégués ouvriers apportent les réclamations qu'ils ont reçues de leurs camarades, celles du moins qui leur ont paru fondées. On discute, on s'explique : la réclamation aboutit ou n'aboutit pas. Si elle n'aboutit pas les ouvriers en savent le motif ; des explications leur ont été fournies, ils savent que si on refuse ce n'est point par caprice mais pour de bonnes raisons. Naturellement, ces raisons sont redites par les délégués à leurs commettants en détail et avec précision. Il y a un abîme entre une réponse brève, autoritaire, et cette réponse raisonnée.

Le patron de son côté ne manque pas de soumettre à ses ouvriers les modifications qu'il se propose d'apporter dans l'organisation de son atelier. Il leur en explique l'objet et la portée. Alors surgissent du côté des délégués ouvriers des objections auxquelles le patron n'avait pas songé ; on

lui signale des inconvénients qu'il ne prévoyait pas. Si ces objections ne s'étaient pas produites il aurait rencontré des résistances invincibles et dont la source lui eût été inconnue : grâce au conseil d'usine le secret lui en est dévoilé d'avance. Il peut travailler à les dissiper ou à modifier ses plans.

On sait les admirables résultats obtenus depuis vingt ans par M. Weiler. Et pourtant qu'y a-t-il en somme dans ces conseils d'usine. Bien peu de chose ! Pas même, en faveur des ouvriers, de la part des patrons, la reconnaissance d'un droit ! non, il n'y a là que des égards, rien que des égards, témoignés par les patrons aux ouvriers ; les égards que tout homme bien élevé témoigne à des compagnons de voyage à côté de qui il est obligé de vivre, des goûts et des habitudes de qui il est obligé dans une certaine mesure de s'accommoder et qu'il considère enfin, au moins extérieurement et par politesse, comme ses égaux. Encore une fois si l'on y réfléchit il n'y a pas autre chose dans cette institution des conseils d'usine. Aussi ne voyons-nous en eux qu'un minimum de réforme.... Et pourtant !

Que demain tous les chefs d'industrie fassent cela, cela ou quelque chose d'analogue, qu'ils se résolvent à donner à leur autorité des formes moins absolues ; qu'ils traitent leurs ouvriers en hommes, en hommes intelligents, en hommes compétents, aptes à discuter, à donner leur avis, non pas certes sur les achats nécessaires ou l'échéance prochaine (le bon sens dit assez à l'ouvrier que ce n'est pas

son affaire), mais sur l'organisation intérieure de l'usine, sur les conditions du travail, le choix des contremaîtres, les pénalités, etc... Qu'ils fassent cela et la question sociale qui n'est pas, il faut le répéter, la question de la misère, se trouverait, nous en avons la conviction, plus d'à moitié résolue.

Qu'ils fassent cela... ! mais en cette collectivité, « les patrons », comment faire pénétrer de telles idées, si dures pour l'humaine vanité, si contraires aux traditions et à nos mœurs, si difficiles à mettre en pratique ? Il ne s'agit de rien moins en somme que de traiter les ouvriers comme des quasi-associés ayant des droits dans l'affaire. Une pareille abnégation concevable chez tel patron et chez tel autre aussi est-elle possible de la part de toute une classe, ou du moins d'une majorité assez forte pour créer une atmosphère nouvelle et entraîner les dissidents ? L'histoire nous offre-t-elle un seul exemple d'un si clairvoyant désintéressement ? Hélas non et poser ainsi le développement, c'est dire qu'il ne sera jamais résolu.

*
* *

C'est ici que commence le rôle de l'État.

La loi belge (1) oblige le patron à consulter ses ouvriers chaque fois qu'il désire modifier en quoi que ce soit :

1° Le commencement et la fin de la journée de travail régulière ;

2° Les heures de repos au cours de la journée ;

(1) Loi du 25 juin 1896 sur les règlements d'atelier.

3° Les jours de chômages réguliers ;

4° La manière dont le salaire est fixé (à l'heure, à la journée, à la tâche) ;

5° Lorsque l'ouvrier est payé à la tâche, le mode de mesurage et de contrôle ;

6° Les époques de paiement des salaires.

En Belgique encore, la loi (1) invite dans chaque région les patrons et les ouvriers de chaque profession à nommer des délégués, lesquels se réunissent officiellement, à certains jours, pour étudier en commun les questions professionnelles pour tenter d'étouffer en germe les conflits menaçants ou du moins pour les apaiser.

Que de choses déjà dans ces quelques lignes ! Obliger les patrons à consulter leurs ouvriers, les obliger à se réunir à eux, à converser, à discuter avec eux !... mais ce n'est point tout.

Personnellement l'État a un autre rôle à remplir : il ne suffit pas qu'il encourage l'intervention de l'ouvrier dans les questions professionnelles qui sont, si l'on peut dire, d'ordre intérieur et se règlent à l'usine ; il faut aussi — et pour les mêmes raisons — qu'il organise l'intervention de l'ouvrier dans les questions professionnelles d'ordre général dont la réglementation incombe à lui, État.

Les affaires du métier en effet ne se traitent pas toutes à l'atelier : les plus graves, les plus importantes, reçoivent leur solution dans les Parlements et dans les bureaux des ministères.

(1) Loi du 16 août 1887 sur les Conseils de l'industrie et du travail.

En France, comme en Belgique avant 1887, on ne trouve dans le Conseil supérieur du Travail qu'un germe, tout au plus un embryon, de réforme, embryon bien imparfait puisque tous les membres de cette assemblée (un tiers de patrons, un tiers d'ouvriers, un tiers de sociologues) sont, dans les deux pays, exclusivement nommés par le ministre.

Émanât-il d'ailleurs directement des travailleurs, le Conseil supérieur constituerait toujours une représentation très imparfaite des intérêts professionnels : il est trop loin et trop haut ; les détails lui échappent ; or les détails sont tout quand il s'agit de la vie professionnelle si touffue, si complexe ! Quand elle les perd de vue, une assemblée tombe fatalement dans les « idées générales » et les « théories » — la pire des choses.

Chaque profession ayant ses besoins et ses intérêts distincts, il importe que chacune ait sa représentation spéciale. Aussi la loi belge a-t-elle créé en dehors et en dessous du Conseil supérieur une foule de petits conseils particuliers. Il y en a un dans chaque région et divisé en autant de sections qu'il y a dans la région d'industries distinctes.

Ce sont les mêmes Conseils de l'industrie et du travail dont nous venons de parler.

L'État trouve en eux un organe consultatif précieux. Le travail des femmes et des enfants, le minimum de salaire dans les adjudications publiques, les accidents du travail, l'apprentissage, l'inspection des mines et des manufactures, le travail de nuit, le travail du dimanche, les habi-

tations ouvrières, le marchandage, etc., etc., autant de sujets qui intéressent tout ou partie du monde des travailleurs. Avant de légiférer ou de décréter sur ces sujets-là l'État consulte les Conseils de l'industrie et du travail; il provoque leurs critiques et leurs observations.

Nous verrons que ces conseils peuvent être aussi pour un ministre du Travail d'admirables instruments d'enquête, mais ce n'est là qu'un côté secondaire de leur tâche.

Leur rôle essentiel reste de « représenter » la profession, d'intervenir et de se prononcer en son nom tant dans les difficultés d'ordre intérieur que dans les questions de législation générale, de développer ainsi l'initiative et l'activité intelligente des travailleurs manuels, d'introduire enfin un peu d'égalité entre ces ouvriers et ces patrons appelés à délibérer en nombre égal, côte à côte et au même titre.

Que le législateur belge n'ait pas eu de visées si hautes, c'est certain. Qu'il s'en fût effrayé à la première révélation, c'est possible. Il n'en sera que plus intéressant d'étudier comment, instinctivement, par une méthode tout à fait empirique, sans discussion de principes, le législateur mis en face de la révolution menaçante a été amené à voter tout d'abord et avant tout... quoi donc? une loi pour améliorer la situation matérielle des ouvriers? Non pas, une loi qui donne un commencement de satisfaction au besoin d'égalité qui les tourmente.

CHAPITRE PREMIER

LA BELGIQUE EN 1886.

A la suite des droits protecteurs votés par la France, l'Allemagne, les États-Unis, certains maîtres de verreries de l'arrondissement de Charleroi durent en 1884 abaisser les salaires de leurs ouvriers et éteindre un certain nombre de fours (37 sur 167). A raison de 40 ouvriers par four, c'était le chômage pour plus de 1.200 ouvriers (1).

D'où une grève qui eut pour principal résultat de donner aux syndicats ouvriers une extension considérable : le nombre de leurs membres qui ne dépassait pas 1.500 s'éleva en quelques jours à 2.700 (2).

Après quelques mois d'accalmie et de travail, la grève reprend et gagne bientôt le bassin houiller de Charleroi. Le 25 mars 1886 des milliers de mineurs remontent leurs outils ; le lendemain, une cohue confuse d'hommes, de femmes, d'enfants, se répand sur le pays, arrête les usines, pille les verreries. Les ouvriers verriers se joignent aux mineurs ; « l'établissement Bandoux, l'un des plus importants, fut anéanti, l'habitation mise à sac, en plein

(1) *Journal de Charleroi*, mars 1884 ; *Journal des intérêts maritimes d'Anvers*, 19 mars 1884 ; *Le National*, mars 1884.

(2) Cf. Vandervelde, *Les associations professionnelles en Belgique*, I, 125.

jour, au milieu d'un immense concours de curieux, d'où ne vint aucune protestation, aucun secours (1) ».

... Le gouvernement ordonne une enquête à laquelle tous les sociologues belges sont appelés à prendre part. Conduite avec un soin extrême et une louable impartialité (2), elle révèle des faits épouvantables :

Dans les usines Cockerill à Seraing près Liège (les plus importantes de l'Europe après celles de M. Krupp et celles du Creuzot) qui n'occupent pas moins de 10.200 hommes, la plupart des ouvriers ne gagnent que 35 francs *par quinzaine*. La famille est presque toujours nombreuse. Aussi ne mange-t-on que des pommes de terre « et quelquefois un peu de lard. »

Dans les usines du Borinage, le salaire annuel moyen des ouvriers n'a jamais dépassé 1007 francs. Il s'est abaissé en 1884 à 911 francs et en 1885 à 796 francs, soit à peu près deux francs par jour... Aucune institution de prévoyance ou de secours.

L'industrie minérale et métallurgique emploie d'ailleurs 4.873 femmes au-dessous de 16 ans, dont 2.754 sous terre, et 10.354 garçons au-dessous de 16 ans dont 8.898 sous terre. Ces enfants reçoivent bien entendu des salaires encore inférieurs à ceux des hommes — environ quinze sous par jour.

Souvent le patron déduit du salaire de ses ouvriers les

(1) Jules Destrée, *Les troubles de Charleroi* (Société nouvelle, avril 1886).

(2) Les commissaires enquêteurs refusèrent tous l'indemnité qui leur était offerte par le gouvernement.

frais de logement, de vivres (pain, beurre, café, farine, etc...), de matériaux de chauffage, d'objets de toutes sortes (savon, couvertures et jusqu'à des vêtements !) qu'il leur livre.

Ici, les ouvrières sont immédiatement renvoyées en cas de grossesse. Là tout ouvrier qui se présente ivre à la fabrique est puni par la perte d'un *salaires hebdomadaire*.

Nulle part l'ouvrier n'a droit de prendre part à la gestion des sociétés de secours ou d'assistance organisées à son profit, dont on l'oblige à faire partie et pour lesquelles on retient 2, 2 1/2 et jusqu'à 3 0/0 sur ses salaires. Parfois même lorsqu'il quitte l'usine il perd tout droit non seulement à l'assistance mais à ce qu'on lui a retenu.

Bref, et sans parler de l'ouvrier des campagnes, dont il suffit de dire que sa situation est « plus malheureuse encore », les enquêteurs de 1886 retrouvent sous leurs yeux ce prolétariat que dépeignaient déjà les conclusions de l'enquête de 1843-1846 « qui vit au jour le jour, dont la santé est altérée, l'existence abrégée par le manque d'une nourriture suffisamment saine et abondante, le mauvais état des habitations, la malpropreté, l'ignorance ou l'oubli des principes hygiéniques, les privations de tous genres » (1).

(1) Cf. les procès-verbaux de la Commission d'enquête (Bruxelles, Lesigne, 1887).

On en trouvera des résumés dans la *Réforme sociale*, 1887, I, p. 161 : *Compte-rendu de l'enquête de 1886*, — 1891, I, p. 257, 345 : *L'ouvrier belge en 1853 et 1886* ; dans la *Revue d'Economie politique*, 1892, p. 84.

L'enquête avait été menée très rapidement et dès la fin de cette même année 1886 les résultats en étaient connus. L'émotion fut considérable. A la rentrée des Chambres, le discours du Roi annonça le prochain dépôt de toute une série de projets de loi destinés à remédier aux maux les plus pressants : « interdiction du truck-system, personnalité civile reconnue aux Unions professionnelles, réglementation du travail des femmes, hygiène des ateliers et, enfin, *établissements de Conseils d'arbitrage* ».

Nous allons voir que ce dernier projet fut voté le premier et que c'est de lui qu'est sortie la loi sur les Conseils de l'industrie et du travail à laquelle nous nous attachons spécialement.

Tous ces projets d'ailleurs et d'autres du même genre ont également été votés et appliqués depuis dix ans (1).

(1) Arrêté royal concernant les établissements dangereux et insalubres. 27 décembre 1886.

Arrêté royal instituant des commissions médicales pour l'inspection des fabriques. 27 décembre 1886.

Loi pour prévenir et réprimer l'ivrognerie. 16 août 1887.

Loi instituant des conseils du travail et de l'industrie. 16 août 1887.

Loi réglementant le paiement des salaires. 16 août 1887.

Loi pour faciliter le mariage des indigents. 16 août 1887.

Loi relative à l'incessibilité et l'insaisissabilité des salaires.

18 août 1887.

Arrêté royal sur les sociétés de secours mutuels. 22 août 1887.

Loi sur l'inspection des fabriques. 5 mai 1888.

Loi sur la protection des enfants dans les professions ambulantes.

28 mai 1888.

Loi sur la libération conditionnelle. 31 mai 1888.

Loi organique des Conseils de prud'hommes. 31 juillet 1889.

Loi sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

9 août 1889.

Ils ne paraissent pas cependant avoir arrêté les progrès du socialisme. Remèdes insuffisants ? Remèdes tardifs ? Remèdes mal appliqués ? Redoutable question à laquelle indirectement peut-être, au cours de cette étude, nous aurons occasion de répondre.

Ce qui est certain c'est qu'aucune des réformes généralement préconisées par l'école progressiste anti-collectiviste n'a été négligée par le législateur belge depuis 1886 et qu'à ce point de vue nous nous trouvons en présence du plus complet effort législatif dont l'histoire de ce siècle puisse en aucun pays nous offrir l'exemple.

Arrêté royal instituant le Conseil supérieur du Travail.

7 avril 1892.

Loi sur les sociétés mutualistes.

23 juin 1894.

Arrêté royal sur la salubrité des ateliers et la protection des ouvriers contre les accidents du travail. 21 septembre 1894.

Arrêt royal créant l'Office du Travail. 12 novembre 1894.

Arrêt royal créant le Ministère de l'Industrie et du Travail.

25 mai 1895.

Loi sur l'inspection du travail.

11 avril 1896.

Loi sur les règlements d'atelier.

15 juin 1896.

Loi portant insaisissabilité et inaccessibilité des pensions des employés et agents des administrations. 20 juin 1896.

Loi complétant la loi du 16 août 1887 relative aux paiements des salaires et l'article 499 du Code pénal. 17 juin 1896.

Loi modifiant la loi du 31 juillet 1889 sur les Conseils des prud'hommes. 20 novembre 1896.

Loi modifiant la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutuelles.

19 mars 1898.

Loi qui accorde « la personnification civile » aux unions professionnelles. 31 mars 1898.

Loi concernant la police et la surveillance des carrières.

24 mai 1898.

CHAPITRE II

GENÈSE DE LA LOI DU 16 AOUT 1887.

Créer des conseils d'arbitrage ! Telle est donc la réforme qui parut la plus nécessaire, la plus urgente, la plus capable de mettre un terme à l'agitation ouvrière.

Le mot et la chose venaient d'Angleterre. Tout le monde connaît l'histoire de la « conciliation industrielle » en Angleterre (1) : nous n'avons garde de la refaire ici. Il faut seulement signaler combien, en 1886, l'exemple venu de l'autre côté de la Manche devait paraître encourageant aux réformateurs belges.

N'est-ce pas, disait-on, à la suite de grèves sanglantes qu'en 1850, à Nottingham, M. Mundella osa convoquer les douze principaux meneurs et les convier à venir désormais, tous les trimestres, discuter avec lui et quelques autres patrons les réclamations des ouvriers concernant le taux des salaires (2) ?

Pourquoi ne ferions-nous pas de même en Belgique et avec le même succès ? Vingt ans après ce premier essai, il n'est pas une grande ville anglaise où l'on ne trouve au

(1) Cf. Crompton, *Industrial conciliation*, traduit par J. Weiler, Bruxelles, 1880).

(2) Déposition de M. Mundella devant la Commission des Trade-Unions (1867, *Tenth report*, p. 74), cité par Crompton, *op. cit.*

moins un conseil de conciliation. Le fonctionnement en est si simple ! Tous les patrons et tous les ouvriers d'une même profession nomment des délégués à qui ils donnent pleins pouvoirs et aux décisions desquelles ils prennent à l'avance l'engagement de se soumettre. Ces délégués se réunissent à jours fixes pour concilier ou arbitrer tous les différends d'intérêt général qui ont pu se produire : taux des salaires, durée des heures de travail, etc... Et quels merveilleux résultats obtenus ! Voyez par exemple le conseil fondé en 1869 à Middlesbourg pour l'industrie sidérurgique. Dès 1875 il représentait 43.000 ouvriers et 35 usines comptant 1.913 fours à puddler ! et il avait acquis une telle influence que de 1874 à 1878 il put sans soulever une seule grève diminuer peu à peu les salaires de 47 1/2 0/0.

Et qu'on ne prétende point que l'esprit et le caractère anglais se prêtent seuls à des réformes de ce genre ! N'avons-nous pas au sein même de la Belgique une institution analogue ?

Il existait en effet depuis quelques mois, à la Compagnie de charbonnages de Mariemont et de Bascoup, une sorte de Conseil d'arbitrage dont nous avons déjà dit un mot et qui était dû à l'initiative hardie d'un ingénieur dont le nom doit être retenu : M. Weiler (1).

(1) Le texte intégral du règlement des « Conseils de conciliation et d'arbitrage des charbonnages de Bascoup » a été publié par l'Office du Travail français (*Conciliation et Arbitrage*, p. 460). En dehors de Mariemont et Bascoup, on peut citer aussi deux ou trois initiatives du même genre qui se produisirent à la même époque. Elles

En un article qui eut dans tout le pays un très grand retentissement (1), M. Hector Denis, le premier, proposa de généraliser l'institution et de la faire passer dans la loi. L'idée fit très vite son chemin : quelques semaines plus tard, présidant la séance d'ouverture de la Commission du travail, le ministre « signale ce projet et en recommande l'examen (2) ».

La Commission répond à cet appel.

C'est alors qu'elle entreprend la vaste enquête « sur les

n'ont point d'ailleurs la même portée et nous ne les citons que pour être complet.

Dans la séance de la Commission du travail du 10 août 1886, M. Oger, cordonnier à Bruxelles, déposa un projet de Conseil arbitral pour la cordonnerie dont le texte avait paru dans le *Moniteur de la cordonnerie* du 1^{er} avril 1886. Dans ce projet, l'intervention gouvernementale était absolument écartée. Ce projet fut réalisé à quel que temps de là et les cordonniers organisèrent un Conseil arbitral élu par les patrons et par les ouvriers et se divisant en bureau de conciliation, bureau de jugement et bureau général d'appel.

Sur des bases identiques, un Conseil syndical mixte a été établi vers la même époque par les deux Chambres syndicales des patrons et des ouvriers tailleurs. Il avait recueilli en 1886 l'adhésion de 83 patrons et de 300 ouvriers tailleurs (Procès-verbaux des séances d'enquête de la Commission du travail, 10 août 1886).

Dans d'autres professions, notamment celles des bijoutiers et des typographes, bien qu'il n'y eût pas de Conseil mixte permanent, on a contracté l'habitude de constituer pour chaque conflit un comité d'ouvriers qui traite avec le patron ou un comité de patron. « Et » dit le délégué des typographes de Bruxelles, « comme le syndicat a intérêt à éviter les grèves, puisque c'est la caisse qui les soutient, le comité pousse à la transaction » (cité dans la publication de l'Office du Travail français sur la conciliation et l'arbitrage (Paris, 1893, p. 434).

(1) *La Réforme*, 30 mars 1886.

(2) *Documents de la Commission du travail*, t. IV, séance du 28 avril 1886 (Bruxelles, Lesigne).

revendications ouvrières » dont nous avons parlé, et c'est d'après les indications fournies par cette enquête qu'elle dresse le programme d'études et de réformes que le gouvernement plus tard devait faire sien et en tête duquel était inscrite la création par la loi de Conseils de conciliation.

*
* *

La création par la loi de Conseils de conciliation ! une première objection se présentait d'elle-même à l'esprit. Les conseils de Mariemont et Bascoup aussi bien que ceux d'Angleterre émanent de l'initiative privée : n'est-ce pas à cela qu'est dû leur succès ?

Il n'est rien qui soit d'ordre plus délicat, rien qui paraisse à première vue échapper plus complètement à l'action de la loi, que la conciliation en matière de grève. Si les patrons et les ouvriers sont disposés à la conciliation, est-il nécessaire que la loi leur dise de se concilier et s'ils sont résolus à se faire la guerre, à quoi servira de leur prescrire la paix ? Va-t-on marier des gens qui refusent de dire oui ?

Pourtant, l'idée de créer, par un texte, sur toute la surface du pays, des Conseils analogues à ceux qui furent dans des circonstances et des conditions spéciales établis en Angleterre et à Mariemont par l'initiative privée ne semble pas avoir rencontré en 1886 en Belgique la moindre opposition.

La commission parlementaire se prononça à l'unanimité. Ce fut avant tout, nous l'avons dit, pour donner

satisfaction à l'opinion publique. Mais il est juste d'ajouter que cette raison d'opportunité se colorait d'excellents arguments.

Et d'abord, disait-on, il est certain qu'en l'absence de toute loi, la conciliation, répondit-elle même au désir secret des parties, peut trouver dans l'inexpérience et l'amour-propre de celles-ci un double obstacle infranchissable : ni l'une ni l'autre le plus souvent ne sait « comment s'y prendre » et ni l'une ni l'autre surtout ne veut faire le premier pas. C'est, à l'une et à l'autre, rendre un grand service que d'organiser une procédure simple et rapide de la conciliation, de rédiger, si l'on veut, et de mettre aux mains de tous, patrons et ouvriers, un *formulaire* des mesures à prendre et des démarches à faire pour terminer rapidement les grèves qui pourraient surgir.

D'autre part, s'il est vrai que la loi ne peut forcer un patron et des grévistes récalcitrants à se rapprocher, fût-ce en vue d'une simple tentative de conciliation, n'est-il pas possible cependant qu'elle trouve des moyens indirects pour inciter les deux adversaires à ce minimum de condescendance ? Et n'est-ce pas un de ces moyens indirects que le droit donné au gouvernement de créer des Conseils de conciliation qui, d'office, se réuniront au premier bruit d'une grève et convoqueront les parties ? Celles-ci répondront sûrement à la convocation ; elles ne pourraient s'y refuser sans paraître douter de leur bon droit et sans encourir du même coup ce blâme de l'opinion publique auquel, en notre temps, on ne résiste guère. Quand elles

auront comparu devant le Conseil, quand elles auront consenti à discuter, elles auront fait dans la voie de l'entente le premier pas. En ces matières surtout, n'est-ce pas celui qui coûte le plus ?

La question de principe ainsi résolue, et sans discussion, la Commission nomma rapporteur M. V. Brauts, avec recommandation expresse « d'aller vite ».

Il « alla vite » en effet, si vite qu'il put faire approuver, presque sans débat, les conclusions de son rapport, le jour même (1) où M. Hector Denis présentait à la Commission le contre-projet que son article de *la Réforme* avait annoncé. Ce contre-projet fut renvoyé à une commission, mais celle-ci n'eut pas le temps de l'examiner. Déjà le projet officiel venait en discussion devant la Chambre.

*
* *

Lorsqu'en juillet 1887, la Chambre aborda à son tour l'étude de l'organisme nouveau qu'il s'agissait de créer, elle se trouva en présence de trois projets différents :

1° Celui de la Commission du travail accepté et présenté par le gouvernement ;

2° Celui de M. Denis que la Commission du travail n'avait point discuté mais dont son auteur avait à maintes

(1) Séance plénière du 29 octobre 1886. On lira avec intérêt tous les procès-verbaux de la Commission du travail durant cette session (Bruxelles, Lesigne). Cf. surtout t. III, p. 4, 48 et 593, t. IV, p. 17 à 24.

reprises saisi directement l'opinion publique (1) et qui devait trouver sous forme d'amendements d'ardents défenseurs devant la Chambre ;

3° Un projet émané de l'initiative parlementaire, et dont M. Frère-Orban était l'auteur (2).

Dans chacun de ces trois projets, la loi du 17 août 1887 devait puiser des inspirations. Il est donc indispensable de les examiner brièvement.

I. — *Projet de la Commission du travail.*

Le premier en date. Rédigé sous l'influence immédiate des événements sanglants de mars 1886, il est inspiré d'un bout à l'autre, et uniquement, par l'exemple des conseils de conciliation qui fonctionnent en Angleterre. C'était d'ailleurs l'exemple proposé officiellement par le ministre.

Aplanir les différends entre patrons et ouvriers : l'institution nouvelle ne doit pas avoir d'autre but. Ce ne sera pas une juridiction chargée, comme les conseils de prud'hommes, d'interpréter souverainement le contrat qui lie le patron et les ouvriers et rendant, par conséquent, des jugements qui ont force obligatoire. Non ! Les conseils nouveaux tendront au contraire à faire modifier, à faire

(1) Outre l'article de *la Réforme* que nous avons cité, Cf. *l'Organisation représentative du travail* (Bruxelles, 1872) et surtout les *Conférences préparatoires à l'organisation d'une bourse de travail à Bruxelles* (1885).

(2) *Annales parlementaires*, Chambre des représentants, session de 1885-1886 (séance du 5 mai).

améliorer par les parties le contrat du travail, et leurs décisions par suite ne pourront trouver de sanction que dans la bonne volonté des intéressés.

Quant au fonctionnement, il se résume en deux mots : délégués, patrons et ouvriers, en nombre égal ; élections au suffrage universel par chaque groupe des intéressés ; réunion des délégués à jour fixe, et d'office en cas de grève.

II. — *Projet Denis.*

Idée maîtresse : les Conseils de conciliation sont nécessaires mais tout à fait insuffisants pour rétablir l'harmonie dans le monde du travail.

C'est la surabondance des bras dans quelques industries qui provoque l'abaissement des salaires d'où viennent les grèves. Sur certains points du territoire, la main-d'œuvre au contraire est insuffisante. Pourquoi ce déséquilibre ? Parce que les patrons ignorent où se trouve la pléthore de bras et que les ouvriers de leur côté ignorent où ils pourraient facilement trouver de l'ouvrage. Aucune publicité générale, synthétique, n'est donnée à l'offre et à la demande de travail.

Nous aurons beaucoup fait pour empêcher les grèves quand nous aurons créé cette publicité. Il se passera alors pour le travail ce qui se passe pour toutes les autres marchandises. Point de négociant qui ne puisse savoir exactement quelle quantité de coton, de sucre, de café se trouve disponible sur tous les marchés du monde, quelle

sera approximativement l'importance de la récolte, s'il y a beaucoup ou peu d'acheteurs, dans combien de temps les stocks seront épuisés. Sous l'influence de ces divers éléments le prix se détermine tout seul, c'est-à-dire que d'eux-mêmes les vendeurs baissent les prix lorsqu'ils se savent encombrés de marchandises et d'eux-mêmes l'augmentent lorsque la marchandise se raréfie. Pas de contestation possible entre acheteur et vendeur sur le prix du coton : ce prix est déterminé par la situation du marché universel.

Pourquoi n'en serait-il pas de même entre patrons et ouvriers ? Il suffirait pour cela que l'on connût exactement la relation entre l'offre et la demande de bras dans chaque industrie et dans chaque localité et que le taux des salaires pût ainsi être déterminé par la situation du marché universel du travail.

Ainsi raisonnait M. Denis, après M. Molinari et M. Schœnberg (1).

Sans doute mille raisons peuvent empêcher un ouvrier de se déplacer même pour gagner un salaire plus élevé. Il y a longtemps qu'Adam Smith l'a remarqué. « Le travail est de toutes les marchandises la plus difficile à transporter. » M. H. Denis le sait, mais il estime que « la réali-

(1) M. de Molinari, *op. cit.*, avait indiqué deux moyens :

α) La création d'un organe de publicité, d'un journal, qui enregistrerait toutes les offres et les demandes de travail.

β) La constitution d'une société coopérative qui aurait pour objet le placement des ouvriers.

sation même partielle de cet idéal peut donner les plus heureux résultats ».

Mais comment y arriver ?

M. Denis propose la création de « Bourses du travail industriel et agricole ».

Ces bourses doivent être formées par le concours de tous les intéressés, industriels et ouvriers, sous la protection et le contrôle des communes et de l'Etat.

Il y aura une bourse de travail dans chaque chef-lieu de province et « dans tous les centres où le besoin s'en fera sentir ».

Ces bourses seront à la fois offices de statistique et bureaux de placement : elles rendront compte de la situation des classes ouvrières, procéderont aux enquêtes nécessaires, mettront en rapport l'offre et la demande de travail, bref, faciliteront de toutes façons directement et indirectement, le placement des ouvriers.

M. Denis fait même remarquer, entrevoyant une idée qui devait être reprise et développée par les auteurs du troisième projet, qu'ainsi outillées les Bourses du travail pourront facilement « étudier toutes les questions intéressant le travail qui leur seront soumises par les autorités ».

Les renseignements émanant des diverses Bourses du travail seront centralisés par un Comité central lequel sera constamment en rapport avec le ministère.

Enfin, chaque Bourse du travail aura le droit « si elle le juge bon », de constituer dans son ressort des Conseils

de conciliation permanents, c'est-à-dire que les patrons et les ouvriers, administrateurs élus de la Bourse du travail, pourront faire procéder à de nouvelles élections pour désigner en dehors d'eux les membres d'un Conseil de conciliation.

III. — *Projet Frère-Orban.*

Comme la commission du travail, M. Frère veut des Conseils de conciliation, mais comme M. Denis il pense que cela ne suffit pas.

Il faut rattacher les Conseils de conciliation à une institution plus large. M. Denis disait : aux bourses du travail. — M. Frère dit : « à des assemblées professionnelles chargées officiellement d'étudier toutes les questions intéressant la profession. »

On voit du premier coup d'œil quelle réforme profonde et essentielle recouvre une pareille formule. Ce ne sont plus, cette fois, des palliatifs. Voici, en germe, toute une révolution économique ; pour la première fois, en Europe, depuis 1789, la question de la représentation professionnelle est nettement posée.

L'auteur du projet s'en rend très bien compte. Les amendements du gouvernement, dit-il, comme ceux de la commission ont pour but l'organisation de simples Conseils de conciliation. C'est la reproduction de ce qui s'est fait ailleurs par l'initiative privée. La proposition soumise à la Chambre a un tout autre caractère. Elle crée une institution au sein de laquelle les représentants de l'industrie et du travail, élus en nombre égal par leurs pairs, sont ap-

pelés à délibérer sur leurs intérêts communs. Elle est mise en communication avec l'autorité gouvernementale qui peut la consulter sur tous les projets de règlements ou de lois qui affectent ces intérêts.

Chaque industrie d'une importance suffisante forme une section du conseil qu'il s'agit d'organiser, et, si un conflit vient à éclater les délégués de la section doivent se réunir pour chercher les moyens de l'apaiser. C'est par ce côté seulement que l'institution se rattache aux Conseils de conciliation pratiqués ailleurs... Il les renferme, il les consacre, mais « il organise avant tout une chose absolument nouvelle, une institution qui met en présence les chefs d'industrie et les ouvriers, en l'absence de tout conflit, avant toute lutte, pour délibérer sur des intérêts communs (1) ». Ajoutons : et pour donner officiellement leur avis aux pouvoirs publics.

■
* *

Telle est l'idée maîtresse de chacun des trois projets dont le Parlement se trouva saisi.

Les débats furent très brefs et à vrai dire une seule discussion sérieuse s'éleva.

C'était à propos du projet de la Commission du travail, c'est-à-dire à propos du rôle « conciliateur » de la future institution.

Certains députés prétendaient (et la même objection de-

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des représentants, session de 1886-87. Séance du 26 juillet 1887, p. 1716 et 1717.

vait être plus tard reproduite devant les Chambres françaises) qu'il était inutile de construire en vue de la conciliation industrielle un rouage nouveau. N'avons-nous pas les Conseils de prud'hommes, chargés précisément de « trancher les différends entre patrons et ouvriers (1) » ?

Il faut rendre cette justice au gouvernement belge qu'il sut placer le débat sur son véritable terrain et tout sacrifier à ce qui était l'idée essentielle du projet : rendre facile et fécond le rapprochement tant souhaité entre patrons et ouvriers.

D'abord, répondit le ministre, il ne s'agit pas ici de « trancher des différends ». Les Conseils de prud'hommes ont pour mission d'interpréter les conventions qui lient les patrons et les ouvriers. Ils les interprètent souverainement. Les Conseils de l'industrie et du travail supposent au contraire que les conventions ont pris fin en fait, sinon en droit. Ils cherchent à provoquer par la bonne volonté des parties, de nouvelles conventions, les meilleures possibles, celles qui tiennent le mieux compte des intérêts en cause et qui peuvent le plus aisément déterminer l'accord entre le capital et le travail. Pour y arriver, ce n'est pas un contrat antérieur qu'ils ont à apprécier, c'est la situation actuelle de l'industrie, l'intensité de la concurrence, les droits acquis, les usages locaux, en un mot tous les faits qui exercent une influence sur la production industrielle (2).

(1) Chambre des représentants. Séance du 27 juillet 1887. Discours de M. Vereruyssen, représentant de Gand.

(2) « Les prud'hommes sont une juridiction litigieuse. On les place

Pourtant, reprenaient les adversaires du projet, si évidente que soit en fait cette différence entre le domaine juridique et le domaine économique, entre l'interprétation de contrats existants et la rédaction de nouveaux contrats, est-il indispensable de l'introduire dans la loi ? Ne serait-il pas plus simple d'assimiler les deux ordres de conflits et de les soumettre à la compétence d'une seule et même juridiction ? Si la dualité des institutions existe en France, en Angleterre et en Autriche, l'autre système a pour lui l'exemple de l'Allemagne et de l'Italie. Dans ces deux pays, un même organisme joue le double rôle de Conseils de prud'hommes et de Conseils de conciliation, et il ne semble pas que les résultats obtenus soient moins satisfaisants.

Pourquoi en tous pays ne pas faire de même ? Pourquoi se résoudre à l'inconvénient considérable de multiplier les organes représentatifs — partant les élections et les discussions ? Si du moins il y avait quelques bonnes raisons ! Mais le rôle habituel des Conseils de prud'hommes n'est-il point en fait de tenter la conciliation entre les parties (1) ? et par ce seul motif ne sont-ils pas tout dési-

en face d'un différend qu'ils ont à juger s'ils ne parviennent pas à le concilier. Ici il n'y a pas de différend, il ne peut y en avoir au sens juridique du terme... Il s'agit d'un arbitrage et d'une conciliation, *non entre les droits, mais entre les intérêts* » (Discours de M. Beernaert, ministre des finances, 26 juillet 1887).

(1) « Sur 48.708 contestations déferées de 1862 à 1886 aux 23 Conseils de prud'hommes qui siègent en Belgique, 35.024 ont été conciliées, soit 72 0/0 » (Cf. *Moniteur*, session 1886-1887. Rapport de M. Sabatier, membre de la Chambre des représentants, au nom de

gnés pour intervenir en cas de grève ? Et puis, ne peut-on pas dire aussi que les conflits sur l'interprétation du contrat de salaire mettent en question presque toujours la situation future des parties et qu'à ce titre les décisions rendues engagent l'avenir en même temps qu'elles liquident le passé ?

Mais rien n'y fit ; le Parlement persista, avec raison, à isoler pour le mieux mettre en relief l'organisme conciliateur. Il voulut éviter jusqu'à l'apparence d'une confusion entre les tribunaux industriels armés d'une sanction et les Conseils de l'industrie et du travail, organes d'union et de paix sociales (1).

*
**

Telle fut la seule controverse sérieuse qui s'éleva à l'occasion du projet. On le voit, le Parlement continuait à mettre au premier plan, le rôle conciliateur des Conseils de l'industrie et du travail.

la première section de la Commission du travail) L'honorable rapporteur oubliait de dire qu'en rebours du Conseil de l'industrie et du travail, les Conseils de prud'hommes n'ont à examiner que des contestations individuelles et que leur tâche conciliatrice dès lors se trouve plus facile, étant moins complexe.

(1) « Quand la conciliation ne leur réussit pas, les Conseils de prud'hommes rendent des jugements, lesquels ont force obligatoire... Ce que nous voulons créer au contraire c'est un organe purement consultatif. Si la conciliation tentée devant lui n'aboutit pas, il n'émettra sur le fond du débat qu'un simple avis et cet avis n'aura de sanction que dans l'opinion publique » (Discours de M. Frère-Orban, *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants*, session 1886-1887. Séance du 26 juillet 1887, p. 1716).

Après ces très brefs débats, la Chambre des représentants vota à l'unanimité la « Loi sur le (*sic*) Conseil de l'industrie et du travail ». Le Sénat l'adopta à son tour, presque sans discussion, à l'unanimité moins une voix.

La loi nouvelle s'inspirait à la fois des trois projets que nous avons résumés. L'organisme qu'elle créait devait être à la fois :

Un Conseil de conciliation ;

Une assemblée représentative de la profession et vis-à-vis des membres de la profession elle-même, et vis-à-vis des pouvoirs publics ;

Un bureau d'enquêtes et de renseignements administratifs.

Mais avant d'étudier une à une ces trois attributions, voyons sous forme d'un commentaire de la loi du 16 août 1887, comment fonctionnent les Conseils de l'industrie et du travail.

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

A) La théorie : Commentaire de la loi du 16 août 1887 et de l'arrêté royal du 19 mars 1893.

SECTION I. — Par qui et comment sont créés les Conseils de l'industrie et du travail.

(Loi de 1887, art. 3.)

ART. 3. — « *Les Conseils sont établis par arrêté royal soit d'office, soit à la demande du Conseil communal ou des intéressés, patrons ou ouvriers.*

L'arrêté fixe l'étendue et les limites de leur ressort et détermine le nombre et la nature de leurs sections. »

Le projet primitif portait simplement : « Ils seront institués par arrêté royal ».

Le droit de pétition étant inscrit dans la Constitution belge il est évident que cette initiative gouvernementale eût pu être provoquée même dans le silence de la loi soit par les conseils communaux, soit par les patrons, soit par les ouvriers.

Mais le gouvernement propose un amendement « qui le dise expressément ». Cela est utile, puisque « la loi s'adresse

en partie aux ouvriers et ceux-ci ne connaissent guère le droit constitutionnel ».

Il faut d'ailleurs bien prendre garde, ajoute-t-on, de réserver tout aussi expressément le droit d'initiative gouvernementale, pour le cas de grève.

La Commission du travail en effet n'a pas la conception très nette du puissant et stable organisme qu'elle va créer, elle pense toujours aux Conseils de conciliation. Dès qu'une grève s'élèvera, dit le rapporteur, « il faut que le gouvernement puisse agir avec promptitude » et sans attendre la sommation des intéressés.

C'est de cette curieuse préoccupation de la Commission, partagée par la Chambre, qu'est sorti le texte définitif de l'article 3.

SECTION II. — Compétence territoriale et subdivisions professionnelles du Conseil de l'industrie et du travail.

(Loi du 11 août 1887, art. 1, § 1 ; art. 2 ; art. 11, § 2.)

ART. 1, § 1. — « *Il est institué dans toute localité où l'utilité en est constatée un Conseil de l'industrie et du travail* ».

Le texte du projet primitif portait : « Il est institué, par arrêté royal, dans chaque *commune* où la *nécessité* en est constatée un Conseil de l'industrie et du travail. »

Le changement de *commune* en localité a une importance très grande. Il fut expliqué devant la commission que le mot *localité* dont le sens est indéterminé permettrait

au gouvernement de comprendre dans le ressort du Conseil une ou plusieurs communes, suivant les nécessités de l'industrie.

Un même établissement industriel peut en effet être situé sur le territoire de plusieurs communes. Par contre des établissements situés dans des communes différentes mais voisines, peuvent avoir des intérêts semblables.

Il se peut que l'organisation du travail y soit réglée par des usages identiques.

Le mot *localité* laisse toute latitude à cet égard au gouvernement pour enfermer s'il le juge utile, des établissements de diverses communes dans le ressort d'un même conseil.

Il pouvait aussi grâce au mot *localité* enfermer dans un même ressort non seulement les communes où sont situés les établissements industriels, mais aussi les communes où habitent les ouvriers attachés à ces établissements, alors même que l'industrie n'y serait pas exercée.

Je dis « il pouvait », car l'arrêté royal du 10 mars 1893 a décidé qu'il n'y avait plus lieu de se préoccuper du domicile des ouvriers. Ils sont inscrits aujourd'hui de plein droit sur les listes électorales dans les communes où ils travaillent, alors même qu'ils n'y résideraient pas.

Le texte de l'article 1^{er} renferme une autre modification par rapport au projet primitif. Le mot *nécessité* y a été remplacé par le mot *utilité*.

M. Morisseaux trouve (1) que « ce changement est la

(1) *Op. cit.*, p. 169.

caractéristique même de l'institution. Le terme *nécessité* s'appliquait aux Conseils de conciliation ; celui d'*utilité* vise une institution d'une portée plus vaste, un conseil qui a pour mission principale de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers. »

ART. 2. — « *Il se divise en autant de sections qu'il y a dans la localité d'industries distinctes, réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées.* »

Les Conseils de conciliation et d'arbitrage sont organisés en Angleterre de façon à représenter chacun une industrie unique : pour apaiser les différends entre tisserands on ne reconnaît de compétence qu'aux tisserands, entre mineurs qu'aux mineurs, entre verriers qu'aux verriers. L'article 1^{er} de la loi de 1887 semble s'écarter de cette conception. Chaque Conseil de l'industrie et du travail englobe tous les établissements industriels, établis dans son ressort. Charbonnage, usine sidérurgique, atelier de construction, imprimerie, verrerie, faïencerie, brasserie, chapellerie... toutes ces branches de production si diverses, dont les intérêts sont ou peuvent être si différents, se confondront au sein du Conseil (1).

Celui-ci est donc réellement suivant la formule de M. Morisseaux (2) « l'expression de l'activité industrielle dans une région administrativement définie (3) ».

(1) C'est un emprunt manifeste à la loi du 7 février 1859 sur les Conseils des prud'hommes.

(2) *Op. cit.*, p. 172.

(3) L'étendue du ressort des Conseils d'industrie et de travail n'a

On voit très bien les arguments qu'il est possible d'invoquer en faveur de cette organisation : les Conseils de l'industrie et du travail ne sont pas exclusivement des Conseils de conciliation ; ils ont à donner leur avis sur certains projets de loi, ils doivent centraliser les renseignements intéressant le monde ouvrier... mieux vaut à ce double point de vue un organisme unique pour chaque région industrielle (1).

Les réunions des délégués en sont plus faciles et le rôle des bureaux centraux de renseignements et de statistiques — lorsque ces bureaux seront créés — en sera plus actif et plus fécond.

Le Gouvernement cependant, sous forme d'amendement à l'article 1^{er}, avait proposé de créer les Conseils par industrie au lieu de les créer par localité. Sa thèse non plus ne manquait pas de bons arguments. M. de Moreau, ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics, les développa devant la Chambre des Représentants le 26 juillet 1887, en un discours dont nous résumons ici les passages principaux :

Prenons par exemple le Conseil de l'industrie et du travail de Leuze (Hainaut) dont le ressort embrasse sept com-

d'ailleurs rien de commun avec les autres divisions administratives du territoire.

(1) C'est ce qu'a pensé l'Autriche-Hongrie. Malgré l'exemple de l'Allemagne qui avait organisé corporativement les caisses d'assurances contre les accidents elle a cru devoir donner pour base à ces caisses l'unité territoriale (sauf en ce qui touche les chemins de fer et les mines).

munes. Toutes les industries exercées dans ces sept communes et qui « réunissent les éléments nécessaires pour être utilement représentés » (art. 2) ont des délégués au Conseil. Ce sont l'industrie lainière, les industries accessoires du bâtiment et les industries alimentaires. Mais supposons que dans une commune contiguë existe un peignage de laine : il ne pourra pas être représenté au Conseil !

« Cependant, au point de vue des voies de communication, des sources d'approvisionnement, de l'organisation du travail, des usages locaux, de la population ouvrière, il fait partie de la même famille économique que les autres, il a des intérêts identiques ! » Il serait logique qu'il eût comme les autres ses délégués au Conseil ! Non : parce qu'il est en dehors du cadre il restera étranger au groupement.

Qu'on n'objecte pas la possibilité pour le Gouvernement de faire entrer dans le ressort du Conseil cette huitième commune, cette commune contiguë où se trouve notre peignage. Le Gouvernement ferait entrer du même coup dans le ressort du Conseil, les carrières, les brasseries, les établissements sidérurgiques... etc., etc., en un mot toutes les industries exercées dans la commune et qui ne sont pas exercées peut-être dans le ressort du Conseil, qui appartiennent à une autre sphère d'activité économique et dont les intérêts sont différents, sinon opposés.

Les industries, en effet, se groupent toujours d'après les circonstances économiques qu'elles rencontrent, et les

circonstances varient suivant les industries. « La configuration des gisements houillers détermine le groupement des charbonnages ; les facilités d'approvisionnement, de transport, de recrutement du personnel, celui des usines métallurgiques ; et ainsi de suite. » Autant d'industries, autant de groupements distincts qui se compénètrent sans doute, mais ne se confondent pas (1).

Ainsi parlait, ou à peu près, l'organe du Gouvernement.

Si son système avait prévalu, il eût été possible d'instituer des conseils distincts, ayant leur siège dans une même commune, mais embrassant des ressorts différents suivant le groupement différent de chaque industrie.

Et dans le cas où une question d'intérêt général se fût présentée, qui nécessitât une délibération en commun de tous les conseils, il eût suffi de fédérer ceux-ci pour avoir une représentation exacte de toute l'activité économique de la région (2). Mais il n'en est pas ainsi : le législateur s'est prononcé pour la répartition territoriale des Conseils.

Hâtons-nous d'ajouter qu'il a remédié aux principaux inconvénients de cet état de choses en décidant — c'est notre article 2 — que chaque Conseil se subdiviserait en « autant de sections qu'il y a dans la localité d'industries distinctes réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées. »

Ces sections ne sont point dans un Conseil de l'industrie

(1) Cf. Morisseaux, *op. cit.*, p. 179.

(2) Cf. le discours de M. Beernaert, ministre des finances à la Chambre des représentants, 26 juillet 1887, *Ann. parl.*, session 1886-1887, p. 1716.

et du travail comme des rouages interdépendants dans une machine d'une harmonieuse unité. « Nous sommes tous d'accord, disait M. Jacobs à la Chambre des représentants (1), que le rouage vraiment actif est la section. » Cela veut dire que l'élection des délégués se faisant par section et non par conseil, par industrie et non par région, les mineurs par exemple n'élisant que des mineurs, les métallurgistes que des métallurgistes, la section d'autre part ayant son existence propre, son bureau et ses réunions (art. 8, 9 et 10), chaque industrie importante se trouve en réalité avoir une représentation spéciale, se suffisant à elle-même.

Ce que sera pour chaque section cette « représentation spéciale » l'article 4 de la loi va nous le dire.

*
..

ART. 4. — Chaque section est composée en nombre égal de chefs d'industrie et d'ouvriers tels qu'ils sont définis par la loi organique des Conseils de prud'hommes. Ce nombre est fixé par l'arrêté qui institue le Conseil. Il ne peut être inférieur à six ni excéder douze.

Nous verrons un peu plus loin ce qu'il faut entendre exactement par « chefs d'industrie » et par « ouvriers ».

Pour le moment nous insistons seulement sur ceci qui est essentiel : la section composée d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons d'une même profession est la création

(1) Séance du 26 juillet 1887.

principale de la loi que nous étudions. Le Conseil de l'industrie et du travail qui donne son nom à la loi et qui est l'ensemble des sections d'une même « localité » n'a pour ainsi dire pas de vie propre.

Qu'une contestation s'élève entre patrons et ouvriers, c'est la section — professionnelle — qui tentera la conciliation et non le Conseil de l'industrie et du travail-territorial (art. 10).

C'est aussi la section et non le Conseil de l'industrie et du travail que convoquera la députation permanente du conseil provincial « à la demande soit des chefs d'industrie, soit des ouvriers » (art. 8).

Enfin chaque section a une réunion ordinaire annuelle, le Conseil de l'industrie et du travail n'en a pas (art. 8).

« Le Conseil siégera très rarement toutes sections réunies », concluait M. Morisseaux. Il eût pu dire « ne siégera jamais ». Car à notre connaissance, depuis lors, il n'y a pas eu une seule réunion de ce genre, même dans les cas, formellement prévus par l'article 11, où il s'est agi de « donner un avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail ».

*
**

Un correctif plus important encore à la constitution territoriale des Conseils nous est donné par l'article 11, § 2 de la loi.

« Le Roi peut aussi réunir plusieurs sections appartenant soit à la même localité, soit à des localités différentes. »

C'est dire que le Roi pourra réunir en une assemblée unique les sections similaires du Conseil voisin et former ainsi un groupement correspondant exactement au groupement naturel des établissements industriels.

C'est ce que répondait au ministre M. Frère-Orban, rapporteur du projet. Le Roi, disait-il, pourra malgré le principe de la territorialité des Conseils réunir les sections similaires de différentes localités. Ainsi « l'expérience pourra démontrer si le groupement des sections doit s'opérer plus utilement par industries que par localités ».

Malgré toutes ces concessions les défenseurs du groupement professionnel ne se déclarent point satisfaits. Ils objectent, non sans quelque apparence de raison, que l'expérience proposée ne pourra se faire que dans de mauvaises conditions. Que le Roi convoque demain pour trancher un différend entre patrons et ouvriers les sections intéressées de deux Conseils voisins, cette réunion accidentelle mettra pour la première fois en présence les membres de ces deux Conseils. Or c'est précisément le but que s'est proposé le législateur en instituant des conseils permanents et en les obligeant à se réunir à intervalles déterminés, de faire naître peu à peu entre les hommes qui les composent des sentiments d'estime réciproque, voire même de sympathie qui se manifesteront et produiront leur effet lorsqu'un conflit s'élèvera et que ces mêmes hommes seront appelés à le concilier.

Une réunion comme celle de l'article 11, § 2, convoquée

exceptionnellement par le Roi à l'occasion d'un conflit déterminé ne présentera pas évidemment les mêmes garanties de succès.

*
* *

Au moment du vote de l'article 1^{er}, M. Wæste, ancien ministre d'Etat, avait soulevé l'intéressante question de savoir si les patrons et les ouvriers pourraient s'entendre pour constituer des Conseils de conciliation indépendamment de toute intervention et même de toute consécration légale.

Le ministre répondit qu'il ne pouvait entrer dans la pensée du Gouvernement de porter atteinte au droit de réunion ni au droit d'association, et que par conséquent de telles institutions d'ordre purement privé, continueraient d'être absolument licites.

C'est le cas, entre autres, des nouveaux Conseils d'arbitrage et de conciliation des charbonnages de Mariemont et de Bascoup (ouvriers du fond) qui ont été constitués après la promulgation de la loi du 16 août 1887.

A cette question s'en joint une autre, connexe : Le Gouvernement en créant un Conseil doit-il nécessairement y comprendre toutes les industries de la localité, ou peut-il se borner à y renfermer quelques-unes d'entre elles ?

Une controverse a été soulevée à ce sujet, à propos, précisément, du cas que nous indiquions où des patrons et des ouvriers sont d'accord pour former entre eux un groupement spécial et pour rester en dehors de l'institution officielle.

M. Morisseaux répond : « Il paraît évident » que le Gouvernement a le droit de ne point englober dans le Conseil l'industrie dont nous parlons. Les mots « *réunissant les éléments nécessaires pour être UTILEMENT représenté* » interprétés largement doivent faire trancher la question en ce sens.

Malgré l'autorité de l'éminent directeur général, nous oserons soulever cette objection que, parler ainsi, c'est oublier peut-être le rôle complexe des Conseils de l'industrie et du travail. — Que l'institution privée, née de la cordialité des rapports entre patrons et ouvriers d'une même industrie, soit préférée pour l'arbitrage des différends à l'institution officielle, rien de mieux, mais les Conseils de l'industrie et du travail sont autre chose que des Conseils de conciliation, ils ont un rôle consultatif officiel à jouer ; ils peuvent, officiellement encore, délibérer sur les intérêts de la profession et faire parvenir leurs desiderata aux pouvoirs publics ; demain peut-être ils seront chargés de centraliser tous les renseignements officiels intéressant le monde du travail — est-il possible de reconnaître à une institution privée tous ces droits et tous ces devoirs sans lui donner auparavant, après examen de ses statuts et contrôle des conditions de son recrutement, une sorte de consécration légale ? et si l'on juge cette consécration légale inutile, étant résolu à ne voir dans une institution privée de ce genre qu'un Conseil de conciliation, ne devient-il pas nécessaire pour que l'industrie intéressée puisse remplir officiellement comme les autres sa mission consulta-

tive et délibérative, de la soumettre à ce double point de vue du moins, à la loi de 1887, c'est-à-dire de la faire entrer, après les élections et la procédure ordinaire, à titre cette fois de véritable « section » dans le Conseil de l'industrie et du travail de la localité ?

En résumé, nous croyons que le Roi ne doit laisser en dehors du Conseil aucune industrie de la localité, sauf celles qui à cause de leur peu d'importance (quel autre cas peut-on imaginer ?) ne présentent pas « les éléments nécessaires pour être utilement représentées. »

SECTION III. — Qui est éligible et qui est électeur aux Conseils de l'industrie et du travail.

(Loi du 16 août 1887, art. 4 et 5.)

(Arrêté royal du 10 mars 1893, art. 1 et 2, 7 et 8.)

Loi du 16 août 1887. — ART. 4. — « *Chaque section est composée, en nombre égal, de chefs d'industrie et d'ouvriers, tels qu'ils sont définis par la loi organique des Conseils de prud'hommes. Ce nombre est fixé par l'arrêté qui institue le Conseil. Il ne peut être inférieur à dix, ni excéder douze.* »

La loi ne dit pas autre chose. C'est dans les arrêtés royaux qu'il faut chercher les détails.

A. — Conditions d'éligibilité.

Arrêté du 10 mars 1893. — ART. 7. — « *Sont éligibles comme membres ouvriers du Conseil les électeurs ouvriers âgés de 30 ans accomplis.* »

Pour les patrons, pas de condition d'âge.

L'article 8 crée un certain nombre d'indignités.

Ne peuvent être électeurs ni éligibles :

Ceux qui sont privés du droit de vote par une condamnation ;

Les faillis et les interdits judiciaires.

Ceux qui sont notoirement connus comme tenant une maison de prostitution ou de débauche ;

Ceux qui ont été condamnés soit à une peine criminelle soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Dans le premier cas la privation du vote est de 20 ans, dans le second cas, de dix ans.

B. — Conditions d'électorat.

1^o Être patron ou ouvrier.

Par chef d'industrie ou patron, on entend : les fabricants ou les directeurs gérants d'établissements industriels, les exploitants, ingénieurs, directeurs ou sous-directeurs des travaux de mines, minières, carrières et usines minéralurgiques et les armateurs et propriétaires de bateaux de pêche maritime.

Par ouvriers, on entend : les artisans, les contremaîtres, les ouvriers travaillant dans les ateliers ou pour le compte des chefs d'industrie et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

Ainsi était conçu l'article 1 de l'arrêté royal du 31 juillet 1888.

La loi du 31 juillet 1889 sur les Conseils de prud'hommes a ajouté à l'énumération des « chefs d'industrie ou patrons » : *les administrateurs d'établissement industriel ou d'art industriel.*

L'arrêté du 10 mars 1893, à son tour, a ajouté : « *les entrepreneurs qui emploient leurs ouvriers à un travail industriel.* »

Malgré ce que ces mots présentent de vague et d'imprécis, il ne paraît pas qu'aucune difficulté se soit élevée à leur sujet.

Quant au terme « ouvrier », en février ou mars 1896 M. Anseele, représentant de Gand, demanda au ministre quel en était le sens exact. Le ministre répondit que d'après la jurisprudence administrative l'ouvrier était celui qui « transformait des matières premières ». Donc un garçon charcutier, par exemple, ou un garçon jardinier ne sont pas des ouvriers.

2° *Etre Belge.*

3° *Etre âgé de 25 ans accomplis.*

4° *Etre domicilié dans le ressort du Conseil et y exercer effectivement depuis quatre ans au moins l'une des industries ou métiers représentés dans le Conseil* » (art. 2, arrêté royal, 31 juillet 1888).

Ce texte donna lieu, on le devine, à de nombreuses difficultés (1) auxquelles la loi du 31 juillet 1889 mit un terme

(1) Lors de la grève sanglante de Quenast en février 1889, le Roi pour essayer d'apaiser le conflit institua d'office (arrêté royal du 15 février, *Moniteur belge* du 16) un Conseil d'industrie et de travail

en ajoutant à la disposition ci-dessus un paragraphe ainsi conçu : « *Néanmoins, pourront à leur demande être portés sur la liste électorale de la commune du siège de leur industrie ou de leur métier, quoique non domiciliés dans le ressort, ceux qui justifieront de l'exercice de leur industrie ou de leur métier dans ce ressort depuis 4 ans au moins.* »

L'arrêt royal du 10 mars 1893 a été plus catégorique : il a supprimé complètement la condition du domicile et exigé seulement que l'ouvrier « *exerce depuis quatre ans au moins dans le ressort du Conseil l'une des industries ou métiers représentés au dit Conseil* (1) ».

Telles sont les 4 conditions exigées pour être admis à prendre part aux élections des Conseils de l'industrie et du travail.

comprenant une section unique laquelle représentait l'industrie des carrières dans les 3 communes de Quénast, Tuleize et Rebecque-Bagnon.

Or le chef d'industrie de beaucoup le plus intéressé dans le conflit ne résidait dans aucune de ces trois communes. Il ne put donc être porté sur la liste des électeurs.

D'où protestation de plusieurs patrons qui en même temps par représailles dénoncent l'inscription tardive d'un nombre d'électeurs ouvriers (singulier prélude à une tentative de conciliation !). La députation permanente du Conseil provincial du Brabant n'ayant point admis ces réclamations, le Conseil de l'industrie et du travail, se réunit et cita devant lui les protestataires. Ceux-ci refusèrent de répondre à la convocation. Ils exposèrent par lettre que « ayant protesté contre les élections illégales qui ont eu lieu à l'occasion du Conseil de l'industrie et du travail, ils ne peuvent reconnaître celui-ci » (Cf. *Salaires et budgets ouvriers en Belgique au mois d'avril 1894*, p. 522 à 527).

(1) Le projet de réforme actuellement soumis au Conseil supérieur du travail réduit à un an la durée nécessaire d'exercice de la profession dans le ressort du Conseil (Cf. notre dernier chapitre).

L'arrêté de 1888 en exigeait une 5^e, « savoir lire et écrire. » Elle a été supprimée par la loi de 1889.

Nous aurons occasion de revenir sur cette question de l'électorat ; elle a pris une importance considérable depuis que la loi du 11 août 1895 a introduit dans chaque conseil communal, quatre ou huit membres « nommés par les patrons et les ouvriers électeurs au Conseil de l'industrie et du travail. »

Signalons seulement ici que pour être exact le législateur eût dû ajouter un paragraphe 5 spécifiant que « pour être électeur il faut être du sexe masculin ».

Le mot « ouvrier » a en effet été interprété dans son sens étroit et les femmes sont exclues de l'électorat comme de l'éligibilité aux Conseils de l'industrie et du travail ; mais nous verrons que c'est l'un des points sur lesquels le Conseil supérieur du travail est en train d'étudier la réforme de la loi de 1887.

SECTION IV. — Procédure de l'élection.

(Loi du 16 août 1887, art. 5 et 6 et 7, § 1^{er}.)

(Arrêté royal du 10 mars 1893, art. 3, 4, 5, 6, 10 à 30.)

Les élections se font professionnellement et non territorialement, c'est-à-dire que les ouvriers de chaque profession votent pour leurs représentants à la section et non pas l'ensemble des ouvriers de la circonscription pour leurs représentants au Conseil.

Il y a un collège électoral distinct pour chacune des sec-

tions du Conseil de l'industrie et du travail (arrêté de 1893, art. 3). Ce collège électoral comprend, naturellement, les électeurs « appartenant à l'industrie ou au métier représenté dans la section correspondant à ce collège » (arrêté, art. 4).

Ce sont les municipalités qui dressent les listes électorales (art. 6, § 1), ces listes sont affichées soit à la date fixée par l'arrêté royal d'institution, s'il s'agit de la première élection des membres du Conseil ; soit du 1^{er} au 15 février s'il s'agit du renouvellement triennal prescrit par la loi de 1887 (arrêté, art. 6 § 2).

Les listes sont ensuite transmises à la députation permanente du Conseil provincial (§ 3). Réclamations dans les dix jours à dater du jour de l'affichage (§ 4). La députation permanente statue sans appel sur ces réclamations (§ 5). Les listes sont définitivement arrêtées 42 jours après celui de l'affichage (§ 6). Les listes sont déposées, par extraits, aux secrétariats des communes (§ 7) et révisées tous les trois ans, du 1^{er} au 15 février (§ 8).

Il faut reconnaître que cette procédure paraît aussi peu compliquée que possible. Et cependant, même avec les délais si courts prévus par le texte, il faut 60 ou 70 jours au moins pour élire un Conseil de l'industrie et du travail.

Comment parler après cela de « créer un Conseil de l'industrie et du travail pour mettre fin à une grève » ? C'est une remarque que nous aurons souvent occasion de faire : il faut que le Conseil de l'industrie et du travail préexiste à

la grève, sans quoi non seulement son influence est vaine, mais sa création même est extrêmement difficile.

Le renouvellement des membres des Conseils de l'industrie et du travail a lieu tous les 3 ans (loi, art. 7) du 1^{er} au 15 avril (arrêté, art. 9).

Pour procéder à ce renouvellement, les administrations communales, dans leur ressort respectif, convoquent les électeurs « conformément aux instructions de la députation permanente » (arrêté, art. 19, § 1).

La convocation a lieu à domicile et aussi par voie d'affiches huit jours au moins avant le jour de l'élection (art. 10, § 2 et 3).

Les collèges électoraux peuvent être divisés en autant de Comices que la députation permanente le juge nécessaire, mais il ne peut jamais y avoir plus de 400 électeurs par Comice.

A chaque Comice il est assigné un local distinct (art. 12).

Chacun des Comices est présidé par un membre du Conseil communal du siège de l'institution désigné par le collège des bourgmestre et échevins.

Le président de chaque Comice et les scrutateurs doivent prêter, le premier entre les mains du juge de paix, les autres entre les mains du président, le serment suivant : « Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Quant à l'élection proprement dite, la loi du 31 juillet 1889 sur les Conseils de prud'hommes et après elle l'arrêté

du 15 août 1889 sur les Conseils de l'industrie et du travail ont inauguré un système extrêmement curieux que l'arrêté de 1893 a repris et développé et qui, comme on va le voir, supprime à la fois dans la plupart des cas la campagne électorale, le scrutin et le vote.

Les candidats doivent être proposés au moins cinq jours avant celui où le scrutin doit avoir lieu.

Les propositions doivent être signées par dix électeurs au moins dans les ressorts qui comptent plus de 200 électeurs et par quatre électeurs au moins dans les autres ressorts.

Les candidats proposés acceptent la candidature soit verbalement en se présentant accompagnés de deux témoins devant le président du bureau électoral, soit par une déclaration écrite et signée qui est remise à ce président.

Si, à l'expiration du terme utile pour la présentation des candidats, une seule liste de candidats a été présentée, le bureau en dresse procès-verbal *et proclame élus les candidats*.

S'il y a plusieurs listes de candidats, si par conséquent il est nécessaire de procéder au vote, celui-ci se fait au scrutin de liste.

Pour être élu au premier tour, il faut le tiers des voix (art. 25).

Si le premier tour n'a pas donné de résultat suffisant, « le bureau principal fait une liste des candidats qui ont obtenu le plus de voix. Cette liste contient, s'il est possi-

ble, deux fois autant de noms qu'il y a encore de membres de la section à élire ». Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à ces candidats, et la nomination a lieu à la pluralité des voix (art. 25).

Délai de huit jours pour les réclamations contre l'élection (arrêté, art. 30). La députation permanente se prononce dans le mois à dater de la réclamation (art. 31).

Recours possible du gouverneur auprès du Roi contre la députation permanente. « Le Roi statuera dans les 15 jours » (art. 31).

Les élections des chefs d'industrie ont lieu suivant les mêmes règles, « si toutefois les chefs d'industrie du ressort sont en nombre plus considérable que celui des membres effectifs du Conseil » (art. 33).

Telles sont les dispositions principales qui régissent l'élection des Conseils de l'industrie et du travail. On trouvera tous les détails intéressants et utiles dans le texte de l'arrêté du 10 mars 1893 que nous reproduisons en annexe à la fin de ce travail.

SECTION V. — Quand se réunissent les Conseils de l'industrie et du travail.

(Loi de 1887, art. 8, § 1 et 2 ; art. 10, § 1^{er} ; art. 11, § 1^{er}.)

ART. 8, § 1. — « *Chaque section se réunit au moins une fois par an et dans le local indiqué par un arrêté de la députation permanente du Conseil provincial.* »

Notons dès à présent cette restriction : la section ne peut

se réunir de plein droit qu'une fois par an. Encore faut-il qu'un arrêté de la députation permanente ait fixé le jour et le lieu de la réunion.

Il est vrai que l'article 8, § 2 ajoute :

La section est, en outre, convoquée extraordinairement par la députation permanente à la demande soit des chefs d'industrie soit des ouvriers.

C'est là un tempérament à la rigueur du premier alinéa, tempérament d'autant plus important que, d'après l'interprétation de la section centrale, la députation permanente *doit* convoquer dès que la demande lui en est faite — mais c'est là un palliatif encore bien insuffisant.

Impossible de se réunir comme il faudrait pouvoir le faire, dès qu'une question intéressante point à l'horizon ; il faut écrire au chef-lieu de la province ! il faut attendre la réponse ! et pourquoi, puisque cette réponse doit être affirmative ? Que de temps perdu ! Pourquoi ne pas permettre à chaque section de se réunir, dès que les patrons et les ouvriers en manifestent le désir, à la seule condition d'avertir la députation permanente ?

N'oublions pas d'ailleurs que les Conseils de l'industrie et du travail ont été surtout créés pour servir de comités de conciliation. En cas de différends entre patrons et ouvriers, mais dans ce cas là seulement, le législateur, on va le voir, multiplie les facilités de réunions.

*
* *

ART. 10, § 1. — « *Lorsque les circonstances paraissent*

l'exiger, le gouverneur de la province, le bourgmestre ou le président convoque, à la demande soit des chefs d'industrie, soit des ouvriers, la section de l'industrie dans laquelle un conflit s'est produit. »

Le texte du projet primitif portait : « Lorsque le caractère d'une grève paraît l'exiger, le gouverneur de la province, la députation permanente entendue, convoque la section de l'industrie dans laquelle la grève est déclarée. La section recherche... etc... »

Le mot « grève » parut malsonnant à la section centrale qui, pour ce motif, le supprima (1).

Elle eut d'autres scrupules plus justifiés : le texte supposait qu'il y avait grève, grève *déclarée* et présentant un *caractère* assez grave. Il parut à la section que le rôle d'un Conseil de l'industrie et de travail devait être beaucoup plus large, qu'il fallait donner aux pouvoirs publics le droit de le convoquer avant que la grève ne fût commencée et dans le but précisément de l'empêcher de commencer.. On remplaça donc le mot *grève* par le mot *conflit* qui peut s'appliquer à toutes les contestations naissantes, et l'on autorisa la convocation du Conseil dans tous les cas où « les circonstances » si minimales soient-elles et non plus « le caractère » assez grave du conflit « paraissent l'exiger. »

Dans le même esprit, on voulut aussi que ce droit de

(1) « Il convient de faire à peine allusion à cet état d'hostilité profonde, de guerre à outrance, vers lequel les anarchistes poussent les travailleurs » (*Doc. parl.*, session 1886-1887, n° 241, rapport de M. Verwilghen au nom de la section centrale, p. 13).

convocation appartînt au bourgmestre (1) et au président de la section comme au gouverneur de la province (2).

Et le texte se trouva modifié comme il est dit plus haut.

En résumé, réunion une fois par an, de droit ; réunions extraordinaires sur convocations de la députation permanente, à la demande soit des patrons, soit des ouvriers ; et en cas de conflit seulement sur convocation directe du bourgmestre, du gouverneur ou du président. Voilà pour la section.

Mais le Conseil de l'industrie et du travail qui est l'ensemble des différentes sections d'une même région quand se réunit-il ?

*
* *

L'article 2 répond :

« Le Roi peut réunir le Conseil de la circonscription en

(1) Non pas seulement au bourgmestre de la commune où siège le Conseil, mais à tous les bourgmestres du ressort (Echange d'explications entre MM. de Smet de Naeyer, Frère-Orban et Woeste, Ch. des représentants, séance du 27 juillet).

(2) Ceci pourtant s'explique moins étant donné que la section centrale fit en même temps admettre par la Chambre qu'aucune de ces trois autorités ne pourrait prendre d'elle-même l'initiative de la convocation : puisque, fit-elle observer, la section ne peut procéder que par voie de conciliation et que son autorité est purement morale, il est inutile de la convoquer si les ouvriers et les patrons s'abstiennent les uns et les autres de réclamer cette convocation et témoignent ainsi qu'ils seraient peu disposés à accepter ses décisions.

La remarque était fort juste, mais du moment où la convocation du Conseil n'était plus que l'exécution forcée du désir manifesté soit par les patrons, soit par les ouvriers, pourquoi confier le soin de cette convocation à tant de mains différentes et multiplier ainsi inutilement les rouages d'une machine dont la simplicité doit être le caractère essentiel ?

assemblée plénière, pour donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail et qu'il jugerait utile de lui soumettre. »

Cet article est emprunté au projet de M. Frère-Orban. Nous avons dit que ce rôle représentatif ou, si l'on veut, consultatif, est à nos yeux le rôle essentiel des Conseils de l'industrie et du travail.

Nous aurons occasion d'étudier longuement les divers cas dans lesquels il a été appliqué. Disons seulement ici qu'il n'a jamais été appliqué à la lettre.

Le texte est formel : pour les questions « d'intérêt général » il parle de « réunions plénières » des diverses sections du Conseil. Or, le Gouvernement craindrait, paraît-il, s'il convoquait à une même réunion les dix ou quinze sections d'un Conseil de l'industrie et du travail, d'établir imprudemment dans chaque région une sorte de petit parlement qui prétendrait peut-être donner à ses décisions une portée souveraine et qui provoquerait, en tous cas, une agitation dangereuse (1).

SECTION VI. — Réglementation intérieure.

(Loi du 16 août 1887 ; art. 7, § 2 ; art. 9 ; art. 11, § 3 ; art. 12, 13, 14 et 16.)

ART. 12, § 1^{er}. — « *L'arrêté royal convoquant l'assemblée*

(1) Cette crainte s'était fait jour déjà lors de la discussion de la loi. Cf. discours de M. Beernaert, ministre des finances, 26 juillet 1887, *Annales parl.*, p. 1716.

plénière de même que les arrêtés du gouverneur ou de la députation permanente convoquant une section indiquent l'ordre du jour et fixent la durée de la session. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération. »

On n'a pas voulu que les Conseils de l'industrie et du travail ou leurs sections puissent se laisser aller à faire de la politique. L'intention est louable, mais quelle sanction peut-on imaginer à cet article 12, § 1^{er}? J'en découvre deux :

1^o Les assemblées délibérant en dehors de l'ordre du jour et de la durée de la session, ne peuvent émettre aucun vote qui ait une valeur officielle ;

2^o Les jetons de présence alloués en vertu de l'article 15 de la loi ne sont pas payés.

L'une et l'autre sanctions paraissent également misérables. Mais il n'y a jamais eu lieu, que je sache, d'appliquer ni l'une ni l'autre.

Voici une question plus grave : au moment où la députation permanente, ou le gouverneur, ou le bourgmestre convoque la section en vue de mettre fin à une grève, comment pourra-t-elle prévoir le nombre de séances qui seront nécessaires pour parvenir à la conciliation ? Ici encore ne valait-il pas mieux laisser libre carrière à l'initiative et au bon sens des intérêts ? Et d'une façon générale pourquoi entourer de tant de solennité et de préparatifs la réunion de la section ? Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Montefiore Lévi, l'indiquait avec beaucoup de

justesse : ces errements ne peuvent que fausser le but de l'institution. Il fallait supprimer aussi complètement que possible tout ce qui est procédure, formalités, intervention administrative.

*
* *

Lorsque le nombre des patrons présents n'est pas égal à celui des délégués ouvriers, le plus jeune membre de la catégorie la plus nombreuse n'a que voix consultative (1) (art. 12, § 2).

Les séances ont lieu à huis clos, mais le Conseil ou la section peut décider que les procès-verbaux des délibérations seront rendus publics (art. 12, § 3).

« La section peut décider... » Cette faculté n'existe plus si la section est réunie pour prévenir ou arranger un conflit et qu'elle n'y a point réussi. Dans ce cas, la publication du procès-verbal est obligatoire : l'article 10 est formel.

« Si un délégué convoqué fait défaut à trois reprises il est considéré comme démissionnaire » (art. 7, § 2).

« Chaque section choisit dans son sein un président et un secrétaire. A défaut de président élu par la majorité des membres présents, ou en son absence, la section est présidée par le plus âgé des membres présents. Dans le même cas, le plus jeune remplit les fonctions de secrétaire » (art. 9).

« Le Conseil de l'industrie et du travail réuni en assem-

(1) Ce texte est un amendement de la section centrale.

blée plénière élit à la majorité des membres présents son président et son secrétaire » (art. 11, § 3).

Donc, la section, à la différence du Conseil, a un président et un secrétaire en titre, dont les fonctions durent trois ans, comme les pouvoirs des membres de la section (1).

Il fallait bien que ces fonctions fussent stables : le président trouve en effet dans l'article 10 le droit de convoquer la section. D'ailleurs il fallait lui permettre d'acquiescer par le temps une certaine influence sur les membres de la section dont il est appelé, dans des circonstances souvent délicates, à diriger les débats.

Quant au secrétaire, son rôle, en un autre genre, n'est pas moins important : le Conseil de l'industrie et du travail en effet n'est pas seulement une assemblée délibérante. Il est aussi, selon le mot de M. Frère-Orban, « un corps administratif ». Il est appelé à recueillir des statistiques, à faire des enquêtes, à dresser des budgets ouvriers... que sais-je encore ? Cela ne va pas sans beaucoup de documents amassés et conservés, sans des archives en un mot. Un secrétaire qui changerait à chaque réunion ne pourrait remplir cette besogne difficile. Même un secrétaire nommé pour trois ans sera insuffisant. Ce qu'il faudrait dans les Conseils de l'industrie et du travail, c'est un élément permanent. Il faudrait qu'ils eussent, par exemple, un secrétaire proposé par eux et accepté par le Gouver-

(1) Cf. *Annales parlementaires*. Discussion de l'article 11. Observations de M. de Sadeleer.

nement (1), payé par la province à défaut d'une caisse corporative. Ainsi deviendrait-il possible de faire toute l'utile besogne administrative que nous avons indiquée, de créer en outre les précédents, et de conserver les traditions sans lesquelles il n'y a pas d'organisme vraiment vivant.

Le Gouvernement peut nommer un commissaire pour assister à l'assemblée plénière, y faire telles communications qu'il jugera utiles et prendre part aux débats, s'il y a lieu, sur les questions soumises ou les mesures projetées (art. 13).

Le projet du Gouvernement donnait la présidence de l'assemblée à ce commissaire. La Commission centrale combattit cette idée et la fit repousser par la Chambre. « Les fonctions naturelles d'un président l'obligent à se tenir en dehors du débat (2). Il paraît beaucoup plus utile que le commissaire ne préside pas. » En somme il doit jouer dans l'assemblée son rôle de commissaire du Gouvernement c'est-à-dire défendre les projets présentés à la discussion des Conseils de l'industrie et du travail et donner sur leur sens et leur portée tous les éclaircissements nécessaires. Son intervention s'explique par le caractère officiel que présenteront les « avis » que les Conseils de l'industrie et du travail sont ainsi appelés à donner.

Les communes du siège de l'institution sont tenues de

(1) C'est ce que sont les greffiers des Conseils de prud'hommes en Belgique. Leurs honoraires sont fixés à 10 francs par vacation.

(2) Rapport de la section centrale.

fournir les locaux nécessaires à la tenue des séances du Conseil ou des sections (art. 14).

Le projet du Gouvernement portait : « Les communes sont tenues, *s'il y a lieu...* ». Mais cette restriction a été retranchée, M. Frère-Orban ayant expliqué qu'il fallait « éviter qu'il y eût réunion dans le local où s'exerce l'industrie, ce qui pourrait, en certains cas, présenter des inconvénients ».

« Une indemnité est allouée par jour de session aux membres du Conseil réunis en assemblée plénière ou de plusieurs sections. Elle est fixée par la députation permanente et supportée par le budget provincial » (art. 15).

Donc, pas d'indemnité à la séance annuelle de section, ni aux séances extraordinaires sur convocation de la députation permanente (art. 8), ni aux réunions convoquées par le gouverneur, le bourgmestre, ou le président (art. 10).

Comme ces réunions peuvent être provoquées par la seule demande soit des patrons, soit des ouvriers, on a craint qu'elles ne devinssent, par l'appât de l'indemnité, « plus nombreuses qu'il ne serait nécessaire ».

CHAPITRE IV.

FONCTIONNEMENT DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (SUITE).

B) Les faits : mise en pratique de la loi du 16 août 1887.

La loi était votée. Restait à l'appliquer.

On attendit deux ans.

L'article 5 décidait, en effet, que « l'élection des membres *ouvriers* aurait lieu suivant le mode fixé par la loi sur les Conseils de prud'hommes », mais comment aurait lieu l'élection des membres patrons ? Là-dessus, pas un mot. Cette première difficulté pourtant fut tranchée assez vite. Après quelques hésitations le Gouvernement décida de procéder par analogie et de recourir pour les patrons comme pour les ouvriers à la législation des Conseils de prud'hommes (1).

Mais cette législation, qui datait de 1859, était précisée-ment en voie d'être modifiée sur tous les points essentiels ; un projet du Gouvernement était en suspens depuis de longs mois devant le Parlement.

(1) Arrêté royal du 31 juillet 1888, article 23. Cet arrêté fut bientôt remplacé par celui du 15 août 1889, lui-même remplacé par l'arrêté royal du 10 mars 1893 qui est encore en vigueur et que nous avons étudié au chapitre précédent.

On attendit pour organiser les Conseils de l'industrie et du travail que ce projet fût voté. Il le fut le 31 juillet 1889. Quinze jours après, le 15 août, était promulgué l'arrêté royal « pour l'exécution de la loi du 16 août 1887 » et un mois après le gouvernement créait le premier Conseil de l'industrie et du travail.

Pendant ces deux années de retard, le gouvernement dut subir chaque jour des reproches amers et de violentes attaques de la part des journaux de tous les partis. Cette campagne de presse si elle ne semble pas avoir sensiblement hâté la création des Conseils de l'industrie et du travail eut du moins ce résultat excellent de provoquer en leur faveur un véritable mouvement d'opinion. Avant même qu'ils n'existassent, elle les fit connaître et les rendit populaires : il n'avait point suffi pour cela du vote de la loi ni des hâtives discussions qui l'avaient précédé.

Et pourtant, fait douloureux à constater la plupart des patrons voyaient avec déplaisir l'institution nouvelle. Après les événements de 1886 il y avait eu dans toutes les âmes durant quelques mois une belle ardeur de réformes. Nulle exception : la loi sur les Conseils de l'industrie et du travail n'avait-elle pas été votée à l'unanimité par la Chambre, à l'unanimité moins une voix par le Sénat ? Et voilà que moins de deux ans après, chez les patrons, la crainte s'effaçant, la bonne volonté peu à peu disparaissait aussi, pour céder la place aux vieux préjugés autoritaires ! Et puis, il était — il est encore — cer-

taines parties du pays (le Limbourg, une partie de la Flandre) où le socialisme n'a point pénétré. Point d'organisation chez les travailleurs ! jamais de grève ! Pourquoi dès lors provoquer les ouvriers à se réunir, à discuter ? n'est-ce point les engager dans une voie dangereuse ? Beaucoup de chefs d'industrie revinrent à ce dangereux socialisme.

Leur concours pourtant était indispensable pour la création des Conseils de l'industrie et du travail. Comment, en effet, déterminer « l'étendue et les limites de ressort des divers conseils » ? Comment apprécier quelles sont, dans chaque localité, « les industries distinctes réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées » ? Comment surtout connaître « les intérêts de toutes sortes qu'il importe de concilier », sans le concours des conseils communaux ? Or les conseils communaux dans toutes les régions industrielles étaient alors aux mains des patrons.

Ceux-ci en présence du mouvement d'opinion que nous avons signalé n'osèrent refuser ouvertement leur aide au gouvernement, comme on l'avait craint un instant. Mais ils mirent du moins à le fournir beaucoup de retard et de mauvaise volonté.

Le ministre de l'Industrie dut par trois circulaires (1) « insister de façon pressante pour que les indications demandées lui parvinssent sans plus de retard ».

(1) 22 août 1888, 12 juillet 1889, 17 août 1889.

Elles lui parvinrent enfin et le Gouvernement commença à la fin de 1889 à créer des Conseils de l'industrie et du travail.

Il créa d'office pour des industries diverses, notamment pour l'industrie charbonnière,

en décembre 1889	17 Conseils
en 1890	13 »

D'office avons-nous dit : La loi (art. 3) veut en effet que les Conseils de l'industrie et du travail soient établis « par arrêté royal, soit d'office, soit à la demande du Conseil communal ou des intéressés patrons ou ouvriers ». Il fallut bien procéder d'office puisque ni les intéressés, ni surtout les Conseils communaux n'usèrent de leur droit. Ceux-ci donnèrent même parfois des avis défavorables lorsque le Gouvernement les consulta comme la loi l'oblige à le faire avant toute création d'un Conseil de l'industrie et du travail. Les Conseils provinciaux firent souvent de même.

Le pouvoir central sans doute a le droit de passer outre, et il n'y manqua point, mais cette hostilité persistante de certains Conseils communaux n'en présente pas moins de très graves inconvénients. Dans le fonctionnement autant que dans la création des Conseils de l'industrie et du travail les municipalités ont un rôle important à jouer (convocation des électeurs, remise des cartes à domicile, prestation de la salle de réunion). Leur mauvais vouloir reste donc un obstacle et un empêchement de tous les jours et ce n'est pas le moindre mérite du Gouvernement d'avoir là lutté contre sans relâche.

*
* *

Le mauvais vouloir des patrons d'ailleurs ne se manifesta point seulement au sein des Conseils communaux. Il leur était si facile d'empêcher la constitution des Conseils de l'industrie et du travail en s'abstenant de voter ! Ils le firent et ils le font encore en certains endroits (1).

Un projet rédigé par le Conseil supérieur du travail tend à rendre le vote obligatoire (2). En attendant que ce projet soit soumis aux Chambres et adopté par elles, le Gouvernement reste le plus souvent désarmé contre cette abstention des patrons.

Pas toujours cependant ! Dans nos pays centralisés l'Etat a des moyens d'action si divers, si imprévus ! Un seul exemple : à Bruxelles, une section créée par arrêté royal du 13 janvier 1890 n'avait pu être constituée par suite de l'abstention systématique des patrons de prendre part à l'élection. En 1893, le ministre des chemins de fer ayant mis en adjudication les fournitures nécessaires à son département, les patrons de cette industrie s'entendirent pour ne proposer que des prix très élevés — à quoi le ministre répliqua en donnant les commandes aux dépôts de mendicité. Les ouvriers protestèrent, non sans l'approbation et l'appui secret de leurs patrons, et pour donner plus

(1) On les trouvera indiqués à la fin de cette étude dans le tableau que nous avons dressé de tous les Conseils de l'industrie et du travail existant actuellement (avril 1899).

(2) Cf. chapitre XI : *Conclusions*.

de poids à leur réclamation demandèrent que leur section des Conseils de l'industrie et du travail fût convoquée.

C'est là que le ministre les attendait. Il répondit qu'il ne pouvait leur donner satisfaction, la section ne comprenant aucun membre patron et n'étant point par suite légalement constituée.

Les ouvriers ayant sollicité alors de nouvelles élections, le ministre fit droit à cette demande et cette fois les patrons répondirent à la convocation.

On conçoit pourtant que l'occasion ne se présente pas tous les jours d'user de moyens de ce genre. Aussi, à raison de ces difficultés, 30 conseils seulement se trouvaient-ils constitués et en état de fonctionner vers le milieu de 1891, quatre ans après la promulgation de la loi, deux ans après sa mise en application.

3	dans la province du Brabant.
2	— de la Flandre occidentale.
1	— de la Flandre orientale.
20	— du Hainaut.
4	— de Liège.

0 dans les provinces du Luxembourg, du Limbourg, de Namur et d'Anvers (1).

Ces trente conseils comprenaient ensemble 90 sections — dont 77 effectivement constituées. — Les 13 autres

(1) *Salaires et budgets ouvriers en Belgique*, Bruxelles, Wissembruch, 1892, p. 7.

n'avaient pu être constituées précisément à cause de l'absence des patrons (1) !

..

Les socialistes, eux, à l'encontre des patrons, accueillirent dès l'abord avec faveur les Conseils de l'industrie et du travail qui leur apparaissaient comme un premier pas dans la voie du suffrage universel, sans compter que, dans ces assemblées nouvelles, ils espéraient bien trouver de nouvelles tribunes d'où jeter au pays leurs revendications.

Entre les patrons d'une part, et de l'autre les socialistes, si peu nombreux en 1891, s'agitait la grande masse des travailleurs. Elle resta indifférente et sceptique devant

(1) Date de l'institution	SIÈGE DU CONSEIL	SECTIONS NON CONSTITUÉES.
12 juin 1891	Huy (7 sections)	2 ^e section. Industrie des carrières. 3 ^e — Produits chimiques. 4 ^e — Petite construction mécanique. 5 ^e — Industrie métallurgique. 6 ^e — Industrie charbonnière.
5 juin 1891	Verviers (9 sections)	5 ^e section. Industrie du vêtement. 7 ^e — Industrie du mobilier.
18 mai 1891	(2 sections)	1 ^e section. Industrie lainière. 2 ^e — Petite construction mécanique.
21 décem. 1889	Fraipont (5 sections)	2 ^e section. Carrières et charbonnages. 3 ^e — Industrie lainière. 4 ^e — Industrie du zinc. 5 ^e — Maçonnerie, menuiserie, serrurerie.

cette arme ignorée qu'on mettait entre ses mains. Il est vrai qu'il ne se trouva personne pour lui en expliquer le maniement. Le gouvernement était trop haut et les patrons trop loin.

Vinrent les convocations pour l'élection des délégués. Les ouvriers pour la plupart ne se dérangèrent même pas, ceux du moins qui vivaient en dehors des luttes politiques et c'était encore en Belgique à cette époque l'immense majorité.

Pendant près de trois ans, le nombre des votants n'atteignit presque jamais, sauf dans quelques grandes villes, la moitié du nombre des inscrits (1).

(1) Voici les résultats des 29 conseils de la province du Hainaut, lors des premières élections qui eurent lieu dans chacun d'eux :

SIÈGE DES CONSEILS	NATURE DES SECTIONS	Ouvriers		Patrons	
		Electeurs	Volants	Electeurs	Volants
Bernissart.	Industrie des charbonages. .	384	46	8	3
Boussu.	id.	1096	120	6	4
Pâturages.	id.	104	13	2	
Wasmès.	id.	389	389	10	8
Quaregnon.	id.	1076	201	11	6
Framerie.	id.	723	237	9	6
Ghlin.	id.	24	18	1	
Hornu.	id.	517	147	3	
Ciply.	id.	115	51	5	5
Dour.	id.	1085	241	8	5
Flénu.	id.	1634	717	7	5
Cuesmes.	id.	1924	1446	8	7
Roux.	Section des charbonnages. .	470	113	10	7
—	— de l'industrie des				
	glaces.	88	35	4	
—	du verre.	43	22	2	
Gilly.	Section des charbonnages. .	685	390	15	7

Comme aucun quorum n'est exigé par la loi, l'élection malgré tout était valable dès le premier tour, mais on devine quelle action pouvaient avoir sur leurs camarades des

SIÈGE DES CONSEILS	NATURE DES SECTIONS	Ouvriers		Patrons	
		Electeurs	Volants	Electeurs	Volants
Gilly	Section des fonderies et constructions	200	87	19	3
—	— du verre	108	28	4	3
Marchienne-au-Pont	Section des charbonnages	546	138	8	2
—	— des laminoirs	38	7	8	4
—	— des hauts-fourneaux	8	4	1	
—	— des fonderies et constructions	68	5	5	2
—	— du verre	6	2	1	
Châtelet	Section des charbonnages	385	503	16	14
—	— des laminoirs	145	45	5	
—	— des hauts-fourneaux	14		1	
—	— des fonderies et constructions	106	36	9	2
Farciennes	Section des charbonnages	388	126	11	9
—	— des glaces et produits chimiques	15		2	
—	— métallurgique	21		2	
Charleroi	Section des charbonnages	1032		19	6
—	— du verre	312	42	12	2
—	— des laminoirs	459	68	11	1
—	— des hauts-fourneaux	45		3	
—	— des fonderies et constructions	434	117	43	
Ransart	Section charbonnière	425	228	8	6
—	— du verre	29	13	1	
Jumet	Section charbonnière	297		5	
—	— du verre	500	78	15	3
—	— du fer	87	32	7	2
Anderlue	Section charbonnière	387	190	7	6
Maffles	Section des carrières	451	145	10	5
Haine Saint-Pierre	Section des mines	276	32	3	6
—	— de la grosse construction	82	23	4	
—	— de la petite construction	45	15	7	2

délégués élus pour ne citer qu'un exemple par vingt électeurs sur 32 votants et 276 inscrits.

Les rapports officiels adressés au Gouvernement à cette

SIÈGE DES CONSEILS	NATURE DES SECTIONS	Ouvriers		Patrons	
		Electeurs	Votants	Electeurs	Votants
Haine Saint-Pierre.	Section du verre.	13	10	2	
—	— métallurgique	2		3	
—	— alimentaire	13		9	
La Louvière.	Section métallurgique . . .	46	2	5	2
—	— de la petite cons- truction	21	1	17	4
—	— de la grosse cons- truction	219	48	16	2
—	— des mines et indus- tries connexes . .	183	66	11	7
—	— de la verrerie et cé- ramique	216	38	4	
—	— alimentaire	10		16	
Lessine.	Section des carrières	1018	466	15	
—	— alimentaire	48		67	4
—	— des produits chimi- ques	32	29	3	
Havré.	Section des mines	357	28	5	
—	— de la filature de co- ton	86	19	5	
—	— alimentaire	11		38	
Soignies	Section des carrières	1390	711	36	9
—	— alimentaire	26	6	14	2
—	— de la petite cons- truction	9	4	1	
—	— du vêtement	96	51	10	5
Aimeries	Section des mines	474	121	12	
Houdeng	— de la construction mécanique	45	32	2	
—	— alimentaire	24	3	34	3
Morlanwelz	Section de la grosse cons- truction	186	52	5	
—	— de la petite cons- truction	93	35	4	
—	— alimentaire	5		13	
—	— du mobilier	12		18	
—	— des carrières	13		2	

époque affirment, ce dont on se doutait, que tous ces abstentionnistes sont des ouvriers tranquilles et laborieux, de « bons ouvriers ».

Aujourd'hui les choses ont changé du tout au tout, sauf peut-être sur ce dernier point. Il y a toujours des abstentionnistes et ce sont toujours les ouvriers « tranquilles », mais ces ouvriers-là sont beaucoup moins nombreux. Le peuple a conquis en 1895 le droit de vote politique. Il s'est accoutumé à prendre part à la vie publique, et tout naturellement s'est jeté dans les bras des deux seuls partis qui fussent prêts, de façon très inégale d'ailleurs, à l'accueillir : les socialistes et les démocrates chrétiens.

On vote donc beaucoup plus dans les villes où le parti socialiste est organisé ; ce parti a de la sorte triomphé à Bruxelles, à Gand, à Liège, à Charleroi, et dans quelques autres centres (1).

Non seulement c'est là qu'on vote le plus, mais on ne vote que là. Rappelons les dispositions de l'arrêté du 10 mars 1893 : si une liste unique de candidats est présentée, ceux-ci sont proclamés élus avant tout scrutin.

(1) Il est intéressant de citer Gand : c'est la ville où les passions politiques et les luttes sociales sont le plus violentes, partant où les abstentions sont le moins nombreuses. En 1893 cependant, sur 46.256 électeurs inscrits, 40.770 seulement se présentèrent au scrutin.

En 1896 au contraire, il y eût 43.433 votants : 8.702 socialistes, 3.378 anti-socialistes (ce sont les démocrates chrétiens), 1353 libéraux.

C'est donc en 1893 près de 40 0/0 d'abstentions, et moins de 20 0/0 en 1896.

Aussi le scrutin est-il devenu une chose très rare : partout où les luttes politiques ne sont pas trop vives, on essaie de s'entendre pour former une liste unique, et l'on y réussit souvent. On y réussit même parfois contre toute attente.

A Gand, par exemple, en 1897, les fileurs de coton (socialistes) parvinrent à se mettre d'accord avec les syndicats anti-socialistes (démocrates chrétiens) et avec les associations libérales sur le nom des candidats à l'élection de leur section au Conseil de l'industrie et du travail. Cette composition tripartite de la députation ouvrière a eu quelque succès, puisque dans la même ville les syndicats anti-socialistes de diverses professions ont proposé cette année (1899) aux syndicats socialistes de présenter une liste commune lors du prochain renouvellement du même Conseil de l'industrie et du travail. La proposition est à l'examen. Elle vient déjà d'être acceptée « seulement pour les élections prochaines » par deux ou trois syndicats, en particulier par celui qui représente l'industrie de l'alimentation (1).

En résumé, l'entente dès avant l'élection est le cas le plus fréquent : « Du côté des patrons, c'est la règle très générale. Aux dernières élections, il n'y a eu d'exception que pour deux Conseils. Du côté des ouvriers, la compétition est plus fréquente, mais encore n'y a-t-il eu scrutin que dans 15 Conseils sur 78 (2) ».

(1) Cf. *Revue du travail* (avril 1899, p. 380).

(2) Renseignements fournis au Conseil supérieur du travail (ses-

Voilà pour les élections. Mais il faut revenir à l'historique de la mise en application de la loi.

*
* *

Nous avons dit que vers le milieu de 1891, quatre ans après la promulgation de la loi, 30 Conseils seulement avaient été constitués.

Depuis lors, le Gouvernement a créé encore :

Dans le cours de l'année 1891	18 Conseils
en mai 1892	3 »
Dans le cours de l'année 1893	8 »
» 1894	7 »
» 1895	2 »
» 1896	0 »
» 1897	3 »
» 1898	1 »

En résumé il existe à l'heure présente (avril 1899)
78 conseils divisés en 310 sections :

Province d'Anvers	3 Conseils
» de Brabant	6 »
» Flandre Occidentale	4 »
» Flandre Orientale	12 »
» de Hainaut	34 »
» de Liège	17 »
» de Namur	2 »
» de Limbourg	0 »
» de Luxembourg	0 »

sion d'avril 1899). Ils seront publiés prochainement avec les procès-verbaux de cette session.

On trouvera en annexe à la fin de ce volume la liste détaillée des sections. Nous voulons seulement signaler ici les questions qui se sont posées au sujet de la répartition dans ces sections des diverses industries.

*
* *

L'article 3, § 2 de la loi de 1887 dispose que l'arrêté royal, qui institue un Conseil de l'industrie et du travail « fixe l'étendue et les limites de son ressort et détermine le nombre et la nature de ses sections ».

Pour « l'étendue et les limites du ressort » pas de difficulté : l'arrêté royal énumère les communes ou les localités qui formeront le territoire du Conseil (1), mais pour « le nombre et la nature des sections » il y eut certains tâtonnements sur la façon dont il convenait de les déterminer.

Jusque vers 1892, le Gouvernement crut bon de renoncer en fait à sa prérogative. Pour intéresser les administrations locales aux Conseils de l'industrie et du travail, il leur laissa la liberté d'organiser à leur gré les subdivisions de ces Conseils en sections.

Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que ce laisser aller absolu conduisait à un gâchis déplorable (l'expression est

(1) Voici ce que dit par exemple l'arrêté du 13 janvier 1890 (*Moniteur* du 14) qui institue le Conseil de l'industrie et du travail de Bruxelles : art. 3. « Le ressort du Conseil embrasse les territoires des communes de Bruxelles, Scherbeek, Anderlecht, Etterbeek, Ixelles, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles et Saint-Josse-ten-Noode ». Rien de plus.

de M. Morisseaux). « A Charleroi, par exemple, la section de l'industrie métallurgique comprenait la production de la fonte et du fer ; à Liège, elle comportait en outre la construction métallique qui n'a évidemment aucune analogie technique avec la métallurgie proprement dite » (1).

Cela n'allait pas sans de graves inconvénients. Voici le principal.

Nous verrons que le Roi peut — que dans certains cas, il doit — consulter les sections des Conseils de l'industrie et du travail. Sur quoi ? sur des questions qui intéressent les industries que ces sections représentent (la durée du travail des enfants par exemple).

Il est évident que pareille consultation ne sera d'aucune utilité si toutes les industries d'une même section ne sont pas des industries connexes ou analogues.

A partir de 1892, donc, le Gouvernement dressa une classification des industries en seize groupes :

- I. Industrie des mines et industries connexes.
- II. Industrie des carrières et industrie des transports
ainsi que le chargement, le déchargement et
la manutention des marchandises.
- III. Industrie verrière et céramique.
- IV. Industrie métallurgique.
- V. Grosse construction mécanique.

(1) Conseil supérieur du travail, séance du 7 avril 1899. Discours de M. Morisseaux : ces renseignements, encore inédits, seront prochainement publiés dans les procès-verbaux du Conseil supérieur.

- VI. Industrie de la filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.
- VII. Industrie du tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.
- VIII. Industrie lainière.
- IX. Petite construction mécanique.
- X. Industrie du bâtiment.
- XI. Industrie du mobilier et industries accessoires de bâtiment.
- XII. Industrie du vêtement.
- XIII. Industries accessoires du vêtement.
- XIV. Industries chimiques.
- XV. Industries alimentaires.
- XVI. Industries d'art (1).

On n'admet plus aujourd'hui qu'une section d'un Conseil de l'industrie comprenne à la fois des industries appartenant à deux groupes différents. Les Conseils précédemment institués ont été réorganisés, d'après ce principe, lors du premier renouvellement triennal.

Ceci n'empêche nullement, bien entendu, de multiplier le nombre des sections autant qu'on le désire ; mais l'arrêté royal rendu par application de notre article 1^{er} § 2 ne détermine plus « le nombre et la nature des sections » qu'en tenant compte de la classification ci-dessus reproduite, je

(1) Nous reproduisons en annexe le détail des métiers compris dans chacun de ces seize groupes.

veux dire qu'il ne place plus côte à côte dans une même section que des industries appartenant au même groupe (1).

(1) Cf. le tableau des Conseils de l'industrie et du travail à la fin de ce volume. Nous avons indiqué en regard de chaque section le groupe à laquelle elle appartient.

CHAPITRE V

ROLE CONCILIATEUR DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

« Dès que les circonstances paraissent l'exiger », c'est-à-dire en cas de grève ou de menace de grève, la section, nous l'avons vu (1), est convoquée par son président, par le gouverneur de la province ou par le bourgmestre.

La voilà réunie. Que va-t-elle faire ?

Deux lignes seulement dans la loi :

ART. 10, § 2. — « *La section recherche les moyens de conciliation qui peuvent mettre fin au conflit.* »

Pas un mot de plus. Et l'imprécision de cette formule est évidemment intentionnelle. On a voulu laisser aux Conseils de l'industrie et du travail la plus grande liberté d'action.

Une grève peut voir mille causes diverses. Non moins divers doivent être les moyens employés pour y mettre fin.

*
..

Parfois il suffira pour rapprocher patrons et ouvriers de dissiper un malentendu ou une erreur.

Le 15 mars 1892 les ouvriers des charbonnages de Houssu

(1) Cf. ch. III.

se mettent en grève, se plaignant d'avoir subi une diminution de salaire de 50 0/0 depuis 8 mois. Ils demandent au ministre de l'Industrie de faire faire une enquête.

Le ministre leur répond de s'adresser au bourgmestre de Haine Saint-Pierre pour faire convoquer la section compétente du Conseil de l'industrie et du travail de cette localité.

1^{re} réunion de la section le 24 mai : un membre ouvrier expose que les mineurs de Houssu ont subi une diminution de salaire, en février 1891 de 20 0/0.

en février 1892 de 15 0/0.

le 15 mars 1892 de 15 0/0.

Les patrons contestent ces chiffres : ils affirment que les réductions opérées n'atteignent pas 25 0/0 et que dans cette limite elles se justifient par l'état du marché. — Si nous constatons, répondent les ouvriers par l'examen des feuilles de paie une diminution de 25 0/0 seulement, nous demanderions à nos camarades de reprendre le travail.

Les patrons acceptent cette expertise — et le surlendemain la section se transporte pour y procéder dans les bureaux des charbonnages. Là on constate que la moyenne générale des salaires est descendue de 3 fr. 78 à 3 fr. 06 soit beaucoup moins de 25 0/0.

Le travail fut repris immédiatement et complètement

*
* *

Parfois aussi le différend sera né d'un froissement

d'amour-propre, d'une injure dont l'une des parties estime son honneur atteint. Le Conseil de l'industrie et du travail devra apaiser les rancunes trop vives, obtenir les réparations nécessaires.

Au cours de négociations entamées en décembre 1897 à Gand entre un chef d'industrie et ses ouvriers, concernant la qualité des matières premières fournies à ceux-ci, le premier avait jugé son honneur gravement attaqué par certaines imputations formulées par ses contradicteurs et reproduites par un journal de la ville. Il avait rompu les pourparlers et fermé son établissement, congédiant tout le personnel.

La 5^e section (tissage) du Conseil de l'industrie et du travail de Gand se réunit le 10 janvier 1898 pour tenter la conciliation. Le patron et les ouvriers envoyèrent des délégués. Le délégué ouvrier déclara au nom de tous ses camarades qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de mettre en doute l'honorabilité de leur patron. Le président ayant ensuite donné lecture de l'article du journal incriminé, les membres du Conseil déclarèrent que cet article n'était pas de nature à entamer l'honneur du chef d'industrie visé.

Le représentant de celui-ci déclara de son côté que son mandant était prêt à rouvrir l'usine si les ouvriers faisaient publier dans le même journal une déclaration formelle dans le sens de la déclaration verbale faite par eux au Conseil.

Cette condition fut acceptée séance tenante : le prési-

dent de la section fut constitué arbitre pour arrêter les termes de la communication à faire insérer dans le journal et le travail fut repris dans tout l'établissement le surlendemain de la séance (1).

Tout récemment, en septembre 1898, la deuxième section (grosse construction mécanique) du Conseil de l'industrie et du travail de Jupille consacre deux séances à une grève d'ouvriers chaudronniers. Les ouvriers demandaient le renvoi d'un chef d'atelier, en alléguant qu'il manquait de politesse à leur égard.

Le président de la section constate que les ouvriers ont quitté le travail sans donner aucun préavis et se trouvent par le fait même en contravention avec l'article 14 de leur règlement. Il invite l'assemblée à engager les ouvriers à reprendre le travail le plus tôt possible et à adresser d'abord leurs réclamations au directeur-gérant. Si l'entente ne pouvait se faire, la question serait alors soumise de nouveau au Conseil, conformément aux prescriptions de la loi.

La section adopte cette proposition à l'unanimité et, en suite de cette décision, le travail est repris, sans conditions, par les grévistes le surlendemain.

Dans la seconde séance consacrée à ce conflit, le 20 septembre, la section examine les réclamations formulées par les ouvriers et émet à l'unanimité l'avis suivant : « Il

(1) Cf. *Revue du travail*, février 1898, p. 137.

ne peut être donné suite à la demande des ouvriers. Le Conseil engage les deux parties à faire preuve de bonne volonté pour réaliser une entente qui est de leur intérêt commun, mais il invite le directeur de l'établissement à veiller à ce que les rapports des contremaîtres avec les ouvriers soient empreints des égards et de la politesse que ceux-ci attendent de leurs chefs. »

Depuis cette date, les ouvriers ont continué à travailler régulièrement sans émettre aucune réclamation.

*
* *

Il se peut encore que l'une des parties n'ait pas prévu toutes les conséquences de la mesure dont elle réclamait l'adoption. On les lui explique devant le Conseil. Mieux informée elle renonce d'elle-même à ses prétentions.

La direction des charbonnages de Marihaye avait émis la prétention de faire travailler les ouvriers jusqu'à 5 h. 1/2 ou 6 heures, alors qu'ils avaient coutume de quitter le travail à 4 h. 1/2 pour remonter à 5 heures.

A la demande de douze ouvriers traîneurs, le président de la section charbonnière du Conseil de l'industrie et du travail de Seraing convoque cette section qui se réunit le 26 octobre 1891. A la suite des objections faites par les ouvriers à la nouvelle répartition des heures de travail, les ingénieurs de la Compagnie renoncent à exiger le séjour au fond de la mine jusqu'à 5 h. 1/2.

*
* *

Plus souvent, c'est par des concessions mutuelles que la paix sera obtenue.

A Renaix, au début de l'année 1895 grève d'ouvriers de filatures. Question de taux du salaire. La première section du Conseil de l'industrie et du travail invite les parties à comparaître devant elle. Patrons et ouvriers se rendent à la convocation. On discute pendant *quatre* séances (le 31 mars, les 1^{er}, 2 et 3 avril 1895). La section finit par faire accepter des propositions transactionnelles, les patrons accordant la moitié à peu près de l'augmentation que réclamaient les ouvriers. La grève cesse immédiatement.

A Gand, la 8^e section du Conseil de l'industrie et du travail est convoquée le 31 janvier 1897 par le gouverneur de la province pour s'occuper d'une grève en cours depuis dix jours dans une fabrique de meubles. Il suffit de deux heures d'explications entre le patron et le représentant des grévistes pour que l'accord s'établisse sur la base de la transaction. Pour en régler les détails une nouvelle entrevue, privée cette fois, eut lieu entre le patron et le représentant des grévistes. Puis, quelques jours plus tard le travail fut repris (1).

A Bruges, la 3^e section (bâtiment) du Conseil de l'industrie et du travail se réunit le 30 mai 1897 sur la convocation

(1) *Revue du travail*, février 1897.

du gouverneur de la province pour délibérer sur les moyens d'apaiser un conflit en cours dans l'industrie du bâtiment, au sujet du salaire des menuisiers et charpentiers.

Depuis un mois les ouvriers charpentiers de Bruges avaient adressé collectivement aux patrons une demande d'augmentation de 20 0/0. Les patrons admettaient le principe de l'augmentation mais en discutaient le quantum. Au cours de la réunion, la section constate que s'il est vrai que la situation à Bruges est actuellement bonne, il faut également tenir compte de ce que les charges de la bourgeoisie ont notablement augmenté (?). Une demande d'augmentation de 20 0/0 est excessive : le taux des salaires doit se relever graduellement en suivant la prospérité de l'industrie et non par brusque saut. La section conclut en recommandant une augmentation modérée de salaire pour les charpentiers (1).

*
* *

Il est possible enfin que le Conseil impuissant à concilier les parties réussisse à leur faire accepter un arbitrage.

5^e section, Conseil de l'industrie et du travail de Gand, 12 avril 1891.

Les ouvriers d'une filature de coton demandent à être admis à la pesée du fil pour contrôler le salaire qui leur est attribué. Refus du patron. Les deux parties acceptent

(1) Cf. *Revue du travail*, juin 1897.

l'arbitrage du Conseil de l'industrie et du travail ; à l'unanimité l'assemblée donne raison aux travailleurs. Le patron a huit jours pour s'exécuter, faute de quoi le procès-verbal sera publié. Le 19 avril, nouvelle réunion de la section qui constate que le patron a exécuté la décision arbitrale (1).

A Gand encore, septembre 1895, 4^e section.

Grève dans deux grandes filatures et dans un établissement de métallurgie. Les ouvriers réclament certaines augmentations de salaires. L'intervention de la section du Conseil de l'industrie et du travail n'aboutit pas. Le ministre de l'industrie et du travail propose la réunion d'une Commission arbitrale, composée de 3 patrons et de 3 ouvriers présidée par le gouverneur de la province.

Les filateurs acceptent. La sentence des arbitres (4 octobre) accorde plusieurs des augmentations demandées. Elle est acceptée et la grève prend fin immédiatement. Quant aux métallurgistes, ils refusent d'accepter l'arbitrage : les patrons dont les ouvriers étaient restés au travail répondent par un *lock-out* qui dure plus d'un mois.

Bref, c'est par mille procédés divers que la conciliation peut être obtenue : la loi a donc sagement fait en ne précisant rien et en laissant au Conseil une complète liberté d'action... Si pourtant tous les efforts restent vains, elle

(1) *Budgets et salaires*, p. 537 et 538.

indique à quelle ressource suprême il faudra recourir : le Conseil devra en appeler à l'opinion publique.

ART. 10, § 3. — « *Si l'accord ne peut s'établir, la délibération est résumée dans un procès-verbal qui est rendu public* » (1).

*
*
*

Tels sont les moyens employés.

Les résultats ? Ils furent tout d'abord assez médiocres.

(1) Comment et en quelles formes doit se faire la publication prévue par l'article 10, § 3 ? Cette question a donné lieu à certaines difficultés. On en comprend l'importance puisque la publicité est la seule sanction des décisions des Conseils de l'industrie et du travail.

« Bien que la loi soit muette en ce qui concerne la manière dont les procès-verbaux des séances du Conseil de l'industrie et du travail doivent, le cas échéant, être rendus publics, il n'est pas douteux que la publicité dont a parlé le législateur ne soit celle des journaux, de l'affichage, des avis de toute sorte donnés au public... Tous les moyens propres à exposer au public le différend porté devant le Conseil ont été visés implicitement par le législateur de 1887. » Telle est la réponse donnée par une dépêche ministérielle du 27 septembre 1892 au président d'une section du Conseil de l'industrie et du travail de Gand. *Moniteur*, 28 septembre 1892, *La Flandre libérale*, 22 juin 1896.

En fait, on le devine, c'est par la voie des journaux que se réalise presque toujours la publicité.

Il y a eu d'ailleurs à ce sujet quelques difficultés :

Lors d'un conflit qui s'éleva en juin 1894 dans une usine gantoise, le patron refusa de se rendre à la convocation de la section compétente, alléguant « qu'il entendait régler ses affaires avec ses ouvriers ». La section, ayant émis un avis favorable aux prétentions de ceux-ci, décida de porter ce vote à la connaissance du public, en vertu de l'article 10. Mais la communication ne fut faite qu'à un seul journal. Sur quoi la *Flandre libérale* (20 juin 1894) mécontente de cet exclusivisme proposa d'introduire dans la loi un article qui « réglerait la publicité des décisions du Conseil » et empêcherait qu'elle ne devint aux mains de celui-ci l'occasion d'une manifestation de parti. La question a été portée à la Chambre, mais n'a pas reçu de solution.

Dans une « Note sur le rôle des Conseils de l'industrie et du travail en matière de conciliation » (1) le gouvernement put, dès 1892, fournir le récit complaisamment détaillé de *quatorze* différends grands et petits auxquels avait mis fin *depuis deux ans* l'intervention des Conseils, mais la note n'indique pas, ce qui serait essentiel, le nombre total des grèves et des tentatives de conciliation.

Nous pouvons, il est vrai, grâce à la *Revue du travail*, calculer que la moyenne des grèves depuis le début de l'année 1896 a été de 140 par an, et nous sommes autorisés à croire qu'elle avait été sensiblement inférieure à ce chiffre de 1890 à 1892, époque à laquelle la propagande collectiviste ne faisait sur bien des points du pays que commencer.

En tous cas et à mettre les choses au mieux ce ne serait jamais, pour les débuts des Conseils de l'industrie et du travail en matière de conciliation que sept résultats heureux par an pour une centaine de grèves. C'est peu.

L'année suivante, en 1893, plusieurs grèves se produisirent, mais qui n'eurent rien de professionnel. Ce furent selon le mot d'un ouvrier des « grèves politiques »... Le Gouvernement en jugea ainsi et il se refusa à convoquer les Conseils de l'industrie et du travail. Ces réunions, pensait-il, n'eussent été pour les meneurs ouvriers qu'une occasion de réclamer avec plus de retentissement le

(1) On la trouvera à la suite de la publication *Salaires et budgets ouvriers en Belgique*.

suffrage universel. Un tel vœu était alors anticonstitutionnel : les patrons n'eussent pu s'y prêter. D'où, dans le sein des Conseils des discussions qui eussent affaibli les bons rapports entre patrons et ouvriers. Cependant à la fin de cette même année 1893 un différend vraiment professionnel (1) s'étant élevé dans les carrières de Spri-mont, le Gouvernement eut à cœur de montrer qu'il n'avait point de parti pris contre les Conseils de l'industrie et du travail ; il nomma commissaire du Gouvernement, avec mission d'assister aux séances du Conseil, M. le duc d'Ursel, lui-même, sénateur et président du Conseil supérieur du travail ! L'entente ne s'établit pas au sein du Conseil de l'industrie et du travail entre ouvriers et patrons, mais les deux parties d'un commun accord, sur la proposition du Conseil, acceptèrent l'arbitrage de M. le duc d'Ursel dont la sentence mit fin à la grève.

Pour 1894 et 1895, il n'y a pas non plus de renseignements officiels.

Nous savons seulement de source personnelle qu'à Gand, il y eut, pendant le cours de ces deux années, une vingtaine de grèves tant dans la métallurgie que dans l'industrie du coton, du chanvre et du lin, que les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail se réunirent sept ou huit fois et qu'il n'y eut qu'un seul succès complet (le 21 janvier 1895).

(1) Il s'agissait du mode de distribution du travail dans les carrières. Cf. Conseil supérieur du travail, 2^e session, Minimum de salaire, p. 79 et seq.

Il faut rapprocher ce fait de l'élection des socialistes dans presque toutes les sections des Conseils de l'industrie et du travail de Gand et de la colère que cette élection excita chez les patrons. Il est probable que ce qui s'est passé là s'est passé ailleurs et que vers cette époque, les Conseils de l'industrie et du travail ont commencé partout, pour des raisons analogues, à rencontrer des difficultés plus grandes encore dans l'accomplissement de leur mission conciliatrice.

Avec l'année 1896 commence la publication de la *Revue du travail* qui n'a point cessé depuis lors de fournir chaque mois la statistique des grèves — une statistique aussi, malheureusement beaucoup plus courte des tentatives de conciliation. Il est vrai que sur ce dernier point, les rédacteurs de la *Revue* prennent soin de faire remarquer (1) « qu'une faible partie seulement des renseignements parvenus au ministère est utilisée ». Ils ajoutent que ces renseignements émanent des administrations communales ou provinciales et que leur authenticité par conséquent est indiscutable, mais ceci ne nous console point de cela. Nous voudrions une statistique exacte des tentatives de conciliation et nous ne la trouvons nulle part.

Voici à titre de simple renseignement celle, forcément inexacte, que nous avons essayé d'établir d'après les indications incomplètes de la *Revue du travail*.

(1) *Revue du travail*, avril 1896.

	NOMBRE DE GRÈVES SIGNALÉES PAR L'OFFICE DU TRAVAIL	NOMBRE DES TENTATIVES DE CONCILIATION SIGNALÉES PAR L'OFFICE DU TRAVAIL		
		ayant réussi	ayant échoué	Total
1896	181	5	6	11
1897	147	6	4	10
1898	121	5	3	6
1899 (les trois premiers mois)	24	1	0	1

L'éminent Directeur général de l'Office du travail, M. Morisseaux, a eu une part prépondérante dans la confection de la loi de 1887. Il lui appartenait de défendre son œuvre, sur le seul point d'ailleurs où elle soit attaquable.

« En 1898, dit-il (1), nous relevons en Belgique 97 grèves (2) signalés à l'*Office du travail*. Huit réunions des Conseils de l'industrie et du travail pour 97 grèves, c'est peu.

Oui, mais il faut voir ce que sont ces grèves et quelle a été leur importance. Si l'on fait cet examen on constate que beaucoup d'entre elles n'ont eu qu'une durée restreinte. Des 97 conflits de l'année 1898, il en est 29 seule-

(1) *Conseil supérieur du travail* (avril 1899) [Documents encore inédits].

(2) M. Morisseaux ne compte qu'une grève chaque fois que dans une même ville des ouvriers ont cessé le travail en même temps et pour la même cause dans plusieurs établissements. Nous avons compté dans ce cas au contraire, une grève par établissement. D'où la différence entre ce chiffre de 97 grèves et le chiffre de 121 que nous avons indiqué.

ment qui ont eu pour conséquence une suspension de travail de six jours au moins, et dès lors on conçoit que personne ni ouvrier ni patron, n'ait songé à en saisir le Conseil de l'industrie et du travail. Il s'agissait là en somme d'une simple querelle de ménage, d'une dispute anodine ; après s'être fâché, on a réfléchi et promptement on s'est raccommodé. A quoi bon quand il s'agit de malentendus sans gravité faire intervenir des tiers et surtout une institution officielle ? On n'enfoncé pas un clou de tapis avec un marteau de forgeron. »

Nous sera-t-il permis de répondre que peut-être l'argument de M. Morisseaux est à deux tranchants et se retourne contre sa thèse ?

Une grève qui dure moins de six jours est évidemment une grève qui n'a été provoquée que par un simple malentendu : l'une des parties était prête à céder sans résistance. C'est une grève par conséquent qu'il eût été facile « de prévenir et d'éviter ». Or, c'est précisément pour cela qu'ont été créés les Conseils de l'industrie et du travail : c'est donc surtout sur des conflits de ce genre que leur action devrait s'exercer.

La suite de l'argumentation nous paraît plus convaincante. « Des 29 conflits qui ont duré plus de six jours il convient de retrancher ceux qui n'ont mis en cause qu'un petit nombre d'ouvriers, c'est-à-dire qui ont affecté de très petits établissements ou une très faible partie de la population ouvrière d'établissements importants. Déduction faite, il subsiste 23 conflits qu'on peut considérer comme sérieux.

En outre 6 de ces 23 conflits se sont produits dans des localités où il n'existait pas de Conseil de l'industrie et du travail ou tout au moins de section constituée représentant l'industrie intéressée.

Conclusion : les Conseils sont intervenus dans 8 conflits sur 17 soit dans près de 50 0/0 des cas (1) ».

Tout cela revient à dire et nous n'en disconvenons pas que dans bien des grèves l'abstention des Conseils de l'industrie et du travail s'explique par une cause quelconque indépendante de la volonté des parties.

Mais dresser sur ce point comme essai de le faire M. Morisseaux une statistique rigoureuse nous paraît tout à fait impossible. Il faut se contenter d'établir des chiffres approximatifs et de se créer à défaut d'une certitude, une impression.

Veut-on la nôtre ? Voici :

Dans un très grand nombre de grèves, les Conseils de l'industrie et du travail, sans cause suffisante, s'abstiennent

(1) M. Morisseaux ajoute encore : « Il y aurait peut-être eu profit à pousser plus loin cette analyse et à rechercher la cause pour laquelle l'intervention du Conseil n'a pas été sollicitée dans les neuf autres conflits. En ce qui concerne l'un d'eux, je connais cette cause parce que j'ai reçu successivement les patrons et les ouvriers en dissentiment : on songeait à réunir la section compétente quand la paix s'est faite. L'imminence de la convocation n'a pas, je crois, été étrangère à la conclusion de la paix, de sorte que le remède a agi pour ainsi dire par suggestion.

Dans un autre cas la section qu'on aurait dû convoquer ne renfermait pas au point de vue de la compétence professionnelle les éléments nécessaires pour intervenir utilement. »

d'intervenir. Quand ils interviennent, ils échouent à peu près dans la moitié des cas (1).

Sans dire donc avec les correspondants de l'Office du travail français que les cas de conciliation par les Conseils de l'industrie et du travail ont été extrêmement rares en Belgique (2) il faut pourtant reconnaître que l'institution — quelque puissent être les renseignements que le Ministère du travail tient en réserve — n'a pas produit tout ce qu'on attendait d'elle.

Il nous faut rechercher maintenant les causes de cet échec partiel des Conseils de conciliation.

Nous verrons que plusieurs étaient inévitables et qu'à d'autres au contraire, il était, et il est encore possible de remédier.

*
* *

Parmi les vices inséparables de tout organisme de ce genre il faut ranger en première ligne l'impossibilité de

(1) « Les échecs en eux-mêmes, dit avec raison M. Morisseaux (*loc. cit.*) m'émeuvent beaucoup moins que la non-intervention des Conseils. En somme on ne peut s'attendre à ce que les Conseils viennent toujours à bout de toutes les difficultés et des animosités suraiguës qu'ils rencontrent.

D'ailleurs, même quand elle échoue, leur intervention a eu cela de bon du moins que pendant quelques jours ils ont servi de tampon, invité au calme et suscité la réflexion. »

(2) Publication de l'*Office du travail français, Conciliation et arbitrage*, p. 451. Il n'est cité que douze cas de conciliation en tout, depuis la création des Conseils de l'industrie et du travail.

donner une sanction suffisante aux efforts tentés en vue de la conciliation.

Quelle sanction imaginer en effet? Une sanction légale. Le législateur intervenant et disant: ce que le Conseil aura décidé sera obligatoire; ce ne sera plus un avis mais une sentence.

L'idée a trouvé des défenseurs (1). En France même plusieurs propositions de loi ont depuis dix ans tenté d'établir en cas de grève cet arbitrage obligatoire (2). Mais c'est voiler la difficulté sous une formule; ce n'est pas l'effacer. Je vois bien « l'obligation » sur le papier, je ne vois pas dans la réalité « la sanction ». N'oublions pas qu'il s'agit d'amener le patron et les ouvriers à reprendre le travail à telles ou telles conditions. Comment les y forcer? La saisie? l'amende? C'est impraticable et ce serait inique. De quel droit et par quels moyens, le contrat de travail étant rompu, le législateur, pour la formation d'un nouveau contrat, violenterait-il la volonté des parties?

Le législateur belge a été sagement inspiré en n'entrant pas dans cette voie. Il a compris que ce sont des conseils non des ordres qu'il faut donner aux belligérants. Le mot

(1) En Angleterre, et plus récemment dans divers États de l'Amérique du Nord, on a essayé à différentes reprises de donner une force obligatoire aux décisions des Conseils d'arbitrage. Ces tentatives sont toujours demeurées infructueuses. Cf. Crompton, *Industrial conciliation*, traduit par J. Weiler (Mons chez Hector Mancaux).

(2) En 1888 proposition Raspail; en 1895 proposition Dejeante.

« arbitrage » n'est même pas prononcé dans la loi de 1888. Les Conseils de l'industrie et du travail ont reçu mission « de chercher tous les moyens d'amener la conciliation ». Cela suffisait et tout naturellement, en s'inspirant de cette formule, ils ont été amenés, lorsqu'échouaient leurs tentatives de conciliation, à conseiller aux parties le recours volontaire à un arbitre de leur choix (1).

L'arbitrage volontaire ? Celui-là est possible parce que celui-là a une sanction — une seule, il est vrai, mais moins fragile qu'on ne pourrait croire : la crainte du mépris public dont ne manquerait pas de se sentir accablé celui qui n'exécuterait pas une sentence acceptée d'avance.

..

Ne pouvant organiser de toutes pièces l'arbitrage, le législateur belge a essayé du moins d'organiser la sanction qui en fait la force et de l'appliquer à la conciliation, il a ordonné nous l'avons vu que le récit des efforts infructueusement tentés pour rapprocher les deux adversaires, serait livré par la voie des journaux à l'appréciation du public.

Malheureusement cette publicité donnée au procès-verbal de non-conciliation ne semble pas jusqu'à présent avoir constitué « la sanction pourvue d'une portée pratique » qu'on espérait en 1888.

Les raisons en sont faciles à démêler :

Voici une grève qui éclate. Le patron accepte de se ren-

(1) V. les exemples cités pages 87 et 88.

dre devant la section. Il y explique que « à cause de la crise économique » il ne peut accorder l'augmentation de salaires demandée (1) ; ou bien il déclare que la discipline intérieure de l'usine exige le maintien de telle ou telle mesure dont l'abrogation est réclamée (2). Ou bien ce sont les ouvriers qui affirment « ne pouvoir en conscience » se contenter du salaire auquel on veut les réduire (3).

En quoi l'idée de voir publier les procès-verbaux qui constatent ces discussions peut-elle effrayer le patron ou les ouvriers ? en quoi cette publication même peut-elle provoquer contre eux la mésestime de leurs concitoyens ? Ce qui a été exposé devant la section et ce qu'on trouve dans le procès-verbal, ce sont les faits mêmes et les causes de la grève : le public grâce à la presse les connaissait déjà ; ce sont les motifs de ne pas céder qu'invoque chacune des parties : Vraies raisons ou faux prétextes, ce seront presque toujours des motifs d'ordre général (« crise économique » pour le patron ; « misère trop grande » pour l'ouvrier). En pareille matière, les intéressés sont les seuls bons juges.

Le public sent cela très bien et, sauf le cas très rare où la grève a été provoquée par des abus vraiment scandaleux, aucun patron — c'est un fait — n'a été disqualifié pour avoir résisté à une tentative de conciliation, ni même

(1) Conseil de l'industrie et du travail ; Gand (5^e s.), 3 décembre 1895.

(2) Conseil de l'industrie et du travail ; Gand (3^e s.), 29 janvier 1896.

(3) Conseil de l'industrie et du travail ; Gand (4^e s.), 16 décembre 1895.

le cas échéant pour s'être insurgé contre la prétention émise par le Conseil de donner publiquement son opinion.

Remarquons en effet que le texte parle de la publication « des délibérations ». Ce mot ne comprend-il que les explications fournies par les parties ? ou bien fait-il allusion aussi à une décision prise, à un avis émis, par le Conseil, après audition des parties ? Aucune jurisprudence ne s'est établie sur ce point. Certains Conseils de l'industrie et du travail ont, plus ou moins explicitement, donné leur opinion sur l'attitude des patrons et des ouvriers. D'autres se sont contenté d'insérer textuellement aux procès-verbaux les propositions formulées et les réponses faites.

La question d'ailleurs a peu d'intérêt. Que le Conseil ait émis ou non un avis, l'opinion publique, pour les raisons que nous avons dites, ne s'émeut guère de la résistance des parties.

Ah ! s'il y avait eu parole donnée, promesse formelle de s'en rapporter à la décision du Conseil ou d'un tiers, arbitrage en un mot, la question serait tout autre. Dans ce cas, très probablement, l'opinion publique prendrait parti ; elle forcerait le condamné à l'exécuter. Cela s'est vu souvent en Angleterre, et en Belgique même. Il est quasi sans exemple qu'un arbitrage accepté des deux parties n'ait point été respecté (1).

(1) En 1889 le vice-président ouvrier du Conseil de Mariemont et plusieurs de ses collègues donnèrent leur démission pour protester contre leurs camarades qui ne voulaient pas reprendre le travail,

Mais sauf ce cas, encore une fois, il ne faut pas compter (et pas plus en France qu'en Belgique) sur la pression de l'opinion publique, et c'est pour cela précisément que la publicité dans les journaux organisée par la loi belge constitue une sanction tout à fait insuffisante de la mauvaise volonté des parties.

malgré qu'ils se fussent « engagés d'honneur » à se soumettre aux décisions de l'arbitre. Les ouvriers ne résistèrent pas à cette pression qui venait des leurs et ils reprirent immédiatement le travail (Weyler, *op. cit.*).

CHAPITRE VI

RÔLE CONCILIATEUR DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (*suite*).

Y avait-il d'autres sanctions possibles et plus efficaces ?

Nous ne le pensons pas — mais ce qui était possible peut-être c'était d'organiser les Conseils de conciliation de façon plus adéquate au rôle qu'ils ont à remplir... Nous touchons ici à la cause profonde des échecs répétés que nous venons de constater.

Le rôle qu'ils ont à remplir ? A vrai dire ce n'est pas, quoiqu'on puisse penser, de mettre fin à la grève : La misère plus ou moins profonde des ouvriers, la difficulté plus ou moins grande que le patron éprouve à leur trouver des remplaçants sont deux éléments qui, agissant chacun en sens contraire, amèneront fatalement d'un côté ou de l'autre la lassitude. De toute grève qui commence on peut dire avec certitude qu'elle ne durera pas.

Ce qu'on demande aux Conseils de conciliation c'est donc beaucoup moins de mettre fin à la bataille que de faire disparaître les causes qui l'ont provoquée. S'agit-il par exemple d'une diminution des salaires ou d'une prolongation des heures de travail ? Le Conseil devra *ou* la faire comprendre et accepter par les ouvriers *ou* amener

le patron à y renoncer de plein gré *ou* encore proposer et faire admettre une solution transactionnelle. S'il ne fait pas cela, il n'a rien fait : c'est évident.

Mais, et voici la difficulté, derrière la cause apparente, celle dont on parle, celle qu'on discute, il y a presque toujours, à la naissance des grèves une cause profonde, lointaine, insaisissable.

La naissance d'une grève ! Quel livre à écrire sous ce titre ! Fatigues excessives, privations longtemps subies, petites humiliations chaque jour répétées... tout cela peu à peu a mûri le germe de haine que la nature met au cœur de ceux qui doivent obéir. Pendant des semaines, des mois, l'incertitude du lendemain, la misère qui se dresse et menace dès que l'outil s'arrête, l'apathie surtout, l'impuissance à s'entendre, à se concerter, ont comprimé l'éclosion. Mais vienne un prétexte, une occasion — salaires réduits dans l'usine ou augmentés dans l'usine à côté, renvoi d'un camarade, petite tyrannie d'un contremaître, que sais-je ? — Qu'un meneur prêche la grève, la mette aux voix... c'est le germe qui éclate.

Vienne alors le Conseil de l'industrie et du travail, que voulez-vous qu'il fasse ? Il parlera de concessions, de transaction, d'accord... Quelle illusion, puisque les parties elles-mêmes ne veulent pas cet accord ! puisqu'elles ne le souhaitent même pas ! puisqu'elles luttent non pour conquérir mais seulement pour vaincre et humilier l'adversaire !

La vérité, l'un des auteurs de la loi belge l'a lui-même

formulée, c'est que « le Conseil de conciliation suppose avant tout chez les parties le désir commun d'arriver à une entente, ainsi que le respect des hommes et des intérêts en cause. En dehors de cette condition primordiale il ne peut y avoir de succès (1) ».

S'il était besoin d'illustrer par des preuves de fait une affirmation si évidente, nous citerions ce qui s'est passé dans la seule ville de Gand pendant les seuls mois de décembre 1895 et janvier 1896.

Le 3 décembre, la 5^e section du Conseil de l'industrie et du travail (tissage du lin et du coton) se réunit pour essayer de mettre fin à une grève qui vient d'éclater dans un important établissement. Le patron « refuse » de se rendre à la convocation et déclare « ne pouvoir consentir aucune concession ».

Le 16, la 4^e section (filature du coton) se réunit au sujet d'une autre grève : Le patron se rend à la convocation ; il accepterait certains arrangements, mais ce sont les ouvriers cette fois qui se montrent intractables.

Le 16 enfin la 3^e section (filature du lin) est convoquée. Il s'agissait de plusieurs grèves qui s'étaient produites simultanément, entraînant le chômage de plus d'un millier d'ouvriers. Même résultat négatif.

Les grèves continuent pendant plus d'un mois. Le 29 janvier 1896, la section se réunit à nouveau. Les pa-

(1) Morisseaux, *op. cit.*, p. 107.

trons se déclarent « dans l'impossibilité d'accorder aucune majoration de salaires aux grévistes ». Un conseiller patron propose alors au Conseil de constater cette impossibilité et d'engager les ouvriers à reprendre le travail. Cette proposition est votée à l'unanimité par les conseillers patrons mais les conseillers ouvriers déclarent, non moins unanimement, ne pouvoir s'y rallier.

Pendant ce même mois de janvier 1896, à trois reprises consécutives des grèves partielles se déclarent dans une filature de coton sans que la section du Conseil de l'industrie et du travail trois fois réunie puisse arriver à la conciliation.

N'est-ce pas ce que nous disions ? Si dans une ville les ouvriers, justement ou injustement peu importe, croient avoir à se plaindre des patrons ou simplement s'ils haïssent « le patronat » ; si, de leur côté, les patrons se laissent trop volontiers hanter par l'idée de leur supériorité et un sentiment exagéré de leur dignité, les grèves peuvent se succéder : elles auront toutes la même issue. Elles finiront par la lassitude du patron ou la misère de l'ouvrier, jamais par la conciliation.

Faut-il un autre exemple ?

A quelques semaines d'intervalle, dans la même ville de Bruxelles, nous voyons la grève éclater pour le même motif (suppression des amendes) dans deux établissements à peu près d'égale importance. L'une le 9 janvier 1893 chez un menuisier-ébéniste, l'autre le 12 février dans un atelier de chaussures (une trentaine d'ouvriers de chaque

côté). Les sections du Conseil de l'industrie et du travail se réunissent et tentent la conciliation, presque sur les mêmes bases. La première fois elles réussissent, la deuxième fois, sans raison apparente, elles échouent.

Deux ans après, dans le même atelier d'ébénisterie où l'intervention avait suffi à ramener la paix, un nouveau conflit éclata au sujet du mode de règlement des salaires. L'intervention du Conseil ramène encore l'entente et avec la même facilité (25 janvier 1895).

Encore une fois que conclure de cela sinon que le succès d'une tentative de conciliation dépend presque uniquement de l'état d'esprit des parties et de la cordialité habituelle des rapports entre patrons et ouvriers ? Conclusion modeste assurément mais féconde en corollaires — dont voici le principal.

*
* *

Avant de pouvoir intervenir dans une grève avec quelque chance de succès le conseil de conciliation a toute une longue et difficile besogne à accomplir : il faut qu'il adoucisse et apaise l'atmosphère autour de lui ; il faut qu'entre le patron et l'ouvrier il s'astreigne pendant des mois, des années peut-être, à servir d'intermédiaire officieux et toujours empressé ; que de ces deux frères ennemis il se fasse peu à peu également connaître, également estimer, également écouter.

Pour cela évidemment il faut surtout et par-dessus tout qu'entre eux, les membres du conseil, patrons et ouvriers, prêchent d'exemple, qu'ils se connaissent, s'apprécient,

s'accordent les uns les autres, qu'en un mot avant de réconcilier autrui ils commencent par se réconcilier eux-mêmes.

Pour arriver à ce résultat il fallait leur permettre de se réunir souvent, très souvent, aussi souvent qu'ils le désiraient, fût-ce en dehors de toute menace de grève, fût-ce sans ordre du jour et sans but, « pour le plaisir ». Leur permettre ? Ce n'est pas assez. Il fallait les encourager, les provoquer à ces réunions comme à la partie essentielle de leur mission.

Et c'est en effet la partie essentielle. « Si nos conseils, dit fort bien un auteur anglais, perdaient le caractère d'organes de conciliation et d'arbitrage et ne subsistaient que pour maintenir des rapports réguliers entre industriels et ouvriers, leur établissement dans le pays tout entier produirait encore des bienfaits incalculables (1). » Il eût pu dire « produirait les mêmes bienfaits incalculables » : dans une usine en effet où à force de réunions régulières, fréquentes, sans apprêt, à force de conversations familières et de discussions courtoises il se sera établi entre patrons et ouvriers un régime sinon de cordialité et de sympathie du moins de confiance et de concessions mutuelles, dans cette usine-là le conseil de conciliation proprement dit n'aura que faire car les grèves ne sont guère à craindre.

Donc avant tout il fallait provoquer, encourager des réunions fréquentes. La loi belge ne l'a pas fait : elle ne

(1) *Industrial conciliation and arbitration* by C. D. Wright, p. 17 et 18.

prévoit *qu'une* réunion régulière par an. Comment ouvriers et patrons pourraient-ils en une seule réunion annuelle se connaître, s'entendre, s'apprécier ? Sans doute ils peuvent demander à être convoqués, mais cette demande même est entourée d'une foule de formalités qui rendent la solution sinon difficile du moins très longue à obtenir.

Quant à *créer* un Conseil de l'industrie et du travail dans une région déterminée qui n'en est pas encore pourvue, c'est encore beaucoup plus long et plus difficile. « Les délais les plus courts sont de quarante-deux jours au minimum pour élire les membres du Conseil (1). »

Done, premier défaut : réunions trop peu fréquentes.

En voici un second, connexe : réunions trop peu intimes, trop peu familières.

C'avait été pourtant l'un des grands soucis du législateur de 1887 de faciliter la réunion des Conseils. Un député ayant proposé au cours de la discussion de donner aux Conseils de l'industrie et du travail des circonscriptions territoriales plus étendues afin d'augmenter le nombre des électeurs et d'assurer chez les ouvriers l'indépendance du vote, que lui répondit-on ? Que les grandes circonscriptions territoriales sont mauvaises parce que les conditions du travail changent d'un lieu à l'autre, de même le caractère et, quelquefois (nous sommes en Belgique) le

(1) Le calcul a été fait par M. Morisseaux, *op. cit.*, p. 203.

langage même des travailleurs. En outre les délégués des sections étant moins connus sont moins influents. Enfin et surtout, il devient malaisé de les réunir souvent. Ce dernier argument emporta le vote et le gouvernement docile aux vœux de la Chambre donna à chaque Conseil de l'industrie et du travail un ressort relativement restreint.

Ainsi, pensait-il, les délégués auront des réunions fréquentes, ils connaîtront bien les intérêts de leurs mandants; eux-mêmes seront connus et acquerront de l'influence.

Ces prévisions ont été déjouées. Pourquoi? parce que les circonscriptions peu étendues sont exposées quand la population n'est pas très dense à un grave inconvénient que le gouvernement belge n'a pas évité.

Voici la petite circonscription du Conseil de l'industrie et du travail de Saint-Nicolas qui comprendra par exemple une dizaine de chapeliers seulement occupant 20 ouvriers, une vingtaine de cordonniers occupant 50 ouvriers... etc. etc... Pour tous ces petits corps de métiers, le ministre n'a pas cru possible d'établir autre chose qu'une section générale de l'industrie du vêtement, laquelle comprend à la fois cordonniers, tailleurs, chapeliers, blanchisseurs, peaussiers, etc... C'est en cela que, selon nous, il s'est trompé.

Chacun de ces corps de métiers ne peut avoir son représentant à la section, celle-ci comprenant douze membres au maximum. Qu'un conflit par conséquent éclate entre

patrons et ouvriers tailleurs, quelle compétence aura une section composée de cordonniers et de chapeliers? Et s'il y a un tailleur, un seul, parmi les membres de la section, n'est-il pas à craindre que tous les autres subissent son influence?

Dans l'industrie d'art on trouve de même, côte à côte en une seule section des typographes, des orfèvres, des lunetiers, etc. (1).

Même dans les grandes villes cet abus n'a pas toujours été évité ; à Bruxelles, par exemple, la section de l'industrie du bois comprenait au début neuf métiers distincts : menuisiers, charpentiers, ébénistes, chaisiers, fabricants de meubles en rotins et en bouchons, scieurs de long, tourneurs et sculpteurs sur bois, emballeurs.

La section de l'industrie du fer était dans le même cas : elle comprenait : ajusteurs, mécaniciens, fondeurs, serruriers, poëliers, fabricants de coffres-forts, forgerons, maréchaux-ferrants, tourneurs en fer (2).

Tous ces métiers devraient avoir au moins un représen-

(1) Un autre exemple : la section de l'« industrie céramique » comprend à la fois les briqueteries et les fabriques de porcelaine.

En fait les briqueteries sont très peu représentées au sein de la section (les briquetiers sont des nomades et pour être électeur ou éligible il faut une résidence de quatre ans).

Peut-être ne faut-il pas chercher plus loin la cause de l'échec des tentatives de conciliation lors de la grande grève des briquetiers de 1893, dont nous aurons occasion de parler (cf. chapitre IX).

(2) *Prud'hommes et Conseils de l'industrie et du travail*, par A. Delpert, membre du Conseil de l'industrie et du travail de Bruxelles (1891).

tant. Or il n'y a que quatre conseillers ouvriers dans chaque section. Plus de la moitié des métiers n'ont donc pas de représentants spéciaux (1).

*
* *

Tel est à notre avis l'un des vices les plus graves de l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail en Belgique au point de vue de la conciliation. Etait-il impossible de l'éviter ? Etait-ce une conséquence nécessaire de la création de circonscriptions territoriales peu étendues ? Nous ne le pensons pas.

Qui empêchait en somme de créer une section pour chaque spécialité ? L'essentiel en pareille matière, dit fort sagement le proverbe anglais, c'est, que « les affaires des horlogers ne soient pas arrangées par des maçons ». A cela il faut sacrifier tout le reste. D'ailleurs le but qu'on poursuit n'est-il pas d'amener les ouvriers à étudier dans des discussions familières les choses de leur profession ?

(1) Il serait injuste pourtant de ne pas signaler certains efforts faits par le gouvernement pour maintenir la représentation distincte de chaque profession dans les Conseils de l'industrie et du travail.

C'est ainsi qu'on avait demandé à Liège la création d'une « section de la métallurgie et du fer ». C'était un cadre trop vaste : le gouvernement imposa la répartition de ces industries en plusieurs classes

De même, le gouvernement a pris pour règle d'admettre toujours les propositions des Conseils communaux tendant à subdiviser les différentes sections des Conseils de l'industrie et du travail, mais difficilement celles qui tendent à réunir deux sections en une seule.

(Conversation avec M. le Directeur général de l'Office du travail.)

L'idéal serait donc que tous les patrons et tous les ouvriers pussent assister à ces réunions, prendre part à ces discussions. Idéal irréalisable sans doute, même dans la très petite industrie. Encore faut-il s'en rapprocher le plus possible et l'on s'en rapprochera d'autant plus qu'on créera des sections plus nombreuses ou dans le sein de chaque section de plus nombreuses divisions et subdivisions.

En dehors de l'Angleterre, le plus bel exemple, la plus féconde tentative de rapprochement entre patron et ouvriers nous est fournie par les charbonnages de Mariemont et Bascoup dont nous avons déjà dit un mot (1). Que s'y est-il passé? Précisément ce que nous indiquons. On a créé un conseil d'usine pour l'ensemble de l'entreprise mais on a divisé ce conseil en autant de sections que l'industrie comprend de spécialités professionnelles différentes.

Prenons par exemple un atelier de construction de machines. Il occupe des forgerons, des tourneurs, des ajusteurs, des chaudronniers, des menuisiers et modeleurs, des manœuvres... etc...

Les délégués de *chacun de ces groupes*, élus par les ouvriers eux-mêmes et qui choisissent entre eux un chef de délégation, se réunissent une fois par trimestre avec tous les agents sous les ordres desquels ils travaillent. Puis les chefs de délégation se réunissent sous la présidence du

(1) Cf. chap. II.

patron en une assemblée générale. La marche du travail pendant le dernier trimestre, ainsi que tous les incidents qui ont pu surgir sont passés en revue ; chacun des chefs de délégation reçoit la parole à son tour, il indique les réformes utiles et les améliorations possibles, bref, présente toutes les observations qu'il croit utiles pourvu que celles-ci n'aient pas un caractère purement personnel.

*
* *

S'inspirant de cet exemple, le ministre avait proposé, lors de la discussion de la loi, d'ajouter à l'article premier les mots suivants :

« Exceptionnellement, il peut être établi un conseil ou une section *pour un seul établissement industriel*. »

L'amendement ne fut pas adopté parce qu'« il parut douteux que cela puisse jamais être de quelque utilité », mais le rapporteur ajoutait : « En tous cas, le roi, déterminant librement le ressort des Conseils, sera libre de faire ce que les circonstances pourront commander ». C'était donc une autorisation implicite et le ministre avait satisfaction.

De cette autorisation le gouvernement eut bientôt occasion de profiter, d'abord lors des grèves de Quenast (janvier à juin 1889) (1), ensuite lorsqu'il voulut fixer le ressort des Conseils ; il fut bien obligé alors de tenir compte de la distance que les délégués auraient à parcourir pour se

(1) Cf. *Salaires et budgets ouvriers en Belgique*, p. 522 à 527.

rendre au lieu de leurs réunions. Or certaines exploitations minières occupent des territoires très étendus (1) ; on limita donc l'étendue du ressort à l'étendue de la concession dans les principaux charbonnages : ceux de Blaton..., du midi de Mons..., du levant de Flénu et quelques autres. Mais ce sont les seuls cas où le gouvernement ait usé de la faculté qui lui est laissée par la loi de créer un Conseil de l'industrie et du travail pour un seul établissement (2).

(1) Cf. Morisseaux, *op. cit.*, p. 169.

(2) On a donné plusieurs raisons de cette abstention. D'abord, a-t-on dit, il est impossible avec un Conseil de l'industrie et du travail borné à seul établissement, de trouver des électeurs et même des élus. S'il n'y a qu'un patron, il faudra bien qu'il siège seul. Par suite, il aura à lui seul autant de voix que tous les représentants des ouvriers ; le résultat des délibérations sera absolument entre ses mains et s'il se montre intraitable les ouvriers ne pourront jamais obtenir satisfaction.

L'objection n'est pas sérieuse : d'abord les très grandes exploitations sont rarement entre les mains d'un seul. Ce sont des Compagnies et la loi de 1889 est venue permettre de désigner pour faire partie des Conseils de l'industrie et du travail les membres du conseil d'administration. En tous cas, patron ou compagnie, il y a toujours des ingénieurs, des directeurs, des contremaîtres.

Nous avons recueilli de la bouche d'un personnage très autorisé une raison plus sérieuse de l'abstention du gouvernement. Dans un Conseil de l'industrie et du travail borné à un seul établissement, représentants des ouvriers et représentants de la Compagnie sont unis, dit-on, chacun de leur côté, non seulement par des intérêts semblables, mais exactement par les mêmes intérêts. Quoi qu'il arrive et quelque question qui leur soit posée, ils sont juges et parties. Ils doivent être par suite moins impartiaux, plus accessibles au parti pris et à l'influence d'un mot d'ordre.

Il est certain que l'objection a une grande force. Elle serait irréfutable si les Conseils de l'industrie et du travail étaient des tribunaux chargés de trancher un différend ; irréfutable aussi lorsque

C'est là pourtant, encore une fois, que nous paraît être l'idéal vers lequel il faut tendre. Conseils d'usine, chambres d'explication, comités de conciliation peu importe le nom qu'on leur donne et la forme qu'ils prennent pourvu que, fonctionnant sans bruit, au sein même de l'usine ou tout près d'elle dans le calme de la vie normale, ils mettent en contact constant, et sur un pied très voisin de l'égalité, les patrons et les ouvriers.

Toute loi du genre de celle que nous étudions doit le plus possible se rapprocher de cet idéal et elle sera d'autant meilleure qu'elle s'en rapprochera davantage. Nous ne faisons pas d'ailleurs difficulté de reconnaître que plus elle s'en rapprochera, plus elle pénétrera dans le domaine journalier de la vie industrielle et plus il faudra de tact et de doigté pour l'appliquer.

patron et ouvriers sont l'un vis-à-vis de l'autre dans l'état d'esprit haineux ou défiant dont j'ai parlé. Mais elle me frappe moins, je l'avoue, pour les usines où les deux partis vivent à peu près en bonne intelligence, étant donné que d'autre part, on leur demande beaucoup moins de se réunir pour se concilier en temps de guerre que de se réunir en temps de paix pour apaiser les dissentiments, dissiper les malentendus et ainsi éviter la guerre.

CHAPITRE VII

RÔLE REPRÉSENTATIF DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

En dehors de toute grève et même de toute menace de grève, les sections des Conseils de l'industrie et du travail peuvent se réunir. Disons plus exactement : elles peuvent être réunies. « La section, dit la loi, est convoquée par la députation permanente à la demande soit des chefs d'industrie soit des ouvriers » (art. 8, § 2).

Qu'une question donc paraisse intéressante et digne d'étude au point de vue professionnel : il suffit de demander à la députation permanente de convoquer la section. La convocation est de droit.

Patrons et ouvriers semblent avoir très modérément usé de ce droit, quoique le pouvoir central, bien entendu, ait donné sans difficulté satisfaction immédiate à toutes les demandes qui lui ont été adressées.

Mais, heureusement, la loi n'a pas abandonné le soin de provoquer ces délibérations à la seule initiative des conseils : elle impose à chacun d'eux, ou plutôt aux sections de chacun d'eux, une réunion annuelle. « Chaque section se réunit au moins une fois par an au jour et dans le local indiqués par un arrêté de la députation permanente du

conseil provincial » (art. 8, § 1^{er}). C'est dans les procès-verbaux de ces réunions que nous trouverons la plupart des discussions et des décisions intéressantes.

Ici encore d'ailleurs nous avons à déplorer l'absence presque complète de statistiques et de comptes rendus officiels (1). Nous ne pouvons reproduire que le résumé d'un certain nombre de délibérations et la formule d'un certain nombre de vœux, glanés çà et là.

Si l'on nous demandait de les classer, nous dirions qu'ils ont eu pour objet :

A) *tantôt* d'étudier des réformes d'ordre intérieur qu'il convenait d'introduire dans les ateliers et d'en provoquer l'adoption par les patrons.

B) *tantôt* d'étudier des réformes d'ordre général qui pouvaient être introduites par la loi ou par le roi dans l'organisation du travail et d'en provoquer l'adoption par les pouvoirs publics.

Au surplus, il n'y a pas lieu d'introduire dans le détail de ces délibérations des Conseils de l'industrie et du travail un ordre et une logique rigoureux que dans la réalité elles n'ont pas eus, — qu'elles ne pouvaient pas avoir puisque la loi en autorisant sans réserve l'étude de toutes les questions intéressantes pour la profession a provoqué elle-même les initiatives les plus diverses.

(1) La *Revue du travail*, organe du ministère, ne fournit absolument aucun renseignement au point de vue qui nous occupe. Il y a une note intéressante, déjà signalée à propos de la conciliation, dans la publication intitulée *Les salaires et budgets ouvriers en Belgique*. Mais elle date de 1891.

*
* *

A) Les conseils de l'industrie et du travail étudient les réformes d'ordre intérieur qu'il convient d'introduire dans les ateliers et ils en provoquent l'adoption par les patrons.

Puisqu'il est matériellement impossible, pour les raisons que nous venons de dire, d'apporter ici un résumé et une statistique, même approximatifs, des questions étudiées et des résolutions prises depuis six ans par l'ensemble des Conseils de l'industrie et du travail, recherchons du moins en détail « les réformes d'ordre intérieur » auxquelles s'est attachée dans quelques grandes villes l'activité de quelques-uns d'entre eux.

Voici Liège d'abord :

Liège est peut-être avec Gand celle de toutes les villes de Belgique où l'effort industriel est le plus puissant, en même temps que plus ardente la préoccupation des réformes.

Le Conseil de l'industrie et du travail est partagé en 19 sections ; presque toutes, sur l'initiative des ouvriers, ont émis des vœux ou pris des décisions qui valent d'être cités.

La 4^e section, qui représente les industries verrière et céramique, cherche dans la réunion annuelle ordinaire du 16 février 1892 « quelques moyens pratiques d'améliorer les rapports entre patrons et ouvriers ». Après discussion, les membres de la section se mettent d'accord pour « en-

gager les chefs d'industrie à fixer soit un jour par mois, soit une demi-journée par quinzaine pour recevoir *eux-mêmes* les observations de leurs ouvriers ». Souhait modeste ! C'était pourtant un progrès considérable !

Naturellement, les patrons membres de la section appliquèrent chez eux la réforme dont ils venaient ainsi d'avouer la nécessité. A leur exemple, d'autres patrons se mirent, à jours fixes, en rapport direct avec les ouvriers et on nous a affirmé que l'usage s'était de la sorte peu à peu généralisé.

Au sein de la 3^e section (26 janvier 1891), les ouvriers des carrières, après avoir exposé leurs vues sur la limitation des heures de travail et le minimum de salaire « font valoir plusieurs réclamations à propos de l'inexécution de certaines prescriptions du règlement des mines ». Et le procès-verbal de la séance ajoute : « Les membres patrons promettent de porter leur sérieuse attention sur les faits signalés dans ce dernier ordre d'idées par les membres ouvriers. »

A Liège encore, la 11^e section (armurerie) réunie les 18 et 25 février 1894, à la demande de ses membres, par la députation permanente, discute et adopte, à l'unanimité, le plan d'organisation d'une union professionnelle armurière.

La 14^e section (vêtements) étudie la question relative au travail dans les écoles professionnelles et au prix de vente des objets qui y sont confectionnés. Elle conclut à

l'établissement d'une série de prix minima (séance du 21 avril 1895).

D'autres sections se préoccupent de questions moins pratiques ou de réformes moins immédiatement réalisables. C'est ainsi que la 5^e section après de longs débats, adopte dans la séance du 9 février 1892 un vœu « en faveur de l'assurance des ouvriers contre les accidents du travail, par la province, les frais devant être à la charge du patron ». C'est d'ailleurs un patron qui propose et fait adopter ce vœu... Intention généreuse, mais peut-être eût-elle mieux trouvé place dans un cercle d'études sociales que dans un Conseil de l'industrie et du travail.

Dans la même catégorie des revendications un peu trop imprécises, signalons aussi, toujours à Liège, le vœu émis par les représentants de la « grosse construction mécanique » (6^e section, 14 janvier 1894) : « Il est souhaitable que la réglementation des heures de travail et des salaires soit établie d'une façon libre par la simple action des intérêts communs des patrons et des ouvriers, sans intervention de l'État. »

Il est vrai que la même section étudie aussi (7 avril 1895) « les moyens de supprimer les amendes », réforme qui, celle-là, dépend assurément de l'initiative privée... la preuve c'est qu'une autre section (la deuxième : industrie métallurgique) est arrivée, ou presque, par des discussions du même genre, à la faire aboutir.

En 1892 (7 et 14 février) elle vote cette suppression des

amendes, en maintenant seulement « la retenue » au cas d'arrivée tardive. Les patrons de la section s'exécutent et après eux un grand nombre de leurs collègues.

Cette section de l'industrie métallurgique s'est d'ailleurs signalée à Liège par une activité tout à fait remarquable.

Dès 1890, elle s'était occupée des « mesures de prévoyance à prendre en faveur des ouvriers : Caisses de secours et assurance ». Après de longues discussions elle avait voté que « les caisses de secours seraient à la charge et sous la direction des ouvriers, avec représentation équitable des patrons, les caisses d'assurances contre les accidents à la charge et sous la direction des patrons avec représentation équitable des ouvriers ».

Un peu plus tard, en 1891, je crois, elle « examine les conditions de son intervention en cas de grève »... « Elle désirerait être autorisée à se rendre dans les établissements où se serait produit un conflit et à recueillir elle-même les observations des parties en cause. »

En 1891 encore, le 5 décembre, plusieurs membres de cette même section prient par lettre M. le gouverneur de la province de faire mettre à l'ordre du jour de la réunion annuelle obligatoire « l'étude d'un règlement d'ordre intérieur applicable à tous les ateliers de la métallurgie ».

Il y eut trois séances, les dimanches 7, 14 et 21 février 1892.

Le 7 février, discussions des principes généraux sur lesquels le règlement d'ordre intérieur devait être basé.

Cette discussion est ainsi résumée au procès-verbal :

« Les règlements existants ont été faits le plus souvent sans aucune intervention des ouvriers ; ils sont non seulement surannés mais arbitraires ; ils sont sans force morale. L'œuvre nouvelle sera élaborée en commun, elle s'inspirera de la conception moderne des devoirs et des droits de chacun. Elle réflétera la pensée que l'ouvrier est le véritable associé du patron ; elle sera loyalement acceptée comme un accord entre deux parties également intéressées ».

Le 14 février, l'assemblée adopte, à l'unanimité, les principes suivants : 1) suppression du livret d'ouvrier ; 2) retenue sur le salaire pour le seul cas de l'arrivée tardive ; 3) avant l'admission dans un atelier l'ouvrier devra faire un stage d'un mois ; 4) les enfants ne sont pas admis au travail avant l'âge de 14 ans ; 5) l'ouvrier est tenu de s'affilier à une caisse de secours, soit à celle de l'établissement, soit à toute autre ; 6) il n'y a pas lieu d'établir dans chaque établissement un conseil de conciliation ; dans les contestations on s'en remettra, selon les cas, à l'arbitrage du Conseil de l'industrie et du travail ou au jugement du Conseil de prud'hommes.

Le 21 février, un règlement type fut élaboré sur la base ci-dessus, puis envoyé à tous les patrons et chefs d'atelier de la région.

Arriver ainsi à rédiger d'accord, après discussion entre patrons et ouvriers, les règlements qui doivent présider à

la vie intérieure de l'usine, c'est un résultat immense ! Ne l'eût-elle atteint qu'une fois l'institution des Conseils de l'industrie et du travail n'aurait pas été inutile.

Notons que Bruxelles nous offre à peu près à la même date un exemple analogue :

Le 10 janvier 1892, à la suite de nombreuses réunions officieuses et après avoir pris l'avis des deux chambres syndicales, patronale et ouvrière, la 18^e section du Conseil de l'industrie et du travail (peintres en décors et bâtiments), convoquée sur sa demande par la députation permanente du Brabant, adopta un règlement d'atelier type « devant servir de renseignement auprès du Conseil de prud'hommes concernant l'usage des lieux ».

*
* *

Ces exemples suffisent déjà pour montrer comment peut s'exercer, au sein même de la profession, par l'organe des Conseils de l'industrie et du travail, l'initiative des patrons et des ouvriers.

En fait d'ailleurs, ce qui s'est passé à Liège s'est passé dans toutes les grandes villes industrielles de Belgique. Partout ce sont à peu près les mêmes réformes poursuivies, les mêmes préoccupations manifestées et sous la même forme.

Parfois pourtant, pour donner plus de force à leurs délibérations, diverses sections similaires appartenant à des localités et à des Conseils de l'industrie et du travail différents se sont entendues pour demander à être réunies en même temps.

Le paragraphe 2, article 44 de la loi de 1887 leur en donnait le droit.

C'est ainsi que les sections verrières de l'arrondissement de Charleroi, comprenant la 5^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Marchienne-au-Pont, la 2^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Charleroi, la 6^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Gilly, la 2^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Jumet et la 3^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Roux, se sont réunies les 18 octobre, 24 novembre et 16 décembre 1891 à l'Hôtel de Ville de Charleroi.

L'ordre du jour était ainsi fixé : demande des ouvriers verriers du bassin de Charleroi tendant à obtenir l'unification de la mesure du soufflage et sa réduction en mesure légale.

On sait que l'on compte encore parfois, en verrerie, par pieds et par pouce et que les ouvriers font abandon d'un *boni* pour compléter la perte du découpage. Ce *boni* varie suivant les établissements.

Le Conseil comprenait 5 membres patrons et 19 membres ouvriers, mais on se rappelle qu'il n'y a qu'un nombre égal de patrons et d'ouvriers qui prennent part au vote.

Les parties se mirent d'accord pour fixer l'unité de mesure à 27 millimètres 7/10.

Quant à la question du *boni*, les patrons demandaient à rester libres de la fixer dans les contrats. Le déchet de découpage, en effet, est essentiellement variable et dépend des marchés ; il est moindre pour les commandes d'Angle-

terre que pour celles des États-Unis et ainsi de suite.

Les ouvriers demandaient que le boni fût fixé d'une façon uniforme à 4 unités $1/2$.

L'une et l'autre propositions, mises successivement aux voix, furent rejetées, mais on décida par transaction que dorénavant, la mesure serait libellée de façon précise dans les contrats ; « en outre, une mesure graduée en centimètres et poinçonnée par M. le vérificateur des poids et mesures sera affichée dans tous les établissements ».

C'était là, paraît-il, une réforme importante. L'union seule de toutes les sections de l'industrie verrière dans la région avait pu l'obtenir.

..

Quelquefois même, sans qu'il y ait un but ou des intérêts communs, mais seulement pour agir plus aisément sur l'opinion publique, diverses sections jugent utile de se réunir en même temps.

C'est ainsi qu'à Louvain, les huit sections du Conseil de l'industrie et du travail s'entendirent à la fin de 1893 pour demander en même temps à « délibérer sur des questions intéressant le monde des travailleurs ».

Elles furent convoquées à cet effet, chacune séparément, par la députation permanente le 6 janvier 1894.

La 3^e section (petite construction) réclame le paiement des ouvriers à la semaine et non plus à la quinzaine. Elle insiste sur la nécessité d'exiger des contremaîtres des preuves de capacité.

La 8^e section (industries alimentaires) se contente d'une « augmentation de salaire pour les ouvriers brasseurs ».

Une autre (la 7^e : accessoires du vêtement) vote, à l'unanimité des patrons et des ouvriers, un tarif spécial pour le travail de nuit dans la cordonnerie.

La 5^e (mobilier) tient surtout à la création d'un enseignement professionnel pour les apprentis : elle en établit les bases.

La 4^e (bâtiment) demande le minimum de salaire dans les entreprises de travaux publics. Son vœu devait être exaucé peu après. Les patrons pourtant avaient voté contre.

Elle réclame aussi l'institution d'un service communal pour la surveillance des échelles, cordes, échafaudages, etc...

La 1^{re} (grosse construction) émet un vœu unanime en faveur d'une réglementation internationale des heures du travail et du repos dominical ; « en attendant », elle fait appel à la « bonne volonté des patrons pour ne prolonger la journée au delà de 10 à 11 heures qu'en cas d'extrême nécessité ».

Vœu unanime aussi de voir « peu à peu abolir le travail à la pièce », d'exiger un âge minimum (20 ou 21 ans) et un examen de capacité pour les fonctions de chauffeur et de mécanicien.

*
* *

B) *Les Conseils de l'industrie et du travail étudient les réformes d'ordre général qui peuvent être introduites par la*

loi ou par le roi dans l'organisation du travail et ils en provoquent l'adoption par les pouvoirs publics.

Tout d'abord, avant de faire des lois nouvelles, il faut appliquer les anciennes. Les Conseils de l'industrie et du travail ne manquent pas, quand l'occasion se présente, de rappeler le Gouvernement à l'application des lois existantes.

C'est ainsi qu'un grand nombre de sections se sont préoccupées, pendant ces dernières années, du mode de paiement des salaires ; elles ont signalé des violations de la loi de 1887 qui prohibe les salaires en nature et indiqué au gouvernement les moyens d'obtenir « le respect plus absolu de cette loi. »

Aujourd'hui, la loi de 1887 est rigoureusement observée partout, et il n'est pas douteux que ce résultat soit dû aux interventions fréquentes des Conseils de l'industrie et du travail.

Parfois aussi c'est une intervention gracieuse du gouvernement qu'on sollicite parce qu'elle peut suffire en dehors de toute loi et de tout décret à faire cesser un état de choses préjudiciable à l'industrie.

Le 31 janvier 1892 la 12^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Bruxelles (industrie des tabacs) s'occupe de la concurrence que font aux travailleurs de l'industrie des tabacs les prisonniers et les détenus des dépôts de mendicité.

Les ouvriers membres de la section déclarent que cer-

tains patrons emploient des ouvriers cigariers internés au dépôt de mendicité de Hogstraeten et qu'ils les emploient bien entendu pour un salaire dérisoire. Ce travail se ferait en vertu d'une simple autorisation du directeur de l'établissement.

Tous les membres de la section, patrons et ouvriers, protestent contre ces faits et décident de demander audience au ministre de la Justice pour le prier de faire cesser cette situation.

Quelque temps après la section de l'industrie du tabac de Gand tient une réunion analogue, au cours de laquelle le président donne lecture d'une lettre du ministre de la Justice annonçant qu'il venait d'interdire aux détenus de Hogstraeten le travail dont les ouvriers cigariers se plaignaient.

*
* *

L'intervention des Conseils de l'industrie et du travail n'a pas été moins féconde quand il s'est agi d'obtenir des pouvoirs publics une intervention législative.

Nous avons indiqué déjà qu'à Liège et à Louvain le Conseil de l'industrie et du travail avait réclamé le minimum de salaire dans les entreprises de travaux publics. L'adoption de ce minimum fut réclamée de même dans tout le pays de 1891 à 1896, par presque toutes les sections représentant les industries intéressées (bâtiments, industrie métallurgique, grosse construction mécanique etc...). Il s'ensuivit une campagne de presse extrêmement vive. Le résultat ? Voici. Au commencement de 1898, huit pro-

vinces (sur 9) (1) avaient adopté le minimum de salaire dans leurs adjudications ; de même 47 des principales villes du pays comptant ensemble 1.427.515 habitants (2).

La chambre des représentants adopta le 9 juin 1896 au cours de la discussion du budget des travaux publics (3) un amendement tendant à « l'insertion dans le cahier général des charges de certaines clauses destinées à garantir aux ouvriers des entreprises de travaux publics un salaire minimum ».

Cet amendement ayant été repoussé par le Sénat le ministre du travail promit néanmoins que des *expériences* seraient faites. C'est ainsi que le minimum de salaire a été stipulé en faveur des maçons, serruriers et paveurs, dans tous les cahiers des charges des adjudications faites pour l'État du 1^{er} juillet 1896 au 31 décembre 1898. Nous

(1) La neuvième province est celle du Limbourg. Le conseil communal de Hasselt, chef-lieu de la province, a été dernièrement saisi de la question. Il a décidé d'attendre le résultat des expériences faites par le gouvernement.

(2) M. Henri Bazire dans son livre récent sur *Les conditions du travail imposées aux entrepreneurs dans les adjudications de travaux publics* (Paris, Rousseau, 1898) donne « d'après des enquêtes récentes complétées par les renseignements publiés dans la *Revue du travail* » des chiffres un peu différents, mais plus élevés encore que ceux auxquels nous sommes arrivés.

Sur 87 communes belges qui comptent plus de 8000 habitants, 51 communes représentant ensemble une population de 2.010.700 habitants auraient adopté la clause du minimum de salaire dans les adjudications publiques et 36 communes seulement représentant une population de 517.900 habitants ne l'auraient pas encore adoptée.

(3) *Annales parlementaires*, séance de la Chambre des représentants, session de 1896, p. 1650.

ne pouvons pas être aussi affirmatifs pour 1899, mais ce qui est certain c'est que les « expériences » du Ministre continuent pour les travaux de l'État, et que les résultats déjà obtenus auprès des provinces et des villes, au commencement de 1898, restent acquis.

Mais ce n'est point tout.

Un grand nombre de Conseils avaient réclamé la personnalité civile pour les associations professionnelles. Un projet de loi en ce sens fut déposé par le ministre du travail et voté le 31 mars 1898.

A l'origine du projet de loi, aujourd'hui voté et promulgué, sur les règlements d'ateliers, nous trouvons aussi des délibérations des Conseils de l'industrie et du travail. Les uns vont de l'avant et rédigent, nous l'avons vu, sans attendre d'y être conviés, des « règlements types ». D'autres plus nombreux se contentent d'émettre des vœux : Le Conseil de l'industrie et du travail de Saint-Nicolas par exemple avait demandé que « la discipline intérieure des ateliers fût réglementée dans les diverses régions par les usages locaux » et que ces usages locaux fussent « déterminés par le Conseil de prud'hommes et le Conseil de l'industrie et du travail convoqués à cette fin (1) ». Cette disposition devint le principe même de la loi (voir plus loin chapitre VIII).

Parfois cependant des réformes beaucoup moins diffi-

(1) Cité dans le compte rendu du Conseil supérieur du travail (2^e session, 3^e partie, p. 94).

ciles et moins importantes aboutissent beaucoup moins vite. Au cours de l'année 1897, toutes les sections du Conseil de l'industrie et du travail de Louvain s'entendent pour demander en même temps à être réunies, et pour réclamer au cours de ces réunions la création dans la ville d'un Conseil de prud'hommes. Ce n'est qu'après un long retard dont nous ne savons pas la cause que le gouvernement finit par s'exécuter ; il déposa le 27 novembre un projet de loi tendant à la création du Conseil de prud'hommes demandé. Ce projet est encore en discussion.

Disons enfin, puisqu'il faut tout dire, que l'entente ne règne pas toujours au sein de la section. Nous avons déjà vu à Louvain les patrons se séparer des ouvriers sur la question du minimum de salaire dans les adjudications de travaux publics.

Nous pourrions citer d'autres cas de désaccord, à Gand en particulier, où la doctrine et surtout l'état d'esprit collectivistes sont extrêmement répandus parmi les ouvriers.

Les ouvriers, par exemple (13^e section, 23 septembre 1894) proposent l'adoption par les patrons du minimum de salaire adopté par les typographes gantois réunis en assemblée générale. Les patrons refusent. Les membres ouvriers démissionnent. Ils sont réélus le 26 mai 1895 mais déclarent qu'ils ne siégeront pas si le gouvernement ne nomme un commissaire spécial pour remplir le rôle d'arbitre départiteur.

Il ne fut pas donné suite à cette demande et les membres ouvriers refusèrent de siéger.

De tels faits, encore une fois, se sont produits à diverses reprises. Nous verrons, à la fin de cette étude, quelles conséquences et quels enseignements il convient d'en tirer. Pour le moment, il suffit de les signaler :

*
* *

Signalons aussi combien le souci de la protection du consommateur tient peu de place dans les préoccupations des Conseils de l'industrie et du travail. C'était le but principal de la législation des anciens corps de métier. Aujourd'hui, sauf quelques délibérations dans le genre de celles du Conseil de l'industrie et du travail de Louvain qui demande un examen de capacité pour les mécaniciens, rien d'analogue n'apparaît plus.

Peut-être, à vrai dire, les anciens corps de métier laissés à eux-mêmes n'eussent-ils pas agi autrement. Parmi les anciens règlements corporatifs, il en est en effet un bon nombre qui ne sont pas faits pour nous dissuader de croire à l'égoïsme des gens de métier d'alors. Quant aux règlements destinés à protéger le consommateur (c'est la très grande majorité), il y a de bonnes raisons de penser qu'ils furent, et dès l'origine, des mesures de police imposées par le pouvoir.

Il serait donc imprudent de conclure des préoccupations auto-protectrices des travailleurs d'aujourd'hui à une conception nouvelle des droits et des devoirs professionnels. L'égoïsme professionnel, qui n'est qu'une forme de l'égoïsme humain, est de tous les temps.

Ce qui est plus intéressant à constater, à la suite de l'examen que nous venons de faire des initiatives des Conseils de l'industrie et du travail, c'est combien les travailleurs paraissent moins préoccupés d'améliorer leur condition matérielle que d'assurer leurs droits d'intervention et de contrôle dans les affaires de la profession. Parmi les vœux émis sur la proposition d'ouvriers, à peine en trouve-t-on quelques-uns qui aient trait aux caisses de retraite, d'assurances, de secours, etc.

Il est vrai qu'une pareille constatation faite pour la Belgique, a moins de portée qu'elle n'en a, faite en France. La loi belge qui accorde la personnalité civile aux syndicats vient seulement d'être votée (le 31 mars 1898) ; jusqu'à ces derniers temps les associations professionnelles n'auraient donc pas eu la possibilité de mettre à exécution des réformes de cet ordre si les Conseils de l'industrie et du travail les avaient étudiées et proposées. Est-ce pour cela que ceux-ci, idéalistes malgré eux, ont dédaigné et de les étudier et de les proposer ? Nous pourrions le croire si les syndicats français aptes à posséder depuis 1884, ne nous donnaient le même spectacle. En réalité, nous l'avons dit déjà, si les ouvriers, en France comme en Belgique, se préoccupent de leur situation sociale beaucoup plus que de leur situation matérielle, c'est que de celle-là ils souffrent plus que de celle-ci ; nous en avons conclu que c'est à celle-là par conséquent au moins autant qu'à celle-ci qu'il faut s'attacher à porter remède.

CHAPITRE VIII

ROLE CONSULTATIF DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Toutes les décisions et tous les vœux que nous avons cités jusqu'ici émanent de la libre initiative des Conseils, soit que ceux-ci aient d'eux-mêmes sollicité l'autorisation de se réunir pour les discuter, soit que, plus souvent, ils les aient formulés dans les réunions ordonnées par la loi.

Ce sont peut-être, à cause de cela, les plus intéressants, ceux qui, tout à l'heure, nous permettront le mieux de juger la valeur de l'institution et quelle sorte d'influence exerceraient les Conseils de l'industrie et du travail si leurs pouvoirs se trouvaient un jour ou l'autre étendus. Mais cette intervention, à côté du patron, dans la législation intérieure du métier, n'est qu'une partie du rôle légitime de l'ouvrier.

Il faut que l'ouvrier intervienne aussi dans la confection des lois d'ordre général, pour peu qu'elles intéressent de près ou de loin la profession à laquelle il appartient.

Le législateur belge l'a compris et il nous faut examiner maintenant quelles interventions des Conseils de l'industrie et du travail le pouvoir central a provoquées en Belgique au point de vue qui nous occupe.

Ce sera étudier du même coup les moyens que peut prendre un gouvernement pour étendre la compétence et l'autorité des organes professionnels, sans aller jusqu'à remettre entre leurs mains un véritable pouvoir législatif.

*
* *

La loi belge a récemment introduit dans les Conseils communaux les représentants des corps de métier (1).

Par contre, elle ne leur donne place ni dans le Parlement, ni dans le Sénat. Mais est-ce à dire que les associations professionnelles n'ont aucune part à la confection

(1) *Loi du 14 avril 1895.*

Art. 4. — Le conseil communal est composé, indépendamment du nombre de membres indiqué à l'article 4 de la loi communale de 1836, de quatre conseillers dans les communes de 20.000 à 70.000 habitants, de huit conseillers dans les communes de 70.000 habitants et au-dessus, élus directement, au simple vote, par les citoyens qui, inscrits sur les listes des électeurs communaux, réunissent les conditions requises pour les élections aux Conseils de l'industrie et du travail.

Ces conseillers sont nommés, moitié par les électeurs ouvriers, moitié par les électeurs chefs d'industrie.

Loi du 17 septembre 1895.

Art. 52. — La réunion ordinaire des électeurs, dans les communes de 20.000 habitants et au-dessus, à l'effet de pourvoir au remplacement intégral des conseillers communaux supplémentaires, a lieu de plein droit tous les huit ans, le quatrième dimanche d'octobre.

L'assemblée des électeurs peut aussi être convoquée extraordinairement, en vertu d'une décision du conseil communal ou d'un arrêté royal, à l'effet de pourvoir aux places vacantes. Elle a toujours lieu un dimanche.

Art. 54. — Les électeurs chefs d'industrie et les électeurs ouvriers forment deux corps électoraux distincts. Ils ne peuvent être réunis dans le même local. Les opérations relatives aux deux élections sont entièrement séparées.

des lois ? Non certes. Le roi, dit l'article 11, « peut réunir le Conseil de l'industrie et du travail de la circonscription en assemblée plénière pour donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail et qu'il jugerait utile de lui soumettre ».

En fait, voici comment les choses se passent :

Lorsqu'une réforme s'impose à l'opinion publique et à l'attention du gouvernement, celui-ci envoie à toutes les sections de tous les Conseils de l'industrie et du travail, un questionnaire très précis et très détaillé en les invitant à donner leur avis sur chaque question conformément à l'article 11.

Ce n'est pas tout ; ces questionnaires et les réponses qui y ont été faites sont soumises au Conseil supérieur du travail et celui-ci est chargé de rédiger un avant-projet de loi qui, remis au gouvernement, se transforme en un projet définitif soumis au vote des Chambres.

Par ce système, on le voit, la loi avant d'être proposée aux délibérations des Chambres législatives, est rédigée par un véritable Parlement du travail. « Rédigée », disons-nous, il faut maintenir le mot car, en fait, députés et sénateurs n'ont guère modifié les projets du Conseil supérieur du travail. Ce que nous rangeons ici sous le titre « Rôle consultatif » mériterait presque de s'appeler « Rôle législatif ». Quant au Conseil supérieur du travail lui-même, il a eu vis-à-vis des Conseils de l'industrie et du travail moins de scrupules que les Chambres n'en ont eus vis-à-vis de lui, mais on va voir que cependant il n'a mo-

diffié profondément leurs avis sur aucun des points qui avaient réuni une majorité sérieuse.

*
* *

Le 7 mars 1894, un arrêté royal invite chacune des sections des Conseils de l'industrie et du travail à délibérer « sur les dispositions à introduire dans une loi concernant les règlements d'ateliers ».

Y a-t-il lieu de déclarer obligatoire la rédaction d'un règlement écrit sur l'ordre de la fabrique ?

A quels établissements industriels y a-t-il lieu d'imposer cette obligation ?

Faut-il imposer l'obligation de préciser dans le règlement les points suivants : durée du travail, heures de repos, emploi des femmes, organisation des équipes, mode de calcul du salaire, amendes, prescriptions spéciales en vue de l'hygiène, de la sécurité et de la moralité, etc., etc...

Y a-t-il lieu d'inscrire dans la loi elle-même certaines dispositions auxquelles le règlement ne puisse pas déroger ? Si oui, faut-il inscrire un délai minimum de congé ? Quel délai ? les cas où l'engagement peut être rompu sans préavis ? Lesquels ? un maximum pour les amendes ? Lequel ? etc...

Y a-t-il lieu d'imposer la publicité du règlement écrit ? à quels endroits ? Faut-il imposer la remise à chaque ouvrier d'un exemplaire du règlement ? Faut-il prescrire que cet exemplaire ne pourra pas lui être retiré, même en cas de départ de l'usine ?

Faut-il soumettre le règlement à une autorité publique? Laquelle? A quel titre? Visa? Approbation? force obligatoire?

Faut-il établir un règlement type par industrie et par région? Si oui, comment y parvenir?

Telles étaient les principales questions posées aux sections des Conseils de l'industrie et du travail et auxquelles presque toutes répondirent avec le plus grand soin.

Le Conseil supérieur du travail les étudia à son tour (1) et le 18 juillet 1895 M. Nyssens ministre de l'industrie et du travail, déposa un projet de loi sur les règlements d'atelier, qui devint après de longs débats parlementaires la loi du 25 juin 1896 (2).

Voici les principales dispositions de cette loi. Toutes sans exception avaient été formulées dans les réponses d'un plus ou moins grand nombre de Conseils de l'industrie et du travail et presque toutes avaient été acceptées par le Conseil supérieur du travail.

Tout patron occupant au moins dix ouvriers (3) doit

(1) Conseil supérieur du travail, 2^e session 1893-1894-1895, 3^e partie : règlements d'ateliers (Bruxelles, Weissenbrutz, 1895).

(2) Loi du 25 juin 1896 ; Chambre des représentants, session 1894-1895. Exposé des motifs et projet, *Doc. parl.*, n° 279 ; session 1895-1896 ; Rapport de la section centrale, *Doc. parl.*, n° 82 ; Amendement du Gouvernement, *ibid.*, n° 148. — Discussion et vote, *Ann. parl.*, séances des 27, 31 mars, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30 avril et 5 mai 1896.

Sénat, session 1895-1896. — Rapport de la commission de l'industrie et du travail, *Doc. parl.*, n° 61. — Discussion et vote, *Ann. parl.*, séances des 2, 3, 4, 5, 10, 11 et 12 juin 1896.

(3) La loi peut être étendue par arrêté royal aux entreprises qui

rédiger un règlement intérieur et l'afficher dans ses ateliers. Lorsqu'il rédige ou modifie ce règlement il doit consulter ses ouvriers, sans d'ailleurs être lié par leurs observations.

Ce règlement d'atelier doit indiquer « dans la mesure que comporte la nature de l'entreprise » (art. 2) :

1° Le commencement et la fin de la journée de travail régulière et des intervalles de repos, les jours de chômage réguliers.

2° La manière dont le salaire est déterminé, et notamment si l'ouvrier est rétribué à l'heure, à la journée ou à la tâche ;

3° Lorsque l'ouvrier est rétribué à la tâche, le mode de mesurage et de contrôle du travail effectué.

4° Les époques de paiement des salaires.

« Si les ouvriers ne séjournent dans les locaux de l'entreprise que pour y prendre des matières premières ou y remettre le produit de leur travail, l'indication du 1° ci-dessus est remplacée par celle des jours et heures où les locaux leur sont accessibles. »

En outre (art. 3) « là où l'entreprise le comporte » le règlement d'atelier doit encore indiquer :

1° Les droits et les devoirs du personnel de surveillance, le recours ouvert aux ouvriers en cas de plainte ou de difficultés ;

emploient moins de dix ouvriers et elle doit l'être, par ce mode, avant l'an 1900, aux entreprises qui emploient au moins cinq ouvriers (art. 1^{er}).

2° Les fournitures qui sont faites à l'ouvrier à charge d'imputation sur le salaire :

3° Si un préavis de congé est exigé, le délai du congé ainsi que les cas où le contrat peut être rompu sans préavis par l'une ou l'autre des parties ;

4° S'il existe des pénalités ou amendes, la nature des pénalités, le taux des amendes et l'emploi qui en est fait. »

Quant aux amendes, la loi n'autorise que celles qui ne dépassent point le cinquième du salaire journalier de l'ouvrier.

Elles doivent d'ailleurs être notifiées à ceux qui les ont encourues le jour même où elles sont infligées, « ou, en cas d'empêchement, le plus tôt possible ». Elles sont mentionnées dans un état qui contient, en regard du nom des ouvriers punis, la date et le motif de la punition, ainsi que la nature de la pénalité ou le chiffre des amendes.

Cet état doit être ratifié avant la paye par le chef ou par un directeur de l'entreprise. Il doit être montré aux inspecteurs du travail à toute réquisition (art. 4).

*
* *

Dans le même ordre d'idées signalons une consultation toute récente demandée aux Conseils de l'industrie et du travail, voici sur quel sujet :

Aux termes de l'article 7, § 1^{er} de la loi du 16 août 1887 portant réglementation du salaire des ouvriers, modifié par l'article 23 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, il peut être fait des retenues sur le salaire « du chef

d'indemnités pour malfaçon, emploi abusif de matériaux ou détérioration du matériel, matières premières ou produits ». D'après ce texte les patrons ont le droit de récupérer en une seule fois, à la première paye qui se présente, le montant intégral de ces indemnités fixé par l'accord des parties ou par jugement.

En vue d'un projet de loi qu'il compte déposer, le Gouvernement, par arrêté royal du 28 mars 1899 (1), a invité les Conseils de l'industrie et du travail à se réunir du 2 au 10 avril « pour examiner les deux questions suivantes en se plaçant au point de vue de la sauvegarde des droits et des intérêts respectifs du patron et de l'ouvrier ».

1^o Si les parties sont d'accord sur le chiffre de l'indemnité à retenir, convient-il, et dans quelle mesure, de limiter la quotité de la retenue permise lors de chaque paye, de manière, le cas échéant, à échelonner sur plusieurs payes la récupération de l'indemnité ?

2^o Si les parties ne sont pas d'accord, quelles sont éventuellement les mesures de garantie à préconiser pour sauvegarder les droits de chacun jusqu'à décision de la juridiction compétente ?

..

Pas plus pour ses décrets que pour ses projets de loi, le Gouvernement ne dédaigne de consulter les Conseils de l'industrie et du travail.

(1) *Revue du travail*, avril 1899.

Le plus souvent d'ailleurs lorsqu'il s'agit d'arrêtés royaux intéressant de près ou de loin le monde du travail, la consultation des Conseils de l'industrie et du travail est obligatoire.

Plusieurs lois en effet qui ont prescrit ou autorisé en vue de leur application la rédaction d'arrêtés royaux ont prescrit en même temps que « les sections compétentes » seraient appelées à donner leur avis.

C'est un des modes d'activité les plus fréquents des Conseils de l'industrie et du travail.

C'est ainsi que la loi du 16 août 1887 réglementant le paiement des salaires exige que les Conseils de l'industrie et du travail soient consultés par la députation permanente quand celle-ci veut accorder aux patrons l'autorisation de vendre les marchandises à leurs ouvriers moyennant retenue sur les salaires (2).

C'est ainsi encore qu'une proposition de loi sur la réglementation du travail déposée par M. Helleputte (séance du 13 février 1895) et qui n'a pas encore été discutée permet au Roi (art. 4) de fixer un maximum à la journée de travail des ouvriers des deux sexes après avoir pris l'avis :

a) des Conseils de l'industrie et du travail ou des sections de ces Conseils représentant les professions, industries ou métiers en cause ;

b) de la députation permanente du Conseil provincial ;

c) du Conseil supérieur du travail ;

d) du Conseil supérieur d'hygiène publique.

(1) Cf. Morisseaux, *op. cit.*, p. 313 et 317.

*
* *

Mais c'est la loi belge du 13 décembre 1889 sur « le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels » qui donne lieu en ce genre aux interventions les plus fréquentes et les plus intéressantes des Conseils de l'industrie et du travail (1).

Cette loi en effet ne pose que deux principes absolus :

« Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de douze ans » (art. 2). « Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement » (art. 5).

Pour tout le reste, le législateur, directement ou indirectement, laisse plein pouvoir au Roi — *directement* : lorsqu'il édicte, par exemple que « dans le délai de 3 ans, le Roi réglera la durée du travail journalier ainsi que la durée et les conditions du repos, en ce qui concerne les enfants de moins de 16 ans et les filles de moins de 21 ans, le tout d'après la nature du travail et les nécessités des industries » en précisant seulement que la durée de ce travail ne pourra excéder 12 heures par jour, y compris « des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie » (art. 4), — *indirectement* : lorsque le législateur pose en principe l'interdiction du travail de nuit pour les garçons âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans, mais ajoute que « le Roi pourra

(1) Cf. les procès-verbaux du Conseil supérieur du travail (1^{re} session 1892).

autoriser ce travail de nuit pour des travaux qui à raison de leur nature ne peuvent être interrompus ou retardés... » (art. 5) ; ou lorsque, encore, après avoir proclamé le principe du repos hebdomadaire, il permet au Roi d'y apporter des exceptions analogues (art. 7).

C'est donc en somme un pouvoir absolu que la loi dans la plupart des cas laisse au Gouvernement.

Mais celui-ci ne pourra l'exercer, dit l'article 8, qu'après avoir pris l'avis :

- 1° *Des Conseils de l'industrie et du travail ou des sections* représentant les industries en cause ;
- 2° De la députation permanente du Conseil provincial ;
- 3° Du Conseil supérieur d'hygiène publique ou d'un comité technique.

Nous citerons seulement la dernière en date des très nombreuses interventions des Conseils de l'industrie et du travail provoquées par cette loi.

Le 8 février 1899, toutes les sections représentant les industries chimiques ont été convoquées pour répondre aux questions suivantes :

- 1° Quelles sont les règles auxquelles il y a lieu de soumettre le travail des femmes, des enfants et des adolescents employés dans la fabrication du carton proprement dit ?

Spécialement convient-il, à raison de la similitude des travaux exécutés dans les deux industries, d'étendre à cette fabrication les règles établies par l'arrêté royal du 26 dé-

cembre 1892 pour la fabrication du papier proprement dit ?

2° Y a-t-il lieu, en vue d'une plus grande précision, de remplacer l'expression « fabrication du papier proprement dit » employée dans l'arrêté du 26 décembre 1892 précité, par l'énumération ci-après des opérations qui constituent cette fabrication : cuisson des matières premières, défilage, blanchiment, raffinage des pâtes, confection des feuilles soit à la main, soit à la machine continue ?

Cette énumération est-elle également applicable à la fabrication du carton proprement dit ?

Le résultat de cette consultation n'a pas encore été publié. Il est impossible de savoir ce qu'ont répondu les Conseils de l'Industrie et du Travail, et de comparer leurs réponses avec le texte de l'arrêté royal, mais il en sera cette fois comme les autres fois : pour peu que les avis des Conseils aient présenté quelque unanimité le ministère n'a jamais manqué de s'en inspirer.

*
* *

En somme il ne paraît pas que le Gouvernement belge ait jamais eu à regretter d'avoir demandé aux Conseils de l'industrie et du travail des consultations, et l'utilité de celles-ci semble incontestable pour peu qu'on prenne quelques précautions faciles.

Précautions de forme surtout ! Les Conseils de l'industrie et du travail ont en effet une tendance marquée à répon-

dre aux questions qu'on leur pose par des généralités et des considérations morales. Ils oublient volontiers que c'est en vue d'un texte de loi à rédiger qu'on les interroge.

Leur demande-t-on par exemple : « Faut-il imposer l'obligation de préciser dans les règlements d'atelier les droits et les devoirs du personnel de surveillance ? (1) » Beaucoup répondront : « Les surveillants ne doivent point tenir boutique ni estaminet, » ce qui est parfait, mais ils ajouteront tous : « Les surveillants doivent être polis... ils doivent être convenables avec les ouvriers... ils doivent parler la langue de la région où la fabrique est située », autant de dispositions assurément peu législatives.

Ceci sans doute peut présenter une utilité : de révéler aux patrons, en le révélant au public, de quelles blessures secrètes souffre parfois l'âme de leurs ouvriers et de leur montrer, à côté des réformes législatives, combien de puissants remèdes sont en leur pouvoir. Encore faut-il que le Gouvernement trouve lui aussi dans les réponses qui lui parviennent les indications dont il a besoin.

Il suffit pour cela de veiller soigneusement à la précision des termes de la question posée. La direction du travail a pris depuis quelque temps l'habitude de dresser toujours par divisions et subdivisions des questionnaires très détaillés permettant autant que possible de répondre sur chaque point spécial par oui ou par non.

(1) *Conseil supérieur du travail : les règlements d'atelier*, p. 64.

C'est ainsi que lors de l'enquête sur les règlements d'atelier dont nous avons parlé, l'arrêté royal spécifia expressément que les avis ne pourraient être donnés par les sections que sous forme de réponse au questionnaire qui leur serait adressé (art. 3, § 2).

Sauf quelques demandes trop générales encore comme celle que nous venons de citer, ce questionnaire était d'une précision minutieuse. Il ne comprenait pas moins de dix sections subdivisées en une cinquantaine de paragraphes (1).

D'autres précautions encore furent prises : le Directeur de l'industrie en annonçant aux présidents des sections des Conseils de l'industrie et du travail la publication de cet arrêté, les pria de « vouloir bien faire parvenir, dans le plus bref délai, aux membres effectifs et suppléants de leur collège » : 1° un exemplaire du questionnaire, afin, que chacun pût le « méditer » avant la réunion de la section; 2° un exemplaire d'une notice rédigée au ministère et qui comprenait l'historique du projet de loi sur les règlements d'atelier, les travaux accomplis déjà par la commission spéciale du Conseil supérieur du travail; 3° le texte des

(1) En voici un seul exemple :

« Faut-il imposer l'obligation de préciser dans le règlement au moins certains points déterminés, sans préjudice du contenu facultatif ? En cas d'affirmative, faut-il imposer l'obligation de préciser les points suivants :

1° L'indication des jours de travail, leur durée, le commencement et la fin de la journée, ceux des pauses ?

2° L'emploi des femmes et des jeunes ouvriers ?... (Cf. la publication du Conseil supérieur du travail, pages IV et V).

lois étrangères concernant les règlements d'atelier (loi suisse du 23 mars 1877 ; loi autrichienne du 8 mars 1885 ; loi allemande du 1^{er} juin 1891).

*
* *

Ce luxe de détails est utile d'ailleurs à un autre point de vue. Grâce à eux, les consultations demandées aux Conseils de l'industrie et du travail ne sont et ne peuvent être que des enquêtes rigoureusement professionnelles et, pour le Gouvernement, des moyens d'information purement documentaires. C'est sur ce terrain qu'on entend prudemment se maintenir, surtout depuis la conquête par les socialistes d'une bonne partie des Conseils de l'industrie et du travail.

Il n'en fut pas ainsi dès l'origine : le Gouvernement posait aux Conseils de l'industrie et du travail une seule question rédigée en formule générale ; on voit, par exemple, la députation permanente du Brabant convoquer pour le 31 mars 1894, la 12^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Bruxelles « à l'effet d'examiner la situation de l'industrie du tabac sous le régime des droits d'accise et de douane actuels et l'intérêt que présente pour cette industrie la dénonciation de traités de commerce » (1).

La section répondit en demandant « la réduction des droits actuels sur les tabacs non fabriqués ; elle réclame une exacte proportionnalité entre les droits sur les tabacs

(1) *Salaires et budgets ouvriers en Belgique*, p. 353.

fabriqués et ceux sur les tabacs non fabriqués ; elle demande que l'institution du drawbach qui n'existe que pour les cigares soit établie sur des bases plus larges que celles existant aujourd'hui. »

A une demande savante c'était une savante réponse, mais on estime aujourd'hui non sans quelque raison, que des questions aussi générales provoqueraient de la part de quelques Conseils des réponses de principe que leurs auteurs eux-mêmes à défaut du ministère ne manqueraient pas de publier et qui créeraient ainsi dans le pays une agitation dangereuse au profit du parti qui les aurait inspirées — sans parler de l'opposition violente qu'elles dénonceraient parfois entre les vues du Gouvernement et les tendances de la masse socialiste. On évite donc ces questions-là.

*
* *

Le Gouvernement a déposé en 1896 un projet de loi sur le « contrat de travail » qui était depuis cinq ans à l'étude (1).

Les dispositions de ce projet peuvent se grouper comme suit :

(1) Le 24 janvier 1891 le Ministre de la justice chargeait une commission de préparer, sous la présidence d'un conseiller à la Cour de cassation, un avant-projet de loi sur « les effets du contrat de louage des ouvriers et des domestiques ».

Le 7 novembre 1895, le Ministre du travail demandait au Conseil supérieur une étude analogue. Une commission spéciale était nommée et le 24 février 1896, M. Prins, président et rapporteur de cette commission, déposait à la fois son rapport et un avant-projet de loi sur « le contrat du travail ».

a) Définition, formes et preuves du contrat (ch. 1^{er}).

b) Durée du contrat, rupture irrégulière, congé sans préavis (chap. 2 et 3).

c) Droits et obligations des parties, responsabilité des parties en cas d'accident; cession des obligations (chap. 4, 5 et 6).

d) Salaires (chap. 7).

e) Prescriptions et fin du contrat (chap. 8 et 9).

C'est donc une législation complète du travail qui va être soumise aux Chambres. Rien ne peut intéresser davantage le monde ouvrier et le monde patronal.

Pourtant si le Conseil supérieur du travail a été consulté (1), les Conseils d'industrie et du travail ne l'ont pas été et nous savons de très bonne source qu'ils ne le seront pas. Pourquoi? parce que, dit-on en haut lieu, « ces consultations ne sont utiles que quand elles portent sur des faits précis et bien déterminés; quelle compétence, d'ailleurs, peuvent avoir les Conseils de l'industrie et du travail pour régler la nature et les effets juridiques du contrat de travail? »

L'objection tirée de la nécessité d'être précis quand on interroge les Conseils de l'industrie et du travail ne paraît pas bien sérieuse.

Il n'est assurément aucun article de loi qui ne puisse être traduit sous la forme interrogative en une ou plusieurs propositions très claires.

(1) Conseil supérieur de travail, 3^e session (Bruxelles, Weissenbrück), 1896.

Pour le surplus je comprends en effet qu'on hésite à consulter les Conseils de l'industrie et du travail sur des principes ou sur des formules de droit pur : « Art. 2 du projet : Le contrat de travail est parfait par le seul consentement... La preuve par témoin est admise quelle que soit la valeur du litige. » « Art. 23 : Les faits dommageables dus à la faute lourde de l'ouvrier ne donnent ouverture à aucune réparation. » Nous admettons qu'on prétende à la rigueur, que dans le fond comme dans la forme, de tels articles échappent à la compétence des Conseils de l'industrie et du travail, mais tout le reste ! tout ce qui touche aux droits et aux devoirs réciproques des ouvriers au cours du travail, tout ce qui a trait aux modes d'exécution et aux cas de résiliation du contrat ! Pense-t-on que là-dessus les Conseils de l'industrie et du travail n'auraient pu fournir aucune observation utile ?

Non certes, et nous persistons à regretter très vivement que le Gouvernement ait laissé échapper cette occasion de mêler la représentation professionnelle à la vie économique et législative du pays.

Nous le regrettons d'autant plus que le Conseil supérieur dans son avant-projet sur le contrat de travail a posé et résolu incidemment d'autres questions très importantes, celle en particulier des accidents de travail :

« Les accidents de cause inconnue ou inhérente au risque professionnel ou occasionnés par la faute légère de l'une des parties donnent lieu à une réparation partielle dont une loi spéciale règlera les conditions. »

Il en est résulté que cette « loi spéciale » sur les accidents a été considérée comme un corollaire de la loi sur le contrat du travail, et préparée suivant la même procédure, c'est-à-dire par le Conseil supérieur seul sans intervention des Conseils de l'industrie et du travail (1).

(1) Conseil supérieur du travail, 4^e session. Bruxelles, Weissenbruck, 1897.

CHAPITRE IX

CONNEXITÉ DES TROIS RÔLES REPRÉSENTATIF, CONSULTATIF ET CONCILIATEUR DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DANS LES BRIQUETERIES (1892-1893), LA GRÈVE DES BRIQUETIERS (1894) ET LES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL).

Arrivés à ce point de notre étude et avant de passer à l'examen du rôle administratif — dernière face et relativement secondaire de l'activité des Conseils de l'industrie et du travail — nous croyons intéressant, pour bien faire saisir sur le vif le fonctionnement de ces Conseils au triple point de vue que nous avons jusqu'à présent examiné, de raconter en détail une affaire dans laquelle ils sont intervenus à la fois *à titre représentatif*, pour demander une réglementation du travail des femmes et des enfants dans une industrie déterminée ; *à titre consultatif*, pour indiquer au Gouvernement, par le canal du Conseil supérieur du travail les bases de cette réglementation ; *comme conseil de conciliation* enfin pour essayer de mettre fin à une grève que cette réglementation avait provoquée.

*
* *

Conformément aux vœux émis par plusieurs Conseils

de l'industrie et du travail, le Gouvernement entreprit à la fin de 1891 de réglementer « les conditions du travail des enfants dans les briqueteries et tuileries (1) ». En exécution de la loi du 13 décembre 1889, il commença par demander leur avis aux sections compétentes. C'étaient les sections des carrières ou des mines des Conseils de l'industrie et du travail de Jodoigne, Quenast, Haine-Saint-Pierre, Havré, Houdeng-Aimeries, La Louvière, Maffle, Morlanwelz, Soignies, Tournai, Chênée, Huy, Jemeppe-sur-Meuse, Liège, Seraing, Aveloïs, Dinant.

Ces sections se réunirent le 15 mars 1892 et chacune transmit son avis au ministère qui le communiqua au Conseil supérieur du travail. Là, ces avis firent l'objet d'un examen et d'un rapport approfondis. Puis le Conseil, sous la forme d'un avant-projet, formula ses propositions, lesquelles d'ailleurs, sur le point principal (durée des heures de travail), étaient plus rigoureuses pour les patrons que les avis des Conseils de l'industrie et du travail. Enfin cet avant-projet fut examiné par les députations permanentes des Conseils provinciaux, après quoi seulement il devint arrêté royal.

Cet arrêté disposait que : « la durée du travail effectif

(1) Vers la même époque d'ailleurs le gouvernement réglementa le travail des femmes et des enfants dans toutes les industries. Cette réglementation fut proposée par le Conseil supérieur du travail (1^{re} session, 1892) sur les consultations fournies par les Conseils de l'industrie et du travail, en exécution de la loi du 13 décembre 1889 (Cf. plus haut, chapitre VIII, p. 143).

des enfants de 12 à 14 ans et des filles de 14 à 16 ans ne peut dépasser huit heures par jour pendant toute l'année » (article 2).

« Ces huit heures devront être divisées par des repos d'une durée totale d'une heure au moins (article 4) (1).

« Pour les garçons âgés de plus de 15 et de moins de 16 ans, et pour les filles et femmes âgées de plus de 16 et de moins de 21 ans, la durée du travail effectif ne peut dépasser douze heures par jour du 1^{er} avril au 30 septembre, et huit heures par jour du 1^{er} octobre au 31 mars » (art. 3).

« Du 1^{er} avril au 30 septembre : au moins trois repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie et le repos du milieu du jour ne sera pas inférieur à 1 heure. Du 1^{er} octobre au 31 mars, les heures de travail doivent être divisées par des repos d'une durée totale d'une heure au moins » (art. 4).

En somme il y avait là peut-être une réglementation trop sévère étant donnée, comme nous allons le voir, la nature spéciale de l'industrie en cause.

*
* *

Nous avons vu avec quel soin l'arrêté avait été préparé. Il faut noter en outre qu'au cours de cette longue procédure de dix mois, les observations des chefs d'industrie et des ouvriers avaient pu se produire librement (art. 8,

(1) *Moniteur*, 14 janvier 1893.

loi du 13 décembre 1889). Pourtant, malgré toutes ces précautions et ces longs travaux préparatoires, l'arrêté était à peine publié qu'il soulevait de nombreuses protestations.

Les patrons adressaient aux Chambres pétitions sur pétitions tout en laissant inappliqué l'arrêté du 26 décembre malgré les procès-verbaux des inspecteurs du travail.

Les patrons, paraît-il, avaient eu le tort de passer leurs contrats au début de l'année 1893 sans tenir compte des modifications qui venaient d'être apportées aux conditions du travail et des frais plus considérables qui en résulteraient pour eux. Chacun, pour faire concurrence au voisin, ayant maintenu ses tarifs de vente, chacun voulut maintenir aussi ses conditions de travail.

Une grève importante éclata au début de l'année 1894 parmi les ouvriers des briqueteries de Boom (province d'Anvers) et des communes environnantes :

GRIEFS DES OUVRIERS.

1° Les patrons n'ont pas exécuté l'arrêté royal de 1892 en ce qui concerne les heures de travail ;

2° Ils ont violé la loi de 1889 en employant des enfants de 8 et de 10 ans à un travail de 16 heures ;

3° Les salaires sont insuffisants. En effet « le meilleur ouvrier ne fabrique au maximum que 70 *schips* au cours d'une saison, ce qui représente un salaire de 500 francs environ. Ajoutez un salaire de 1 franc par jour en hiver

pendant 166 jours, Au total moins de 700 francs par an (1) ».

RÉPONSE DES PATRONS.

1^o Sur l'abaissement des salaires.

Il y a vingt ans la brique et les tuiles de Boom avaient une réputation européenne (p. 57). Aujourd'hui les droits d'entrée français (4 fr. les 1000 kilogs) ont fait perdre toute la clientèle le long de la frontière. Par contre, les produits français se sont infiltrés peu à peu en Belgique. Enfin, les briquetiers de Boom ont perdu un autre important débouché : Hambourg. De là, fatalement, l'abaissement graduel des salaires jusqu'au taux infime où ils sont descendus.

(1) Déposition de M. Snœck (Conseil supérieur du travail, 2^e session, p. 63).

Ces chiffres sont d'ailleurs confirmés par d'autres dépositions. « D'après les renseignements recueillis sur place à Rumpst, le salaire annuel est de 360 à 600 francs seulement » (M. Seffers, *ibid.*, p. 65).

« Pour que l'ouvrier adulte gagne 3 fr. 50 par jour il faut que sa journée soit de 16 heures de travail » (*ibid.*, p. 36).

Voici au surplus le détail des salaires à cette époque : Le travail est effectué par des équipes de 7 membres : 5 adultes et 2 enfants. L'unité de production est le *ship* qui équivaut suivant les localités à 12.500 ou 13.000 briques.

1 mouleur (<i>Steenmaker</i>) ouvrier principal reçoit par <i>ship</i> ,	
7 à	7.50
1 ouvrier qui pétrit la terre (<i>aadewerker</i>).	4.75
1 <i>gammer</i> , retourne la brique et la fait sécher	3.00
1 <i>aardeopzetter</i> , prépare la terre glaise à l'établi, immédiatement avant le moulage.	1.50
1 <i>aardelader</i> amène la terre près du mouleur.	1.50
2 <i>afdragers</i> , enlèvent la brique de la table du moulage et la déposent à quelques pas sur le sol, chacun	1.80

On ne peut produire dans les conditions actuelles que 5 *ships* par quinzaine, c'est-à-dire par douze jours de travail.

2° *Sur le travail des enfants.*

Il est impossible que les enfants travaillent moins longtemps, puisqu'il est impossible de faire des doubles équipes d'*afdragers*. L'enquête faite pendant la grève a prouvé en effet que le nombre des enfants de 12 à 14 ans dans les régions dont il est question était insuffisant.

A Boon, par exemple, il y avait en mars 1894, 285 garçons et 276 jeunes filles de 12 à 14 ans, appartenant à des familles d'ouvriers briquetiers, soit en tout 561. Parmi ces enfants, quelques-uns fréquentent régulièrement l'école jusqu'à l'âge de 14 ans, leurs parents jouissant d'une certaine aisance. D'autre part, il y a dans les diverses fabriques 230 équipes d'ouvriers, nécessitant actuellement 460 *afdragers*. En doublant le nombre de ceux-ci il faudrait 920 enfants. Où les trouver ?

En conséquence, les patrons demandent que les heures de travail soient ainsi fixées pour les enfants, pendant les mois d'été, les seuls où l'industrie fonctionne : de 5 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir, avec intervalle de 7 heures $\frac{1}{2}$ à 8 heures $\frac{1}{4}$ du matin ; de midi à 1 heure $\frac{1}{2}$; de 4 heures à 4 heures $\frac{1}{4}$ du soir (p. 29).

Le travail n'exige d'ailleurs aucun effort de la part des enfants ; il consiste seulement à enlever et à porter à une petite distance une brique à la fois, et même « cet exercice contribue au développement des enfants et exerce une influence salutaire sur leur santé » (1) (p. 31).

(1) Il est vrai que sur ce point bien des contradictions se sont élevées. M. Denis apporte au Conseil supérieur du travail (séance

Il faut tenir compte enfin de ce que le travail demandé aux enfants « est effectué en plein air sous la surveillance des parents et de ce qu'il ne dure que pendant les mois d'été ».

*
* *

En présence de cette situation qui paraissait sans issue les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail furent convoquées à nouveau et nous allons trouver dans leurs délibérations une grande preuve de sens pratique et un grand désir d'apaisement.

Plusieurs font remarquer tout d'abord que le Conseil supérieur du travail dans l'avant-projet qu'il a rédigé et que l'arrêté royal a textuellement reproduit a édicté une réglementation beaucoup plus sévère que celle que le rapporteur avait proposée d'après les indications des Conseils de l'industrie et du travail.

Ceux-ci n'ont donc aucune raison de refuser d'apporter un adoucissement à la rigueur de l'arrêté.

Le Conseil de l'industrie et du travail de *Haine St-Pierre* est d'avis que « douze heures de travail effectif avec trois heures de repos interposées, soit quinze heures de pré-

du 24 avril 1894, page 39) des calculs d'où il résulte que « les petits *afdraggers* transportent en deux jours de 12.500 à 13.000 briques soit plus de 6000 briques par jour, soit plus de 3000 briques par enfant. La brique pèse 1 1/2 kilogramme : il s'agit donc de transporter 4500 kilogrammes à une certaine distance. Cette distance est en moyenne de 3 mètres : l'enfant fait chaque jour un travail de plus de 18 kilomètres sans compter le fardeau ».

sence au travail, du 1^{er} avril au 31 juillet, pour les enfants à partir de douze ans » constitue « une répartition rationnelle et non excessive du travail » et pour en arriver à cette conclusion « il tient compte de l'opinion exprimée spécialement par le secrétaire (ouvrier) de la section, lequel a pu voir personnellement le travail des briqueteries, à Boom et aux environs, et l'explique à la section. »

Quant au Conseil de l'industrie et du travail de *Havré*, il pense (18 mars 1894) que « toute restriction dans la durée du travail des enfants et des femmes aurait pour conséquence une restriction correspondante du travail et par suite du salaire des adultes, et serait de nature à éloigner les ouvriers de la pratique de cette industrie ».

Le Conseil de l'industrie et du travail de *Jemeppe*, à l'unanimité, admet les 12 heures de travail même pour les enfants (garçons à 12 ans, filles à 14 ans) pendant les quatre mois d'été (1^{er} avril au 31 juillet) mais à six conditions :

1° Les douze heures de travail seront interrompues par des repos d'une durée totale de trois heures dont une heure et demie au moins à midi.

2° Le travail des enfants se fera toujours en plein air.

3° Il ne consistera qu'à étaler sur le chantier des briques fraîchement moulées du poids de 1 1/2 kilog.

4° Les enfants pourront se reposer pendant les interruptions du travail de moulage des briques.

5° Les enfants ne pourront être employés que sous la direction ou la surveillance de leurs parents.

6° Cette autorisation royale ne sera pas accordée lorsque la fabrication des briques se fera au moyen d'engins mécaniques présentant du danger.

Le Conseil de l'industrie et du travail de *Seraing*, par suite d'une entente évidente, reproduit textuellement la même réponse que le précédent.

Enfin le Conseil de l'industrie et du travail de *Liège* indique incidemment que « les fabricants de briques ne sont pas à proprement parler les véritables patrons. Au début de la saison ils remettent à des sous-traitants, qui deviennent les véritables entrepreneurs, le travail à la tâche ». Il pense que c'est là la vraie cause du mal.

Un seul Conseil, celui d'*Arvelois*, déclare à l'unanimité, mais sans en donner aucune raison, qu'« il y a lieu de maintenir intégralement l'arrêté ».

C'est donc l'avis presque unanime des Conseils de l'industrie et du travail que suivit le gouvernement lorsque le 22 septembre 1896 (1) il rendit un arrêté, réformant les arrêtés antérieurs. Ce texte nouveau disposait que « dans les briqueteries... la durée du travail effectif des enfants

(1) *Revue du travail*, octobre 1896, p. 1010.

de moins de 16 ans et des filles et femmes de 21 ans ne peut dépasser 12 heures par jour » (art. 2), que les heures de travail seront divisées en trois repos d'une durée totale d'au moins une heure et demie quand la durée du travail effectif dépassera huit heures ; en un ou plusieurs repos d'une durée totale d'une heure au moins, quand la durée de travail effectif variera de six à huit heures (art. 3).

L'article 4^{er} indiquait d'ailleurs que ces dispositions n'étaient applicables qu'aux exploitations « où le moulage d'objets en terre ordinaire s'effectue sans le concours d'une force élémentaire ».

CHAPITRE X

ROLE ADMINISTRATIF DES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL.

Nommées directement dans chaque région par les patrons et les ouvriers les sections des Conseils de l'industrie et du travail ont une incontestable autorité pour parler au nom de la profession qu'elles représentent. Que le Gouvernement par conséquent se soit adressé à elles pour faire des enquêtes, publier des statistiques, recueillir des renseignements, rien de plus naturel.

A vrai dire la loi de 1887 ne prévoit pas de façon formelle le rôle administratif des Conseils de l'industrie et du travail. Mais elle n'en éloigne pas non plus l'idée.

« Le Conseil de l'industrie et du travail a pour mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et, au besoin, d'aplanir les différends qui peuvent naître entre eux » (art. 1^{er}, § 2).

« Le Roi peut réunir le Conseil de la circonscription en Assemblée plénière, pour donner son avis *sur des questions* ou des projets *d'intérêt général* relatifs à l'industrie ou au travail et qu'il jugerait utile de lui soumettre » (art. 2).

Les travaux préparatoires éclairent, d'ailleurs, l'impré-

cision voulue de cette formule (1). Il résulte de ces documents que la loi, en somme, a entendu confier aux Conseils de l'industrie et du travail le rôle administratif dont nous parlons, mais qu'elle a cru bon de laisser au Gouvernement le droit de fixer en détail, suivant les circonstances, les conditions dans lesquelles il s'exercerait.

Comment le Gouvernement a-t-il usé de ce droit ? Qu'a-t-il demandé aux Conseils de l'industrie et du travail comme renseignements, enquêtes... etc... ?

I. — *Rédaction de règlements d'ateliers types.*

La loi du 25 juin 1896 dont nous avons parlé, après avoir édicté pour les patrons l'obligation de rédiger des règlements d'atelier, donne mission aux sections des Conseils de l'industrie et du travail de « rédiger en s'inspirant de l'usage des lieux des règlements types », lesquels « faciliteront aux intéressés la rédaction de règlement d'atelier conforme à la loi » (art. 6).

En conséquence, le 1^{er} septembre 1896 un arrêté royal convoqua toutes les sections de tous les Conseils de l'industrie et du travail.

Combien répondirent à la convocation ? Nous ne le savons pas exactement, mais ce qui est certain c'est que *cent vingt-neuf* sections ont rédigé le règlement-type demandé.

(1) Cf. en particulier le discours de M. Frère-Orban (26 juillet 1887).

Elles se répartissent comme suit d'après la nature des industries.

Industries chimiques	3 sections
Industries d'art.	11 —
Industrie du vêtement	4 —
Industrie du bâtiment.	6 —
Industrie du mobilier et industrie acces-	
soire du bâtiment	10 —
Industrie métallurgique.	6 —
Industries alimentaires	16 —
Industrie de la petite construction méca-	
nique	12 —
Industries accessoires du vêtement	8 —
Industrie des mines et industries connexes.	18 —
Industrie des carrières et industrie des	
transports	8 —
Filaison du coton, du lin, du chanvre et du	
jute.	7 —
Tissage du lin, du coton, du chanvre et du	
jute	9 —
Industrie verrière et céramique	6 —

Plusieurs de ces sections d'ailleurs ont élaboré des règlements différents pour chaque catégorie d'ouvriers.

C'est ainsi que la 11^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Liège (armurerie) distingue :

a) Le règlement du personnel ouvrier travaillant à la fabrique ;

b) Le règlement du personnel ouvrier travaillant au dehors ;

c) Le règlement des industries connexes de la fabrication des armes.

La 13^e section de Liège (industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment) rédige cinq règlements :

a) Mobilier ;

b) Peinture en bâtiment ;

c) Marbrerie ;

d) Peinture en équipage ;

e) Fabrication de brosses, pinceaux, etc.

C'est donc au total, non pas 129 règlements qui ont été rédigés, mais, à notre connaissance, 129 sections qui ont rédigé des règlements.

Aucune statistique officielle n'ayant été publiée, nous ne pouvons d'ailleurs garantir l'exactitude de ce chiffre et nous ne le donnons que comme un minimum.

Quant aux autres sections, ou bien elles ne sont pas réunies, ou bien leurs délibérations n'ont pas abouti faute d'accord entre patrons et ouvriers.

En publiant ces règlements types, le ministère de l'industrie et du travail a cru devoir rappeler qu'il ne garantissait nullement qu'ils fussent de tous points conformes à la loi.

Ils ne constituent donc pas une interprétation officielle de celle-ci ; ils ont seulement l'autorité qui s'attache à la qualité et à la compétence de leurs rédacteurs.

Les Conseils des prud'hommes s'en inspirent pour l'appréciation des usages professionnels. Les patrons eux-mêmes y trouvent un modèle pour la rédaction des règlements intérieurs qu'ils sont obligés de soumettre à leurs ouvriers.

Nous avons dit plus haut sur quel plan les règlements-types étaient rédigés et à quelles questions diverses ils répondaient (cf. chapitre VIII). Nous n'y revenons pas.

II. — *Fixation du minimum des salaires.*

Nous avons déjà dit qu'en matière de minimum de salaires dans les adjudications publiques, l'initiative des administrations avait devancé le vote de la loi.

Pour déterminer ce minimum de salaires, l'auteur de la proposition que la Chambre n'a pas votée, M. Verhaeghen (1), avait conseillé de recourir « au Conseil de l'industrie et du travail de la localité où s'exécute l'entreprise » (2). C'est aussi aux Conseils de l'industrie et du travail qu'ont recouru une grande partie des provinces et des communes qui depuis cinq ou six ans ont inséré dans les cahiers des charges de leurs entreprises la clause tant contestée (3).

(1) M. Verhaeghen est l'un des chefs du parti des démocrates chrétiens. Un premier projet fut présenté par lui au Conseil supérieur du travail le 7 novembre 1892 (2^e session, 1^{re} partie, Bruxelles, Weissembruch, 1894).

Cf. aussi : le minimum de salaires dans les adjudications publiques « par M. Verhaeghen, Gand « Het-Volk », 1893.

(2) Il laissait aussi à ce même Conseil de l'industrie et du travail le soin de demander, et lui seul, l'application du minimum de salaire quand il le jugerait à propos pour tel métier et telle adjudication.

(3) Contestée surtout en France. En Angleterre au contraire,

Dès septembre 1893, le Conseil provincial de la Flandre orientale donne, le premier, l'exemple: à propos d'une grande adjudication de travaux publics il impose à l'entrepreneur « de payer le salaire fixé par le Conseil de l'industrie et du travail ».

En conséquence la section compétente (7^e) se réunit le 1^{er} octobre et procède *sans difficulté* à la fixation de ce minimum de salaire. Avant de se dissoudre, elle émet le vœu de voir « supprimer les sous-traitants dans les entreprises de travaux publics ».

L'exemple est bientôt suivi, un peu partout. Le minimum de salaire en vue d'adjudications de travaux publics est déterminé par les sections intéressées des Conseils de l'industrie et du travail :

- A Seraing, le 31 mars 1895 ;
- à Chênée, le 14 avril 1895 ;
- à Verviers, le 21 avril 1895 ;
- à Herstal, le 14, le 21 et le 28 avril 1895 ;
- à Jemeppe, le 28 avril 1895 ;
- à Sprimont, le 26 mai 1895 ;

comme en Belgique, « il n'est pas rare de voir les autorités publiques mettre dans leurs contrats de livraison la condition que l'entrepreneur paie les salaires fixés par les *trade-unions*. Il en est de même de la clause de huit heures qui se trouve déjà en assez grand nombre dans les contrats, surtout dans ceux que passent les autorités scolaires qui sont d'importants patrons. »

Sur ce point c'est le Conseil du comité de Londres qui a pris les devants ; depuis plusieurs années déjà il ne concède aucun travail qu'aux prix fixés par les syndicats et impose aux ouvriers qu'il occupe directement ou indirectement la journée de huit heures (Cf. Luio Brentano, *Revue d'économie politique*, 1890, 1891, p. 405).

à Louvain, le 6 janvier 1895;

à Liège, le 31 mars, le 7 et le 21 avril 1895, le 21 juin et le 27 septembre 1896.

Parfois les patrons et les ouvriers membres de la section ne parviennent pas à s'entendre. En décembre 1897, par exemple, la 14^e section du Conseil de l'industrie et du travail de Gand est convoquée pour fixer le minimum de salaire à payer aux diverses catégories d'ouvriers de l'industrie du livre, dans les adjudications de la ville. La plupart des chiffres minima sont fixés à l'unanimité, mais pour certaines spécialités les patrons proposent 25 centimes l'heure, les ouvriers 35 centimes, ou les patrons 37 cent. 1/2 et les ouvriers 40 centimes.

Autre exemple : la 2^e section (carrières de pavés) du Conseil de l'industrie et du travail de Sprimont (province de Liège) convoquée non plus par la ville mais par la Province, fixe à l'unanimité le minimum de salaire pour trois catégories d'ouvriers (sur 4). Pour la 4^e, patron et ouvriers ne parviennent pas à se mettre d'accord.

On pourrait citer d'autres cas analogues mais qu'importe ? Ce n'ont été que des exceptions. D'ailleurs l'administration communale ou provinciale n'est-elle pas là pour trancher le différend et décider souverainement quel sera le minimum de salaire ?

De même quand l'entreprise intéresse plusieurs régions, partant plusieurs Conseils de l'industrie et du travail — ou plusieurs industries, partant plusieurs sections d'un

même Conseil de l'industrie et du travail — et qu'il y a conflit entre les différentes assemblées consultées.

De même encore — cela s'est vu une fois — quand une section estime qu'il n'y a pas lieu d'appliquer un minimum de salaire (1).

Mais je le repète, ces désaccords sont très rares et l'on peut dire qu'ils n'ont empêché le fonctionnement du minimum de salaire dans aucune des *huit* provinces et des 47 villes où il a été essayé.

III. — *Enquête sur les budgets ouvriers.*

En 1891, des arrêtés royaux (2) convoquent extraordinairement les différentes sections de tous les Conseils de l'industrie et du travail du royaume à l'effet de « fournir au Gouvernement des renseignements sur les salaires, le prix des denrées alimentaires et les budgets ouvriers, en vue de l'étude des questions que soulève la dénonciation des traités de commerce ».

Il y avait alors en Belgique 30 Conseils comprenant ensemble 90 sections, mais treize de celles-ci n'étaient pas constituées (3). Le nombre des sections effectivement consultées se trouvait donc réduit à 77.

(1) A Seraing (31 mars 1895) la section décide à l'unanimité « qu'en ce qui concerne les fournitures par adjudication, de grosses constructions mécaniques, le minimum de salaire est irréalisable ».

(2) 16, 18, 23 avril et 18 mai 1891.

(3) Voici ces 13 sections.

à Châtelet,	Laminoirs.
—	Hauts-fourneaux.

L'enquête fut faite au moyen de formulaires imprimés, envoyés en même temps qu'une notice explicative, à chaque membre de la section.

Sur les 77 sections effectivement constituées, 75 se sont réunies et 71 ont répondu aux questions qui leur étaient adressées (1). Elles ont fait parvenir ensemble au Gouvernement :

123 feuilles de salaires.

129 formulaires concernant les prix des denrées.

188 budgets ouvriers.

« Presque tous les renseignements fournis, dit le rapport officiel, ont été adoptés de commun accord entre les membres chefs d'industrie et les membres ouvriers. » Nous ajouterons que les très rares divergences ne portent pas sur le chiffre des salaires mais sur le prix de certaines denrées alimentaires (2).

à Charleroi,	Charbonnages.
—	Hauts-fourneaux.
—	Laminiers.
à Farcienne,	Glaces et produits chimiques.
—	Industrie métallurgique.
à Ransart,	Industrie du verre.
à Fraipont,	Carrières et charbonnages.
—	Industrie lainière.
—	Industrie du zinc.
—	Maçonnerie.
—	Serrurerie et menuiserie.

(1) Salaires et budgets ouvriers... p. 27. — Une seule de ces 6 abstentions est expliquée : c'est celle du Conseil d'Ostende (industrie de la pêche). Les membres ouvriers étaient en travail ; ils firent défaut aux séances. Pour les autres sections, il faut croire à la négligence ou à la mauvaise volonté.

(2) Par exemple dans la section de charbonnages de Ransart (pro-

Par crainte que dans certaines régions où la lutte économique est très vive, les patrons ne délibèrent sans les ouvriers ou les ouvriers sans les patrons et ne présentent ensuite des renseignements erronés ou tout au moins suspects comme l'expression d'une opinion contradictoirement débattue, le Gouvernement avait imaginé de demander à chaque section que les noms et l'opinion des votants fussent consignés dans le procès-verbal. Mais ce système présentait, on le devine, des inconvénients d'un autre ordre et il fut bientôt abandonné.

Quoi qu'il en soit le ministre considère que cette enquête faite par l'intermédiaire des Conseils de l'industrie et du travail est la meilleure enquête par questionnaires qui ait jamais été faite en Belgique.

IV. — *Enquête sur le travail du dimanche.*

Suivant le même procédé que nous venons de décrire, l'Office du Travail entreprit en 1895 une enquête sur le travail du dimanche. Il adresse aux Conseils de l'industrie et du travail 44 questions réparties en onze chapitres (étendue, durée, description, causes du travail régulier du dimanche) et, pour finir, une question sollicitant des « observations générales ».

Cette enquête avait pour but de rechercher s'il y avait

vince du Hainaut) les patrons et les ouvriers sont en désaccord sur le prix du pain, du café, des œufs, de la viande... etc..., les ouvriers (sauf dans un cas) indiquant un chiffre plus élevé que ne font les patrons.

lieu de faire, et dans quelles conditions il convenait de faire, une loi réglementant le travail du dimanche.

Les renseignements de fait fournis par l'enquête furent très précis et très complets, mais on trouva dans les avis émis par les sections moins d'unité que d'ordinaire. Le Gouvernement s'abstint de déposer un projet de loi, donnant ainsi raison à ceux qui avaient estimé, comme le Conseil de l'industrie et du travail de Grivegnée, que « la réglementation officielle du travail industriel ne peut qu'être nuisible, aussi bien aux ouvriers qu'aux patrons ».

L'enquête pourtant ne demeura pas inutile : l'*Office du Travail* publia de 1896 à 1898 cinq volumes de statistiques et de monographies sur le travail du dimanche (1).

V. — *Présentation de candidats à l'Inspectorat des mines.*

Faut il aussi, pour être complet, faire rentrer dans le « rôle administratif » des Conseils de l'industrie et du travail, le droit de présentation qui leur est reconnu par la loi du 14 avril 1897 ?

Cette loi institue en Belgique des délégués ouvriers à l'inspection des mines et elle décide que ces délégués seront nommés pour trois ans par le ministre sur une liste double formée par les sections des Conseils de l'industrie et du travail qui représentent l'industrie des charbonnages (art. 1^{er}).

(1). Bruxelles, Lebègue.

Notons que le Gouvernement est *obligé* de nommer l'un des deux candidats présentés pour chaque emploi de délégué par la section compétente du Conseil de l'industrie et du travail.

Cela suppose bien entendu que patrons et ouvriers se sont mis d'accord au sein de la section sur les candidats à présenter. En fait il résulte des renseignements que nous a fournis le ministère du travail que cet accord est intervenu dans un peu plus de la moitié des cas.

Maintenant, quelle est la mission de ces délégués à l'inspectorat des mines désignés au Roi par les Conseils de l'industrie et du travail ? L'article 10 de la loi répond : ils ont pour mission :

1° D'examiner au point de vue de la salubrité et de la sécurité des ouvriers, les travaux souterrains des mines ;

2° De concourir à la constatation des accidents et à la recherche des causes qui les ont occasionnés ;

3° De signaler, le cas échéant, les infractions aux lois et arrêtés sur le travail à l'exécution desquels les ingénieurs des mines sont chargés de veiller.

VI. — *Enquêtes mensuelles de la « Revue du travail ».*

Il faut signaler aussi, sans trop y insister, que la *Revue du travail*, organe de l'Office du travail, publie tous les mois sur l'état du marché du travail (activité industrielle, chômage, taux des salaires, etc.), des renseignements fournis soit par les syndicats ouvriers, soit par les syndicats patro-

naux, soit par les présidents ou les secrétaires des sections des Conseils de l'industrie et du travail (1).

Il ne faut pas insister, disons-nous, parce que ces renseignements sont envoyés assez irrégulièrement du moins par les Conseils de l'industrie et du travail, et parce que surtout ils ne sont envoyés que par un petit nombre de Conseils, toujours les mêmes (Gand, Bruxelles, Liège, etc.).

Et nous touchons ici au vice principal de l'organisation des Conseils au point de vue administratif.

Il est possible de demander de loin en loin aux sections de répondre à un questionnaire qu'on leur envoie tout préparé. Il n'est pas possible de leur demander de fournir fréquemment et de façon régulière des renseignements ou des statistiques.

Serait-ce trop demander à leur bonne volonté ? Non certes. Tout ce qui augmentera les attributions des Conseils, tout ce qui multipliera le nombre de leurs interventions, sera bien accueilli, surtout par les ouvriers. Mais à tous, ouvriers et patrons, le temps fait défaut. Comment espérer qu'ils s'astreindront non pas seulement à se réunir chaque semaine ou chaque quinzaine — ce ne serait rien — mais à travailler en dehors des réunions, à faire des recherches, à dresser des statistiques, à rédiger des procès-verbaux ? Une fois de temps en temps, oui, mais régulière-

(1) Arrêté royal du 12 avril 1895, art. 6.

ment, à jour fixe, encore une fois cela paraît impossible.

« Ce qui laisse le plus à désirer dans le fonctionnement des Conseils de l'industrie et du travail, ce sont les détails matériels, c'est la tenue et la rédaction des procès-verbaux ». Ainsi parlait M. Morisseaux il y a quelques jours à peine (1) devant le Conseil supérieur du travail.

Et la conclusion qu'il tirait de cette constatation se devine :

« Il faudrait que les Conseils eussent des archives régulièrement tenues, ils pourraient ainsi se reporter à des délibérations antérieures et consulter les précédents. Il faudrait aussi que des traditions pussent s'établir au sein des sections. »

Le moyen est très simple : « instituer auprès de chaque section un secrétaire permanent et rétribué qui, sous la direction des membres effectifs, tiendrait les archives, rédigerait les procès-verbaux, lancerait les convocations, correspondrait avec l'Office du travail, bref s'occuperait de tous les détails matériels. » Le Conseil supérieur du travail est aujourd'hui saisi — les Chambres peut-être seront saisies demain — d'un projet en ce sens. La question est donc toute proche d'une solution.

VII. — *Les Conseils de l'industrie et du travail et l'Office du travail.*

La création au sein de chaque Conseil de l'industrie et

(1) Séance du 7 avril 1899.

du travail d'un secrétariat permanent — création encore à l'état de projet mais qu'il n'est pas très imprudent pour-tant de considérer dès maintenant comme réalisée — aura certainement pour effet de développer les fonctions administratives des Conseils.

Il faut signaler que l'ampleur récemment donnée en Belgique aux services de l'*Office du travail* aura de son côté une influence analogue. Créé le 12 novembre 1894 à titre de simple direction au ministère de l'agriculture, de l'industrie, du travail et des travaux publics, l'*Office du travail* fut quelques mois après (25 mai 1895) détaché de ce ministère pour devenir la direction générale de l'*Office du travail* et constituer avec la direction de l'industrie et la direction des mines le ministère de l'industrie et du travail.

La direction générale de l'Office du travail a été subdivisée en cinq bureaux :

- 1° *La statistique ;*
- 2° *La législation et l'interprétation des lois et arrêtés ;*
- 3° *L'exécution des lois et arrêtés ;*
- 4° *Les institutions de prévoyance ;*
- 5° *L'inspection du travail.*

Les Conseils de l'industrie et du travail ressortissent aux trois premiers de ces bureaux.

Le premier en effet dirige les enquêtes, et tout ce que nous avons dit du rôle administratif des Conseils est de sa compétence.

Le second provoque les consultations et les avis des

Conseils pour la rédaction des lois nouvelles ou l'application des lois existantes.

Le troisième enfin dirige l'activité régulière et normale des Conseils : il prend soin tout d'abord d'en organiser un « dans toute localité où l'utilité en est constatée » ; il veille à ce que les opérations électorales aient lieu conformément à l'arrêté royal du 10 mars 1893 ; il veille aussi à ce que la réunion annuelle obligatoire des Conseils soit convoquée et tenue régulièrement, à ce que, en temps de grève, leur médiation soit tout au moins proposée aux parties — en sorte que ce troisième bureau de l'Office du travail garde tout à la fois dans ses attributions la création et le fonctionnement des Conseils de l'industrie et du travail, leur rôle conciliateur et ce que nous avons appelé leur rôle représentatif (1).

On comprend maintenant comment tout accroissement de l'activité du ministère et de l'Office du travail doit indirectement profiter aux Conseils de l'industrie et du travail, et pourquoi il n'est pas inutile de rappeler en érudant ceux-ci, que ceux-là voient chaque jour s'élargir les limites de leur action, que tout récemment (le 3 octobre 1898) il a été créé au ministère du travail une *Direction* nouvelle dite *de l'enseignement industriel et professionnel* et que l'Office du travail de son côté a entrepris depuis

(1) Sur l'organisation du ministère et de l'Office du travail en Belgique on lira avec intérêt un article très documenté de M. Ch. Benoît dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1899.

trois ans « la plus abondante série d'études et d'enquêtes faites en Belgique et à l'étranger » (1) sur *l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse*, sur *le travail du dimanche* en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en Suisse et en Angleterre, sur *le travail de nuit des ouvrières de l'industrie* en Belgique, en France, en Suisse, dans la Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne, sans parler des *Rapports annuels de l'inspection du travail* et des *Rapports sur l'enseignement professionnel* en Belgique, en Angleterre et en Allemagne.

VIII. — *Les Conseils de l'industrie et du travail et les Bourses du travail* (Projet de M. Denis).

En dehors des enquêtes entreprises par l'Office du travail, en dehors même des renseignements dont les rédacteurs de la *Revue du travail* ont besoin chaque mois, il est une tâche considérable dont beaucoup rêvent de confier sinon l'accomplissement intégral du moins la haute direction aux Conseils de l'industrie et du travail.

Je veux parler du placement des ouvriers par l'intermédiaire de Bourses du travail. On n'a pas oublié que ce fut en Belgique vers 1887 l'idée maîtresse de l'un des trois projets d'où sortit l'institution même des Conseils.

Avec une persévérance qui ne se lasse point M. H. Denis a continué à faire campagne pour obtenir la réalisation complète de son projet.

(1) Ch. Benoît, *loc. cit.*

En 1895 il a déposé devant la Chambre des représentants une « proposition relative à l'organisation du marché du travail industriel et agricole » (1).

Cette proposition, proclame M. Denis, a pour but « d'agrandir la sphère du savoir économique de l'ouvrier, en lui faisant connaître à chaque moment l'état de l'offre et de la demande et l'ensemble des conditions du travail » (2).

« A un point de vue plus général encore » elle prétend « réaliser à chaque moment l'adaptation la plus parfaite possible de l'offre à la demande de travail... assurer le mieux possible la distribution des forces productives..., répartir partout la pression de la concurrence d'une manière assez uniforme pour que, toutes choses étant égales d'ailleurs, les salaires réels du travail tendent vers l'égalité et que le niveau moyen soit le plus élevé possible. »

Tout cela veut dire qu'il sera créé des Bourses de travail « ayant pour mission (art. 2) :

1° De mettre en rapport permanent l'offre et la demande du travail et de faciliter le placement et l'embauchage des ouvriers, domestiques, employés de l'un et de l'autre sexe aux moindres frais possible.

2° D'organiser pour chaque profession... un système d'informations exactes sur l'état du marché du travail en Belgique, dans les différentes régions et dans l'ensemble du pays.

(1) Proposition de MM. Denis, Faguart et Vandervelde (*Doc. parl.*, session 1895, n° 104).

(2) Exposé des motifs, p. 2.

3° De livrer périodiquement à la publicité par l'intervention de l'*Office du travail*, les données recueillies sur l'état de l'offre et de la demande du travail.

4° De favoriser la circulation du travail dans les différentes parties du pays, de faciliter l'apprentissage des jeunes ouvriers.

5° De concourir à la statistique du travail par des rapports réguliers avec l'*Office du travail* et sous la direction scientifique de celui-ci. »

En somme, et pour résumer d'un mot, nous dirons que ces Bourses du travail seront de vastes bureaux de placement gratuit, faisant beaucoup de publicité.

L'initiative privée a institué en Belgique des bourses de ce genre à Bruges, Bruxelles, Gand, Liège, Lierre, Malines, Pâturages, Mons, Roulers et Tournai... Les uns sont aux mains des syndicats patronaux, les autres aux mains des ouvriers. Le malheur est que dans les premiers la demande de bras est toujours supérieure à l'offre et que dans les seconds au contraire l'offre est toujours hors de proportion avec la demande. A Gand, par exemple, au cours du même mois de décembre 1897 la Bourse du travail ouvrière (anti-socialiste pourtant) enregistrait 118 demandes d'emploi et seulement 28 offres, tandis que la Bourse du travail de la *Ligue du commerce et de l'industrie* voyait venir à elle 184 patrons et seulement 114 ouvriers (1).

(1) *Revue du travail*, février 1898, p. 136 et 161.

C'est à cela que M. Denis veut remédier en créant des Bourses du travail officielles.

Mais qui les instituera, qui les administrera ?

Les Conseils de l'industrie et du travail, répond M. Denis, sont tout indiqués pour remplir cette tâche. « Dans l'état actuel de l'industrie quel organe la remplirait mieux que celui qui renferme et qui est destiné à concilier les éléments mêmes de l'offre et de la demande de travail ? » Et plus loin : « par leur composition où les forces de travail et du capital se balancent, par leur double fonction de veiller aux intérêts généraux et communs du travail et du capital et de prévenir les conflits, les Conseils de l'industrie et du travail paraissent être appelés à instituer et à administrer les bourses de travail » (1).

C'est ce que décide l'article 3. « Il sera établi par les Conseils de l'industrie et du travail une bourse du travail au siège de chaque Conseil et en outre dans les localités qui seront désignées par le Gouvernement sur l'avis du Conseil supérieur du travail. » Et l'article 6 : « Toute Bourse du travail... sera soumise à la surveillance d'une commission formée en nombre égal de patrons et d'ouvriers et désignée par les groupes correspondants des Conseils de l'industrie et du travail ».

Quel sort le parlement belge réserve-t-il à ce projet ? Nul ne le peut dire. Ce qui est certain, c'est que dans l'état

(1) *Exposé des motifs*, p. 8.

actuelle des choses les Conseils de l'industrie et du travail paraissent insuffisamment outillés pour remplir une si complexe et si difficile mission.

Il est vrai que le projet prévoit et implique une réorganisation des Conseils de l'industrie et du travail : il suppose (art. 5) dans chaque Conseil l'existence d'un secrétaire qui remplira en même temps « autant que possible et avec l'agrément du gouvernement » les fonctions de secrétaire de la Bourse du travail.

En cette dernière qualité il sera chargé (art. 7) « de recevoir les offres et les demandes de travail, de les inscrire sur des registres et sur des bulletins spéciaux qui seront communiqués aux intéressés, aux groupes professionnels, aux syndicats »...; chargé aussi : « de transmettre par écrit aux particuliers qui s'adresseront à lui les renseignements utiles...; de recueillir les indications essentielles sur les engagements contractés par l'intermédiaire de la Bourse et des bureaux de travail »... etc... etc...

C'est dire que le projet ne pourra aboutir qu'après la réforme de la loi de 1887 et l'institution au sein de chaque Conseil de l'industrie et du travail du secrétariat permanent dont nous avons parlé.

CONCLUSION

Nous voici au terme de cette étude, Quelle impression se dégage de cet examen rapide et forcément incomplet mais scrupuleusement exact de l'activité des Conseils de l'industrie et du travail ?

S'il fallait la préciser en une formule nous dirions d'abord, réservant pour la fin les éloges : le grand défaut de la loi de 1887 c'est d'avoir confié au même organisme des rôles si divers et si contradictoires.

Contradictaires, ni le rôle représentatif, ni le rôle consultatif, ni le rôle administratif ne le sont entre eux. Les deux derniers, d'ailleurs, ne sont, à vrai dire, que la conséquence du premier : Organes autorisés de l'activité industrielle dans une région déterminée les Conseils de l'industrie et du travail étaient à ce titre même tout indiqués pour donner au gouvernement en toutes questions professionnelles des avis et des renseignements.

Mais entre leur triple fonction officielle et la mission conciliatrice dont on les a investis, voilà où gît l'antinomie.

Comme organes officiels prenant place pour ainsi dire dans l'organisation constitutionnelle du pays et travaillant à la préparation des lois, les Conseils de l'industrie et du travail représentent et devaient nécessairement

représenter des intérêts généraux : il fallait qu'ils pussent parler au nom de groupes importants de patrons et d'ouvriers.

Au contraire, pour faire de bons conseils de conciliation, il aurait fallu qu'ils fussent les représentants directs, immédiats, d'un petit groupe de patrons et d'ouvriers exerçant dans la même ville la même profession de façon à pouvoir se réunir souvent pour causer des mille incidents de la vie professionnelle.

Il était impossible de remplir à la fois et également bien cette double fonction et l'on aurait pu prévoir peut-être dès 1887 que dans l'une ou dans l'autre ils échoueraient certainement.

Que le législateur ait mis au premier rang la fonction conciliatrice des Conseils de l'industrie et du travail, et que ce soit elle surtout qu'il ait cherché à organiser, point de doute là-dessus. En fait, pourtant, ses prévisions ont été déjouées : il s'est trouvé que le mode de recrutement, le mode de réunion, la répartition territoriale, tout cela prédisposait beaucoup plus les Conseils de l'industrie et du travail à intervenir en des circonstances importantes dans la vie publique de la profession ou du pays qu'à se mêler quotidiennement à la vie intime de chaque usine.

L'organe comme toujours a créé ou développé la fonction : ils ont fait surtout ce qu'ils faisaient le mieux et aujourd'hui ils sont devenus, selon le mot de M. Morisseaux, « des corps consultatifs qui font *quelquefois* de la conciliation », c'est-à-dire le contraire précisément de ce que le législateur voulait qu'ils fussent.

*
* *

La conclusion s'impose : il faut résolument débarrasser les Conseils de l'industrie et du travail de cette mission conciliatrice qu'ils ne peuvent utilement remplir, les faits l'ont démontré.

Que l'on crée, si l'on veut, pour les remplacer dans cette tâche, ou que du moins l'on encourage et que l'on provoque la création des conseils d'usine dont nous avons parlé, rien de mieux — à condition que l'on ne voie en eux que des organismes à effets lointains destinés uniquement à modifier peu à peu l'atmosphère et l'état des esprits autour d'eux.

Apaiser les conflits d'intérêt ou d'amour-propre, ils ne le pourront que plus tard, s'ils sont parvenus à instaurer entre patrons et ouvriers un régime de confiance, de sympathie et de concessions réciproques. Pour le moment, il ne faut pas leur demander autre chose que d'entreprendre cette action d'apaisement lente et continue.

Quant aux Conseils de l'industrie et du travail, ainsi réduits à un triple rôle officiel (représentatif, consultatif et administratif), il ne semble pas qu'il soit utile de modifier beaucoup leur fonctionnement présent.

On propose en Belgique d'accorder le droit de vote aux femmes, ouvrières ou directrices d'industrie, et d'organiser en même temps, à la fois au sein du Parlement et au sein des Conseils de l'industrie et du travail la représentation proportionnelle des minorités. Ce sont là des réformes qui

tiennent à une conception politique générale. Nous n'avons pas à les discuter, ce qui nous intéresse ici c'est le fonctionnement économique et social des Conseils de l'industrie et du travail. A ce point de vue nous avons indiqué déjà qu'il serait bon de rendre les réunions plus fréquentes et d'adjoindre à chaque section un secrétaire permanent et rétribué. Nous n'avons rien à ajouter à cela. Ce sont à notre sens les seules réformes qu'il soit nécessaire d'introduire dans la loi pour faire produire aux Conseils de l'industrie et du travail tout ce qu'on est en droit d'attendre d'eux (1).

*
* *

Et l'on est en droit d'attendre beaucoup d'eux ! Ils cons-

(1) Dès 1895 M. Debuck, ouvrier gantois catholique, membre du Conseil supérieur du travail et délégué à l'inspection du travail, saisit le Conseil supérieur d'une motion en faveur de la représentation proportionnelle des minorités dans les élections aux Conseils de l'industrie et du travail.

La même année, en novembre, le ministre annonce au Conseil supérieur le dépôt prochain d'un projet tendant à la révision de la loi de 1887. Cette révision devait, disait-il, porter à la fois sur deux points :

- 1° La représentation proportionnelle demandée par M. Debuck ;
- 2° La création à côté de chaque Conseil de l'industrie et du travail d'un fonctionnaire permanent et rétribué chargé d'assurer la conservation des archives, le service de la correspondance, des statistiques, etc., bref toute la partie administrative du rôle des Conseils de l'industrie et du travail.

Le Conseil supérieur du travail a, en conséquence, été saisi en 1897 de la question de la révision.

Une commission spéciale a été nommée (président : M. Maroquin ; secrétaire : M. Mousset, député, ouvrier catholique de Bruxelles). Si elle suit les indications de son rapporteur, M. Mousset, que nous

tituent en effet l'embryon complet de ce qui nous paraît être pour l'heure présente la meilleure des organisations du travail.

Organisation bien vague, dira-t-on, et bien imprécise. Ces Conseils de l'industrie et du travail qui en sont le centre et le pivot n'ont en somme aucun droit ! Ils peuvent émettre des vœux et donner des avis, mais c'est tout. Est-ce assez ? — Sans doute, répondons-nous, c'est assez ! Que nous importe la façon dont s'exerce l'action des Conseils de l'industrie et du travail pourvu qu'elle s'exerce. Or, sur la réalité de cette action, après tout ce que nous avons dit, peut-il y avoir un doute ?

Nous les avons vus intervenir à maintes reprises comme conseils du gouvernement pour la rédaction des lois les plus importantes : nous les avons vus en particulier fournir aux Chambres tous les éléments de la législation des règlements d'atelier.

Nous les avons vus provoquer la création de Conseils de prud'hommes.

avons eu la bonne fortune de pouvoir interroger, la Commission conclura au vote des deux réformes que nous venons d'indiquer. Elle proposera en outre :

1° D'accorder l'électorat et l'éligibilité aux femmes qui remplissent les conditions de la loi ;

2° De rendre le vote obligatoire ;

3° D'attribuer aux conseillers un jeton de présence pour chaque séance et non plus seulement pour les assemblées plénières ;

4° De rendre plus fréquentes les réunions ordinaires du Conseil de l'industrie et du travail.

Au moment où nous écrivons (avril 1899), le Conseil supérieur du travail est réuni à Bruxelles et il aborde la discussion de ce projet de révision de la loi de 1887.

Nous les avons vus participer par tout le pays à l'application du minimum de salaire dans les adjudications de travaux publics.

Nous les avons vus collaborer à tous les arrêtés royaux qui ont réglementé dans les diverses professions le travail des femmes et des enfants, à tous ceux qui ont réglé le mode de paiement des salaires.

Ce n'est pas assez, mais n'est-ce pas déjà quelque chose ?

*
* *

Dans l'intérieur même du métier leur influence s'est peut-être moins exercée, mais il y aurait si peu de chose à faire pour la développer !

Supposez les Conseils de l'industrie et du travail convoqués, non plus une fois tous les ans à une date quelconque, mais régulièrement tous les trimestres ou tous les mois. Ou supposez seulement que l'habitude peu à peu se généralise chez eux de demander à date fixe « à se réunir pour délibérer », n'est-il pas certain que peu à peu ils acquerront dans le monde du travail une véritable puissance et que leurs « vœux », s'ils sont sensés, persévérants et unanimes, soulèveront l'opinion publique ?

D'ailleurs, sur tout ce qui touche à l'amélioration du sort matériel des ouvriers (caisse de secours, assurances contre les accidents, la maladie, le chômage), sur d'autres questions aussi qui engagent des résolutions d'ordre financier (la création d'écoles professionnelles, par exemple), quand les Conseils de l'industrie et du travail auront émis

un vœu, les associations professionnelles tant de patrons que d'ouvriers douées aujourd'hui de la personnalité civile seront là pour le réaliser.

Elles seront le double pouvoir exécutif de ces petits parlements du travail, exécutif dont la double sanction, sans doute, sera nécessaire le plus souvent pour la création de l'École ou de la caisse désirée, mais comment douter que l'un et l'autre finissent par donner cette sanction — et l'argent nécessaire, — puisque les Conseils de l'industrie et du travail en somme seront, et sont déjà, nommés par eux, puisqu'ils vivent et vivront avec eux en contact permanent, puisque toujours patrons et ouvriers des Conseils de l'industrie et du travail sont et seront en même temps membres influents de leurs associations professionnelles respectives ?

Là-dessus pourtant, il faut l'avouer, nous ne pouvons faire que des hypothèses : la loi sur la personnalité civile des associations professionnelles vient seulement d'être votée et jusqu'à présent, par conséquent, les Conseils de l'industrie et du travail n'ont pas eu la possibilité de s'occuper utilement des questions d'ordre matériel.

Mais ce qui n'est pas une hypothèse, ce que nous savons par l'expérience des Conseils de l'industrie et du travail c'est que l'influence de ceux-ci peut, dès à présent, s'exercer sur l'organisation intérieure des usines. N'avons-nous pas cité de nombreuses réformes, qui n'étaient pas toujours des réformes de détail, dont les patrons, au sein des conseils, ont dû reconnaître, affirmer l'utilité, que par

suite ils ont été quasi obligés d'appliquer dans leurs ateliers et qui, de chez eux, ont passé de proche en proche dans tous les ateliers de la région ?

Ce que nous savons c'est que les « vœux » des Conseils de l'industrie et du travail peuvent avoir sur les pouvoirs publics la plus heureuse influence.

Faire appliquer les lois existantes, en provoquer de nouvelles, c'est une double tâche à laquelle toute assemblée de ce genre s'attachera d'autant plus qu'elle se sentira plus encouragée et plus écoutée.

Sans doute ici encore ce ne sont que des « vœux » et tout dépend de la bonne volonté du ministre auquel les vœux sont adressés. Mais il faut rendre en passant cet hommage au Gouvernement belge qu'il a prêté l'oreille à toutes les réclamations des Conseils de l'industrie et du travail et qu'il a satisfait à beaucoup d'entre elles sans attendre même que l'opinion publique les lui imposât.

*
* *

Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une des mille manifestations du puissant et persévérant effort développé par la Belgique depuis dix ans pour satisfaire en dehors de la doctrine collectiviste et malgré elle aux nécessités de l'évolution sociale.

Nous l'avons dit au seuil de cette étude et il faut le répéter : aucun pays n'a plus fait en ce sens, et mieux fait, que la Belgique. Peut-être notre travail, si restreint soit-il par son objet, permet-il pourtant de mesurer ou de deviner l'étendue de cet effort.

Il permet en tous cas d'en apprécier la logique et c'est là le point principal.

Ce dont il faut en effet louer le Gouvernement et la Chambre belges, ce n'est point tant d'avoir agi que d'avoir su s'attacher pour agir à une idée directrice : il apparaît de plus en plus que dans nos pays centralisés et de libre discussion, c'est en ceci plutôt qu'en celà que réside la difficulté du problème social. Or nous n'exagérons rien en disant que la Belgique est le seul pays qui semble vraiment avoir pris parti — et un seul parti — sinon sur tous les détails de la solution du moins sur l'idée qui la doit dominer et sur la méthode qu'il convient d'apporter à sa poursuite.

Non que le choix et de l'idée et de la méthode soit aujourd'hui très difficile. Nous avons dit qu'à nos yeux l'égalité sociale constitue l'idée directrice, celle vers laquelle il faut tendre, et nous avons expliqué dès le début ce que nous entendions par là. Sans prétendre que tout le monde est d'accord là-dessus, on peut affirmer pourtant que chez tous les peuples où l'égalité tend à s'introduire dans les institutions politiques, personne n'ose mettre en doute — en théorie — la nécessité d'introduire aussi un peu d'égalité dans l'organisation du travail.

Sur la méthode à employer, le choix n'est pas, quoi qu'il paraisse, beaucoup plus discuté. Il y a l'individualisme d'abord et le « laisser-faire » conduisant à « l'harmonie économique ». Il y a aussi le socialisme. En dehors de ces deux conceptions — si banale qu'en soit la remarque, elle

n'en est pas moins essentielle — il y a place pour une troisième qu'on pourrait appeler, avec quelque hardiesse, « l'associationisme ». Mais ceci aussi est essentiel, à savoir que s'il y a place pour cette troisième conception, il n'y a place *que* pour elle.

Du moment où l'Etat se refuse à croire que l'égalité nécessaire puisse jamais être réalisée par le libre jeu des forces individuelles, du moment où d'autre part il répugne à exercer sur celles-ci directement son action, il faut bien qu'il se résigne à créer entre elles et lui des organismes intermédiaires à qui il donnera assez de force, assez d'influence, assez d'action pour qu'ils puissent atteindre le but dont les individus et lui-même, Etat, sont également impuissants à se rapprocher. Cela non plus, en théorie, n'est pas contesté.

Et pourtant !... s'il n'est guère de pays qui ne répudie aujourd'hui l'individualisme et le socialisme, combien en est-il, hors la Belgique, qui se soient résolument attachés à l'autre méthode, qui aient cherché à *organiser* les patrons et les ouvriers en des associations, rigoureusement disciplinées et surveillées si l'on veut, mais puissantes cependant et « considérées » ? à leur créer une vie, une activité, une influence professionnelles ? à leur donner des droits et à leur confier des fonctions ?

Quand les Conseils de l'industrie et du travail ont été créés en Belgique, aucune institution similaire ou seulement analogue n'existait à l'étranger. Depuis lors même rien n'a été fait dans aucun pays — sauf la Hollande — et

je ne parle pas, bien entendu de la loi française de 1884 sur les syndicats ni des corporations d'Allemagne et d'Autriche ; je veux dire qu'aucun organe n'a été créé qui soit comme les Conseils de l'industrie et du travail fondé sur le principe de l'égalité professionnelle des patrons et des ouvriers, qui ait comme eux un caractère représentatif officiel, qui intervienne comme eux, toujours officiellement, dans l'élaboration des lois et l'administration du pays (1).

Ce sera l'honneur de la Belgique d'avoir tenté cette épreuve. Elle l'a fait, c'est entendu, avec toutes sortes de réserves et presque de timidités, mais la nouveauté même de la tentative justifiait toutes les hésitations.

Que de celles-ci le Gouvernement belge se dégage peu à peu, qu'il continue à encourager les initiatives des Conseils de l'industrie et du travail, que surtout il ne laisse échapper lui-même aucune occasion de les consulter, de les interroger, de les mettre en mouvement et en action... eux, deviendront de plus en plus entre ses mains de merveilleux instruments d'émancipation et de progrès social, et qu'importera en vérité qu'ils ne formulent que des

(1) En France M. H. Depasse a proposé et le Conseil supérieur du travail a étudié la création de Chambres du travail. Mais ce n'est là qu'un projet et ni de celui-là ni des autres, français ou étranger, il ne rentre dans notre plan d'entreprendre l'examen.

La Hollande, avons-nous dit, a plus qu'un projet. Elle a voté le 2 mai 1897 une loi qui s'inspire visiblement de la loi belge du 26 août 1887 et qui remédie sur bien des points aux défauts que nous avons signalés dans l'organisation et le fonctionnement des Conseils de l'industrie et du travail.

A ce titre nous croyons intéressant de la citer. On la trouvera en annexe à la fin de ce volume.

vœux ou des avis si ceux-ci sont toujours suivis et ceux-là toujours écoutés ?

*
* *

Hâtons-nous d'ajouter d'ailleurs que nous ne considérons pas le droit d'émettre des « vœux » comme le seul qu'il soit possible de reconnaître aux Conseils de l'industrie et du travail : nous ne nous insurgerions même point, en principe, contre l'idée de laisser aux mains des Conseils de l'industrie et du travail un certain pouvoir législatif, en matière de règlements d'atelier par exemple, ou pour déterminer le mode de paiement des salaires.

Il faut reconnaître pourtant que dans l'anarchie actuelle des esprits et des institutions un pareil droit reconnu aux Conseils de l'industrie et du travail, et fût-il même subordonné à l'accord des 2/3 ou des 3/4 des membres du Conseil, n'irait pas sans inconvénients : la passion révolutionnaire souvent inspirerait des propositions et dicterait les votes.

La formule pratique serait donc d'assimiler les Conseils de l'industrie et du travail ou toute autre institution analogue aux Conseils généraux et aux Conseils municipaux, je veux dire de leur reconnaître un pouvoir de décision en toutes matières de leur compétence, tout en laissant au pouvoir central un droit de révision, soit direct, sous forme d'*exequatur* nécessaire, soit indirect, sous forme de *veto* possible.

Est-ce là une réforme réalisable pour le moment ? Nous le croyons fermement.

Mais pense-t-on, dira quelqu'un, à l'agitation créée dans le pays par les conflits qui s'élèveront entre telle ou telle profession et le pouvoir central ? Pense-t-on au danger de ces conflits ?

Nous répondrons à cela que l'État, en Belgique comme en France, entre tous les jours en des conflits de ce genre avec les conseils provinciaux ou les conseils communaux soit qu'il annule leurs vœux, soit qu'il s'oppose à l'exécution de leurs décisions. Il ne semble pas qu'il en soit jamais résulté de très grands inconvénients : le pouvoir central est suffisamment armé pour être assuré de garder toujours le dernier mot.

*
* *

D'ailleurs on s'exagère beaucoup, à notre avis, la fréquence probable de ces conflits : Les Conseils de l'industrie et du travail ont prouvé que même dans le pays du monde où les collectivistes sont proportionnellement les plus nombreux, dans l'un des pays aussi où la main-d'œuvre est la plus abondante, partant les salaires les moins élevés — les Conseils de l'industrie et du travail ont prouvé, dis-je, que même dans ce pays-là les ouvriers savent presque toujours discuter avec calme les questions professionnelles *d'ordre pratique* qui leur sont posées et les résoudre avec bon sens.

De plus en plus, il en sera ainsi à mesure que les ouvriers seront plus fréquemment admis à ces sortes de discussions.

On méconnaît trop le bon sens populaire. « Le peuple »

ce n'est pas nécessairement « la foule ». Celle-ci est aveugle et folle, non parce qu'elle est le nombre mais parce qu'elle est le désordre.

Organisez, hiérarchisez ces millions de travailleurs ! Proclamez et sanctionnez leur compétence en toutes matières économiques. Vous les verrez s'éprendre de ces vivantes et fécondes questions au détriment des stériles abstractions de la politique collectiviste. Vous les verrez étudier sans parti pris les questions de métier et chercher avec modération les solutions ou améliorations nécessaires.

Oui, avec modération ! Les préventions et les haines dont on se plaint aujourd'hui sont nées uniquement, c'est notre conviction profonde, de l'état de servile infériorité où les travailleurs manuels se sentent maintenus. De même, la manie des théories et de l'absolu dont la classe ouvrière est atteinte plus que toute autre n'est due qu'à l'ignorance où se trouve celle-ci — ignorance soigneusement entretenue par les patrons — vis-à-vis de tout ce qui touche au fonctionnement administratif, législatif, commercial et financier des établissements industriels.

Haines, préventions, fausses théories, rêves de bonheur absolu, tout cela s'évanouirait peu à peu le jour où l'État mettrait les ouvriers en contact avec la bienfaisante réalité, le jour où il proclamerait, appliquerait et sanctionnerait au profit de ceux-ci le droit d'intervention à côté et au même titre que le patron dans les affaires de la profession.

Qu'il cesse de contrarier le cours naturel des activités ouvrières, il n'aura plus à en réprimer les débordements.

ANNEXES

ANNEXE I

Texte de la loi du 16 août 1887 instituant les Conseils de l'industrie et du travail et de l'arrêté royal du 10 mars 1893 pour l'exécution de la loi du 16 août 1887.

A. — Loi du 16 août 1887.

ARTICLE 1^{er}. — Il est institué, dans toute localité où l'utilité en est constatée, un Conseil de l'industrie et du travail. Ce Conseil a pour mission de délibérer sur les intérêts communs des patrons et des ouvriers, de prévenir et, au besoin, d'aplanir les différends qui peuvent naître entre eux.

ART. 2. — Il se divise en autant de sections qu'il y a dans la localité d'industries distinctes réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées.

ART. 3. — Les Conseils sont établis par arrêté royal, soit d'office, soit à la demande du conseil communal ou des intéressés, patrons ou ouvriers. L'arrêté fixe l'étendue et les limites de leur ressort et détermine le nombre et la nature de leurs sections.

ART. 4. — Chaque section est composée, en nombre égal, de chefs d'industrie et d'ouvriers, tels qu'il sont définis par la loi organique des Conseils de prud'hommes. Ce nombre est fixé par l'arrêté qui institue le Conseil. Il ne peut être inférieur à six, ni excéder douze.

ART. 5. — Les ouvriers choisissent parmi eux, suivant le mode et dans les conditions fixées par la loi des prud'hommes, les dé-

légues qui doivent les représenter dans le sein de la section. Ils désignent en même temps des suppléants.

ART. 6. — Si les chefs d'industrie sont en nombre plus considérable que celui qui est fixé pour faire partie du Conseil, ils désignent parmi eux ceux qui doivent les représenter. Si le nombre est insuffisant, il est complété par des chefs d'industrie similaire, pris dans les localités voisines et désignés par la députation permanente. Dans l'un ou l'autre cas, des suppléants seront désignés.

ART. 7. — Le mandat des chefs d'industrie et celui des ouvriers est de trois ans. Il peut être renouvelé. En cas de décès, démission, départ de la circonscription ou abandon de l'industrie qui était exercée au moment de l'élection, les suppléants sont appelés en fonctions dans l'ordre déterminé par le nombre de voix qu'ils ont obtenues.

Si un délégué convoqué fait défaut à trois reprises, il est considéré comme démissionnaire.

ART. 8. — Chaque section se réunit au moins une fois par an, au jour et dans le local indiqués par un arrêté de la députation permanente du conseil provincial.

La section est, en outre, convoquée extraordinairement par la députation à la demande, soit des chefs d'industrie, soit des ouvriers.

ART. 9. — Chaque section choisit dans son sein un président et un secrétaire.

A défaut de président élu par la majorité des membres présents ou en son absence, la section est présidée par le plus âgé des membres présents. Dans le même cas, le plus jeune remplit les fonctions de secrétaire.

ART. 10. — Lorsque les circonstances paraissent l'exiger, le gouverneur de la province, le bourgmestre ou le président convoque, à la demande soit des chefs d'industrie, soit des ouvriers, la section de l'industrie dans laquelle un conflit s'est produit. La section recherche les moyens de conciliation qui peuvent y mettre fin. Si l'accord ne peut s'établir, la délibération est résumée dans un procès-verbal qui est rendu public.

ART. 11. — Le Roi peut réunir le conseil de la circonscription en assemblée plénière, pour donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général relatifs à l'industrie ou au travail et qu'il jugerait utile de lui soumettre.

Il peut aussi réunir plusieurs sections appartenant soit à la même localité, soit à des localités différentes.

Cette assemblée élit son président et son secrétaire. A défaut de président ou de secrétaire élu par la majorité des membres présents, ou en leur absence, le conseil est présidé comme il est dit à l'article 9. Il en est de même du secrétaire.

ART. 12. — L'arrêté royal convoquant l'assemblée plénière, de même que les arrêtés du gouverneur ou de la députation permanente convoquant une section, indiquent l'ordre du jour et fixent la durée de la session. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

Lorsque le nombre des patrons présents n'est pas égal à celui des délégués ouvriers, le plus jeune membre de la catégorie la plus nombreuse n'a que voix consultative.

Les séances ont lieu à huis clos, mais le conseil ou la section peut décider que les procès-verbaux des délibérations seront rendus publics.

ART. 13. — Le Gouvernement peut nommer un commissaire pour assister à l'assemblée plénière, y faire telles communications qu'il jugera utiles et prendre part aux débats, s'il y a lieu, sur les questions soumises ou les mesures projetées.

ART. 14. — Les communes du siège de l'institution sont tenues de fournir les locaux nécessaires à la tenue des séances du conseil ou des sections.

ART. 15. — Une indemnité est allouée par jour de session aux membres du conseil réunis en assemblée plénière ou de plusieurs sections. Elle est fixée par la députation permanente et supportée par le budget provincial.

B. — Arrêté royal du 10 mars 1893 pour l'exécution de la loi du 16 août 1887 instituant le Conseil de l'industrie et du travail.

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions.*

ARTICLE 1^{er}. — Par chefs d'industrie, on entend : les fabricants, les patrons, les directeurs-gérants et les administrateurs d'établissements industriels ou d'art industriel, les entrepreneurs qui emploient leurs ouvriers à un travail industriel.

Par ouvriers, on entend : les artisans, les contremaîtres, les ouvriers travaillant dans les ateliers ou pour compte des chefs d'industrie, et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

CHAPITRE II. — *De l'élection des membres ouvriers des Conseils de l'industrie et du travail.*

ART. 2. — Pour participer, comme électeur ouvrier, à l'élection des membres d'un Conseil de l'industrie et du travail, il faut :

1° Appartenir à l'une des catégories énumérées au paragraphe 2 de l'article 1^{er} du présent arrêté ;

2° Etre Belge ;

3° Etre âgé de 25 ans accomplis ;

4° Exercer effectivement depuis quatre ans au moins, dans le ressort du conseil, l'une des industries ou métiers représentés au dit conseil.

ART. 3. — Un collège électoral spécial sera formé pour chacune des sections d'un Conseil de l'industrie et du travail.

ART. 4. — Chaque collège électoral est composé des électeurs appartenant à l'industrie ou métier représenté dans la section correspondant à ce collège.

Il est dressé une liste électorale distincte par collège électoral.

ART. 5. — Les listes électorales mentionnent, en regard du nom de chaque électeur, le lieu et la date de sa naissance ; la date

de sa naturalisation ou la date à laquelle il a réclamé sa qualité de Belge, s'il y a lieu ; l'industrie ou le métier qu'il exerce.

Les listes sont dressées par ordre alphabétique.

ART. 6. — Les administrations communales du ressort dressent, dans leurs circonscriptions respectives, les listes des électeurs appartenant aux divers collèges électoraux du conseil.

Les électeurs sont inscrits, quel que soit leur domicile, sur les listes de la commune du siège de leur industrie.

Ces listes sont affichées soit à la date fixée par l'arrêté royal qui institue le Conseil de l'industrie et du travail, s'il s'agit de la première élection des membres du conseil, soit du 1^{er} au 15 février, s'il s'agit du renouvellement triennal prescrit par l'article 7 de la loi du 16 août 1887.

Elles sont immédiatement transmises par les soins des administrations communales, à la députation permanente du conseil provincial.

Toute réclamation tendant à l'inscription ou à la radiation d'électeurs doit être adressée à la députation permanente du conseil provincial, endéans les dix jours à dater du jour de l'affichage.

A l'expiration de ce délai, la députation permanente statue sans appel sur les réclamations qui lui sont parvenues.

Les listes sont définitivement arrêtées quarante-deux jours après celui de l'affichage.

Ces listes sont déposées au secrétariat de la commune du siège de l'institution et, par extrait, aux secrétariats des autres communes du ressort du conseil.

Elles sont permanentes, sauf les radiations et inscriptions, lors de la révision à laquelle il est procédé tous les trois ans, du 1^{er} au 15 février.

ART. 7. — Sont éligibles comme membres ouvriers du conseil, les électeurs ouvriers âgés de 30 ans accomplis.

ART. 8. — Ne peuvent être électeurs, ni éligibles :

Ceux qui sont privés du droit de vote par condamnation ;

Ceux qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction judiciaire, ou qui ont fait cession de leurs biens, aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers ;

Ceux qui sont notoirement connus comme tenant maison de débauche ou de prostitution ;

Ceux qui ont été condamnés, soit à une peine criminelle, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

L'interdiction, dans ce dernier cas, sera de vingt ans, à partir du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine, s'il s'agit d'une peine criminelle ; de dix ans, s'il s'agit d'une peine correctionnelle.

Le présent article n'est applicable, en aucun cas, à ceux qui ont obtenu ou obtiendront un concordat préventif de la faillite.

ART. 9. — L'élection a lieu au siège de l'institution, au jour fixé par l'arrêté royal, s'il s'agit de nommer pour la première fois les membres du conseil ; du 15 au 30 avril, s'il s'agit du renouvellement triennal prescrit par l'article 7 de la loi du 16 août 1887.

Le premier renouvellement du conseil aura lieu après que les membres auront siégé plus de deux ans.

ART. 10. — Les administrations communales, dans leurs ressorts respectifs, convoquent les électeurs conformément aux instructions de la députation permanente du conseil provincial, au moins dix jours avant celui de l'élection.

La convocation a lieu : 1^o par voie d'affiches ; 2^o par circulaires adressées aux électeurs ; les unes et les autres indiquant le jour, l'heure et le local où l'élection a lieu, le nombre des membres à élire, ainsi que la section du conseil dans laquelle ils doivent entrer.

Tout arrêté de convocation pour les élections des membres d'un Conseil de l'industrie et du travail, fixe le jour du ballottage éventuel en laissant entre le premier et le deuxième scrutin, un intervalle d'au moins treize jours francs.

ART. 11. — Chaque collège électoral d'ouvriers nomme les membres de la section correspondante du Conseil de l'industrie et du travail.

ART. 12. — Les collèges électoraux peuvent être divisés en autant de comices que la députation permanente le juge nécessaire, en raison du nombre des électeurs.

Dans aucun cas, un comice ne peut être composé de plus de 400 électeurs.

Il est assigné à chaque comice un local distinct.

On peut, si le nombre des comices l'exige, en convoquer plusieurs, mais en aucun cas, plus de cinq, dans les salles faisant partie d'un même bâtiment.

Le classement des électeurs par comice s'opère en suivant l'ordre alphabétique.

Un double de la liste électorale pour chaque comice est transmis au président du bureau de celui-ci.

Dans chaque collège électoral, le collège des bourgmestre et échevins du siège de l'institution désigne un comice principal.

ART. 13. — Les électeurs ne sont admis au vote que sur la présentation de leur convocation.

Toutefois, le bureau sera tenu d'admettre ceux qui seront portés sur la liste dressée par la députation permanente du conseil provincial et qui justifieront de leur identité.

ART. 14. — Chacun des collèges ou des comices électoraux est présidé par un membre du conseil communal du siège de l'institution ou d'autres communes du ressort, à désigner par le collège des bourgmestre et échevins du siège de l'institution.

Toutefois, s'il est nécessaire, le collège des bourgmestre et échevins pourra également choisir d'autres personnes.

ART. 15. — Le président du bureau principal désigne deux scrutateurs pour chaque comice parmi les signataires des propositions de candidats.

S'il y a plusieurs listes de candidats en présence, les scrutateurs ne peuvent pas être choisis parmi les signataires de la même liste.

Si, à l'heure fixée pour l'élection, les scrutateurs font défaut, le président complète le bureau d'office, au moyen des électeurs présents.

Le secrétaire est nommé par le président, soit dans le collège électoral, soit en dehors. Il n'a pas voix délibérative.

Les scrutateurs, et, s'il y a lieu, le secrétaire, peuvent voter dans le bureau où ils remplissent leurs fonctions.

ART. 16. — Les présidents qui ne sont pas magistrats ou qui n'ont pas prêté le serment électoral et les scrutateurs prêtent le serment suivant : « Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes. »

Les secrétaires prêtent le serment suivant : « Je jure de garder le secret des votes. »

Le président du bureau principal de chaque collège prêterait le serment devant le juge de paix du siège de l'institution ou l'un d'entre eux, s'il y en a plusieurs, au plus tard l'avant-veille de l'élection. Il recevra ensuite et, en tout cas avant le commencement des opérations, le serment des présidents des bureaux des autres comices. Ceux-ci recevront de même, dans le comice qu'ils président, le serment des scrutateurs et du secrétaire.

ART. 17. — Les candidats doivent être proposés au moins cinq jours francs avant celui où le scrutin doit avoir lieu.

Les propositions doivent être signées par 10 électeurs au moins dans les ressorts qui comptent plus de 200 électeurs et par 4 électeurs au moins dans les autres ressorts.

Elles sont remises par deux des signataires au président du bureau principal du collège électoral de la section pour laquelle elles sont présentées. Le président en donne récépissé.

Elles indiquent les noms, prénoms, âge, domicile et profession des candidats et des électeurs qui les présentent.

Elles sont datées.

Elles contiennent séparément l'indication des fonctions de membre effectif ou de membre suppléant, sollicitées par les candidats présentés.

Les candidats sont inscrits dans l'ordre alphabétique.

ART. 18. — Les candidats proposés acceptent la candidature, soit verbalement, en se présentant accompagnés de deux témoins par devant le président du bureau principal, soit par une déclaration écrite et signée qui est remise à ce président.

L'acceptation d'une candidature doit être attestée au moment de la remise de la proposition.

Cette acceptation contient l'affirmation, faite par les candidats, qu'ils remplissent les conditions exigées pour l'éligibilité.

ART. 19. — A l'expiration du terme utile pour la présentation des candidats, le bureau principal de chaque collège arrête définitivement la liste des candidats auxquels les suffrages peuvent être valablement accordés.

Ces listes sont immédiatement affichées dans la commune siège du conseil.

ART. 20. — Si à l'expiration du même délai, une seule liste de candidats a été présentée pour un collège, le bureau principal en dressera procès-verbal et proclamera élus les candidats.

ART. 21. — Le bureau principal de chaque collège formule et fait imprimer les bulletins de vote. L'emploi de tous autres bulletins est interdit.

ART. 22. — Les collèges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont convoqués.

ART. 23. — Deux exemplaires au moins de la loi du 16 août 1887 instituant le Conseil de l'industrie et du travail et du présent arrêté sont mis dans la salle du vote à la disposition des électeurs.

ART. 24. — Les électeurs forment leurs votes en observant le mode de votation prescrit par les lois électorales coordonnées.

ART. 25. — Il est procédé aux élections par scrutin de liste. Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus du tiers des voix.

Si tous les membres de la section du conseil n'ont pas été nommés au premier tour de scrutin, le bureau principal fait une liste des candidats de la même catégorie qui ont obtenu le plus de voix.

Cette liste contient, s'il est possible, deux fois autant de noms qu'il y a encore de membres à élire.

Au jour fixé par l'arrêté de convocation du collège, le scrutin de ballottage est ouvert entre les candidats sans convocation nouvelle des électeurs, en observant les formalités prescrites pour le premier scrutin et sous la présidence du bureau qui l'a dirigé.

La nomination a lieu à la pluralité des votes.

S'il y a parité de suffrages, le candidat le plus âgé est préféré.

ART. 26. — Dans les collèges électoraux divisés en plusieurs comices, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque comice. Le nombre des bulletins est vérifié avant le dépouillement. Le nombre des votants et celui des bulletins trouvés dans l'urne sont inscrits au procès-verbal. Le résultat du scrutin est arrêté et signé par le bureau. Il est immédiatement porté par les membres du bureau de chaque comice au bureau principal.

Ce bureau procède au recensement des votes et proclame le résultat.

ART. 27. — Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour fixer le nombre des votants.

ART. 28. — Sont nuls :

1^o Tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par le présent arrêté ;

2^o Les bulletins dont l'usage est permis s'ils ne contiennent l'expression d'aucun suffrage ou s'ils donnent plus d'un suffrage à une même personne ou s'ils expriment plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire ;

3^o Les mêmes bulletins si, par un signe, une rature, une marque quelconque non autorisés par la loi, ils sont rendus reconnaissables, ou s'ils contiennent, à l'intérieur, un papier ou un objet quelconque.

ART. 29. — Les procès-verbaux de l'élection rédigés et signés séance tenante par les membres de chaque bureau principal, les procès-verbaux des comices, ainsi que les listes des votants et les listes des électeurs seront adressés, dans le délai de trois jours, à la députation permanente du conseil provincial.

Un double des procès-verbaux, rédigé et signé par les membres de chaque bureau principal, sera déposé au secrétariat de la commune, siège du Conseil de l'industrie et du travail, où chacun pourra en prendre connaissance.

ART. 30. — Toute réclamation contre l'élection devra, à peine de déchéance, être formée dans les huit jours de la date du procès-verbal.

Elle sera remise par écrit, contre récépissé, soit au greffier du

conseil provincial, soit au bourgmestre du siège de l'institution. Elle pourra également leur être envoyée par la poste sous pli recommandé. Dans ce cas, le reçu de la poste tiendra lieu de récépissé.

Le greffier du conseil principal ou le bourgmestre du siège de l'institution, suivant les cas, transmettra la dite réclamation dans les trois jours à la députation permanente du conseil provincial.

ART. 34. — Dans le mois de la transmission du procès-verbal, la députation permanente du conseil provincial peut, par arrêté motivé, annuler l'élection d'office, pour irrégularité grave.

Passé ce délai, l'élection est réputée valide s'il n'y a pas eu réclamation de la part des intéressés ou opposition de la part du gouverneur. Dans l'un ou l'autre de ces derniers cas, la députation permanente est tenue également de se prononcer dans le délai d'un mois, à partir du dépôt de la réclamation à l'administration provinciale ou de l'arrêté d'opposition.

Le gouverneur peut, dans les huit jours qui suivront celui de la décision, prendre son recours auprès du Roi, qui statuera dans le délai d'un mois à dater du pourvoi.

ART. 32. — Le nombre de suppléants à élire en vertu des articles 5 et 6 de la loi organique du 16 août 1887, est fixé par l'arrêté royal qui institue le Conseil de l'industrie et du travail.

CHAPITRE III. — *De l'élection éventuelle des chefs d'industrie ou patrons.*

ART. 33. — Si les chefs d'industrie du ressort sont en nombre plus considérable que celui des membres effectifs du conseil, ils désignent parmi eux ceux qui doivent les représenter comme membres effectifs et comme membres suppléants.

Dans ce cas, les règles prescrites par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 du présent arrêté pour l'élection des membres ouvriers du conseil, sont applicables à l'élection des membres chefs d'industrie.

ART. 34. — Les dispositions précédentes remplacent celles de l'arrêté royal du 15 août 1889 précité.

ART. 35. — Notre Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 10 mars 1893.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie et des Travaux publics,*

LÉON DE BRUYN.

ANNEXE II

Classification des industries dressée en 1892 par le ministère du travail pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail.

GROUPE I

Industrie des mines et industrie connexes.

Exploitation des charbonnages, y compris les travaux du jour. — Fabrication du coke ; fabrication des briquettes et des agglomérés de charbon ; fabrication du gaz d'éclairage. — Exploitation des mines et minières métalliques de toute espèce : minerai de fer, minerai de manganèse, de plomb, pyrite de fer, galène, minerai de zinc, blende, calamine, etc.

GROUPE II

Industrie des carrières et industrie des transports ainsi que le chargement, le déchargement et la manutention des marchandises.

Exploitation des ardoisières. — Carrières de pierres à pavés, de pierres de taille, de marbres. — Carrières de gypse, de craie, de marne, d'argile, de terre plastique, sable, gravier et silex. — Extraction de phosphates. — Taille des pierres. — Four à chaux, fabrication du ciment et du plâtre. — Transport des voyageurs, des marchandises et des correspondances par chemins de fer, par voie de terre ou par voie navigable. — Métiers exercés dans les gares, entrepôts, quais d'abordage, ports, docks, magasins, etc.

GROUPE III

Industrie verrière et céramique.

Verreries de toute espèce (à vitres). — Verreries à bouteilles,

etc. — Fabriques de verre mat, fabriques de verres spéciaux striés (rolled plate), fabriques de verre bombé pour toitures. — Gobelinerie, cristalleries. — Glaceries. — Fabriques de verres pour lampes. — Briqueteries. — Fabriques de carreaux céramiques ; fabriques de briques creuses et de carreaux creux pour cloisons légères ; fabriques de produits réfractaires. — Tuileries. — Fabriques de porcelaine, faïenceries. — Poteries ordinaires, poteries de grès. — Fabriques de tuyaux de grès pour égouts, pour drainage, pour cheminées, etc.

GROUPE IV

Industrie métallurgique.

Hauts-fourneaux. — Fabriques de fer. — Laminiers à rails, à tôles, à poutrelles, à fers marchands, tréfileries, etc. — Aciéries (fabrication des lingots, blooms, rails, poutrelles, fils, etc.). — Métallurgie du zinc, du plomb, du cuivre, du bronze, du nickel, de l'aluminium, de l'étain, de l'argent et de l'or. — Laminier à plomb, à zinc, à cuivre et à laiton, à étain.

GROUPE V

Grosse construction mécanique.

Chaudières à vapeur. — Grosse chaudronnerie en fer et en cuivre. — Machines à vapeur, machines d'épuisement et d'extraction, machines soufflantes, etc. — Construction de locomotives et de tenders, de locomobiles, de wagons et voitures de chemins de fer, de freins, de locomotives de tramways, de chemins de fer à voie étroite, de wagonnets, matériel de houillères, etc. — Fabrication des roues, des bandages de roues, essieux, ressorts, buttoirs, etc. — Fonderies de fer et de cuivre qui produisent des objets employés dans la grosse construction mécanique (colonnes pour bâtiments, cuves en fonte, bâtis, volants, cylindres, tuyaux pour conduites d'eau et de gaz, etc.), roues de transmission, engrenages, pièces de forge destinées aux machines. — Construction de ponts, charpentes et autres gros ouvrages métalliques. —

Construction et réparation des navires et de leurs accessoires. — Construction de machines-outils, de grands tours, de grandes machines à estamper, à forer, à découper. — Construction d'engins, de machines et métiers mécaniques employés dans l'industrie manufacturière, dans la papeterie, etc. — Fabrication des canons (grosses pièces d'artillerie).

GROUPE VI

Industrie de la filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.

Filature du lin (filés et fils retors). — Filature du coton (filés et fils retors). — Filature du chanvre (filés). — Filature du jute. — Rouissoirs (lin roui). — Ateliers de teillage (lin teillé et émouchures). — Ateliers de préparation d'émouchures. — Teinturerie et blanchiment. — Ateliers de teillage de chanvre (chanvre et émouchures). — Ateliers d'effilochage (bourre de coton).

GROUPE VII

Industrie du tissage, du lin, du coton, du chanvre et du jute.

Tissage du lin (fabrication de toile proprement dite, coutils, tissus damassés, linge, batiste, bâches, toiles d'emballage, toiles teintées). — Tissage du chanvre (fabrication de toile, toile d'emballage, toile à sacs, toile à voiles, toile à bâches, couvertures, cordes, ficelles, câbles). — Tissage du coton (fabrication de tissus de coton, linge, couvertures, rubans, ouate, bourre, mèches). — Tissage du jute. — Blanchiment, impressions, teinture et apprêts des tissus. — Fabrication de toiles cirées. — Tissage de tissus mixtes.

GROUPE VIII

Industrie lainière.

Lavoirs, carbonisages, épaiillage chimique, délainage, fabriques de laine artificielle. — Fouleries, teintureries. — Peignage, filatures de laine peignée, filatures de laine cardée. — Fabrication de tissus de laine : draps, tissus, couvertures, flanelles, feutre, mérinos, châles, tapis, etc.

GROUPE IX

Petite construction mécanique.

Fabrication des vis, boulons, rivets, clous, pointes de Paris, crochets, crampons, limes, aiguilles, épingles, agrafes, œilletons, etc. — Construction de petits tours, de petites machines à estamper, à forer et à découper, d'étaux. — Fabrication des outils à main pour toutes les professions industrielles. — Construction de machines agricoles à semer, à planter, à faucher, à battre, ainsi que de charrues, de herses, de rouleaux et autres instruments agricoles. — Fabrication d'objets de jardinage de toute nature. — Construction d'instruments de mathématiques, de physique, d'optique, de chimie, d'astronomie, de topographie, d'appareils photographiques, télégraphiques et téléphoniques. — Fabrication de pendules, d'horloges, de montres et pièces d'horlogerie. — Fabrication d'appareils et instruments de chirurgie et d'orthopédie. — Construction d'instruments de pesage, de poids et de mesures, de compteurs à gaz et à eau, de dynamomètres, d'appareils enregistreurs des pressions, etc. — Fabrication de toiles métalliques, de fils de fer pour clôtures ou haies artificielles. — Fabrication de plumes métalliques à écrire. — Fonderies de fer et de cuivre produisant des objets employés dans la petite construction mécanique et fabrication des articles d'ornementation en métal. — Fonderies de cloches et de carillons. — Construction de machines à composer et à imprimer. — Serrurerie, poêlerie, construction des coffres-forts et coffrets. — Fabrication des couteaux, canifs, rasoirs, ciseaux et lames de toutes espèces. — La ferblanterie et la quincaillerie. — Fabrication de lampes en métal et la construction d'appareils d'éclairage. — Fabrication des ustensiles de ménage en métal et la poterie d'étain. — La fabrication de cardes, la taillanderie. — L'industrie des maréchaux ferrants. — Construction de pompes à incendie. — Constructions de machines à coudre, à piquer et à découper. — Fabrication de vélocipèdes et de leurs accessoires. — Fabrication des courroies de machines. — Fabrication des armes blanches et des armes à feu portatives, y

compris les industries connexes (fabrication des canons de fusils, des pièces de revolvers, etc., forage, garnissage, trempage, polissage, montage ; industrie des graveurs, des faiseurs à bois, des argenteurs et nickeurs, etc., etc.).

GROUPE X

Industrie du bâtiment.

Industrie du bâtiment : terrassiers, maçons, poseurs de pierres, manœuvres, charpentiers, menuisiers, vitriers, ardoisiers, plafonneurs, plombiers, zingueurs, industrie du bois (scierie, etc.), etc., etc.

GROUPE XI

Industrie du mobilier et industries accessoires du bâtiment.

Fabricants de meubles : ébénistes, chaisiers, tabletiers, tourneurs en bois, sculpteurs sur bois (pour meubles et panneaux décoratifs). — Fabricants de parquets, tapissiers garnisseurs, peintres décorateurs et placeurs de papier de tentures, fabricants de meubles et d'objets en rotin et en bambou, vanniers, miroitiers, encadreur. — Fabrication d'objets en marbre (cheminées, pendules, coupes, etc.), fabrication des moulures. — Carrossiers, charrons, fabricants de brochettes et autres véhicules à conduire à la main, garnisseurs de voitures, peintres d'équipages. — Fabrication de caisses d'emballage, tonnellerie. — Fabrication des brosses, pinceaux, balais, etc., boisellerie, tableterie, fabrication des billards, etc.

GROUPE XII

Industrie du vêtement.

Industrie de la confection du vêtement proprement dit (linge de corps, robes, manteaux, vêtements d'hommes, etc.).

GROUPE XIII

Industries accessoires du vêtement.

Bonneterie de laine, de coton et de lin (bas, gilets, bonnets,

tricots, jupons, etc.). — Passementerie de lin, de laine et de coton. — Tannerie, corroyerie, mégisserie, maroquinerie, industrie des portefeuillistes, des gainiers, des peaussiers, des selliers et bourreliers, etc. — Cordonniers, bottiers, raccommodeurs de souliers, sabotiers. — Chapeliers et casquettiers (chapeaux de feutre, de soie, de paille). — Fabricants de cols, manchettes, linge de luxe. — Fabrication de dentelles, blanchissage et réparation de dentelles, fabrication des tulles et des blondes; brodeurs en fil de lin ou de coton, brodeurs en or, en argent, en soie, sur mousseline ou autres tissus fins, galonniers en or ou en argent. — Fabrication des fleurs artificielles. — Modes. — Fabrication de corsets et jupons (autres que les jupons en laine). — Blanchisseurs de linge et de vêtements. — Boutonniers en métal, en soie, en os, fabricants de moules de boutons. — Gantiers en peau et en fil, laveurs de gants de peau, guétriers. — Fabrication des lacets en laine, en lin, en chanvre et en soie. — Fabrication des ombrelles, des cannes et des parapluies. — Teinturiers de vêtements, en pailles, etc. — Objets de toilette, etc., etc.

GROUPE XIV

Industries chimiques.

Fabrication des produits chimiques en général (fabrication du minium, massicot, nitrobenzine, sel d'étain, soude et carbonates de soude, soude artificielle, soude caustique, liquide ou solide; fabrication des sulfates d'alumine, d'ammoniaque, de cuivre, de fer, de potasse, de soude de zinc, de sulfure de carbone, etc.). — Matières tinctoriales d'origine animale, minérale ou végétale; matières fertilisantes d'origine minérale, animale ou végétale. — Fabrication et préparation des couleurs en général ainsi que des vernis. — Fabrication et épuration des huiles de toutes espèces (animale, d'éclairage, de poisson, de résine, de térébenthine, de goudron, de pétrole, de benzine, de naphte, de vaseline, de paraffine, de bitume, d'asphalte bitumineux, etc.). — Fabrication des savons. — Traitement du goudron et de l'aniline; fabrica-

tion des cartons bitumés. — Fabrication de l'alun, du chlore, du chlorure de chaux, des chromates, de l'éther, etc. — Fabrication de la gélatine, de la colle, etc. — Fabrication des graisses industrielles. — Fabrication des matières explosibles, pièces d'artifice, amorces pour armes à feu, cartouches ; bougies, chandelles, cire ; carton et papier (ordinaire, peint, à polir, etc.), cartes à jouer ; masques ; fabrication de la cire à cacheter ; fabrication des allumettes chimiques.

GROUPE XV

Industries alimentaires.

Meunerie. — Féculerie, amidonnerie, fabrication de la glucose. — Décortication et polissage du riz. — Brasserie et malterie. — Distillerie, fabrication des liqueurs. — Vinaigrerie. — Fabrication du sucre, raffinerie, candiserie. — Fabrication des marmelades, sirops et confitures. — Boulangerie et pâtisserie. — Fabrication des biscuits et pâtes alimentaires de toutes espèces. — Boucherie et abatage des animaux. — Séchage, salaison, boucanage et autres procédés de conservation des viandes. — Pêche maritime ou fluviale. — Préparation du cacao ; fabrication du chocolat (en poudre, en tablettes, en pastilles, etc.). — Confiserie, fabrication des bonbons. — Fabrication des eaux gazeuses. — Fabrication de la glace artificielle. — Torréfaction et pulvérisation de la chicorée, torréfaction du café. — Industrie des tabacs ; préparation du tabac, fabrication des cigares, des cigarettes, du tabac à fumer, à chiquer ou à priser.

GROUPE XVI

Industries d'art.

Industrie de l'imprimerie : typographie, lithographie, chromolithographie, phototypie, héliogravure, etc. — Fonderie de caractères pour l'imprimerie. — Industrie de la reliure : brochage, cartonnage, reliure proprement dite, dorure, etc. — Fendeurs de diamants, taille et polissage des diamants, sertissage des pierres

précieuses, industrie du bijoutier. — Estampage, polissage, gravure, émaillage, damasquinage des métaux précieux. — Industrie des modeleurs, ornementalistes, mouleurs, sculpteurs, ciseleurs, incrusteurs, frappeurs de médailles, guillocheurs, etc. — Industrie des peintres sur porcelaine, sur verre, et fabricants de vitraux. — Graveurs de musique, sur bois, sur cuivre, sur acier ; graveurs de caractères. — Fabrication des pianos et des orgues ; industrie des luthiers. — Fabrication d'objets en plâtre ou en ciment ayant un caractère artistique. — Fabrication des monnaies.

ANNEXE III

TABEAU des Conseils de l'industrie et du travail avec leur subdivision en sections (1) (Avril 1899).

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
<i>Province d'Anvers</i>							
Anvers	II	1	Transport des voyageurs.	12	6	16 mai 1893	1896
		2	Transport, chargement, déchargement et manutention des marchandises.	8	4	—	—
	IX	3	Petite construction mécanique.	8	4	—	—
	X	4	Bâtiment.	12	6	—	—
	XI	5	Mobilier et accessoires du bâtiment.	12	6	—	—
		6	Vêtement.	8	4	—	—
	XIV	7	Industries chimiques.	8	4	—	—
	XV	8	Brasserie, malterie et distillerie.	8	4	—	—
		9	Raffinerie du sucre.	8	4	—	—
	XV	10	Industrie du tabac.	8	4	—	—
	XV	11	Autres industries alimentaires.	12	6	—	—
		12	Imprimerie.	8	4	—	—
	XVI	13	Industrie du diamant.	8	4	—	—
	XVI	14	Autres industries d'art.	8	4	—	—
Boom	III	1	Industrie briquetière et céramique.	12	6	21 mai 1894	1897
	XIV	2*	Industries chimiques.	6	2	—	—
Turnhout	III	1*	Industrie céramique.	6	2	6 juin 1893	1897
	VII	2	Tissage.	6	2	—	—
	IX	3*	Petite construction mécanique.	6	2	—	—

(1) Les sections marquées d'un astérisque (*) ne sont pas encore constituées.

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Turnhout	X	4	Bâtiment.	6	2	6 juin 1893.	1897
	XI	5*	Mobilier et accessoires du bâtiment.	6	2	—	—
	XIV	6	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	7*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
		8	Industrie du tabac.	6	2	12 nov. 1898	1899
<i>Brabant.</i>							
Bruxelles.	I	1*	Industrie de la fabrica- tion du gaz d'éclairage.	6	2	13 janv. 1890 réorganisé le	1896
	II	2	Transport, chargement, déchargement et manutention des marchandises.	6	2	18 janv. 1893	—
	VI	3*	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	IX	4	Industrie du fer (petite construction mécanique) : les ajusteurs, mécaniciens, fondeurs, serruriers, poêliers, fabricants de coffres-forts forgerons, maréchaux-ferrants, tourneurs en fer, armuriers, les fabricants de vélocipèdes et accessoires, etc.	6	2	—	—
	IX	5	L'industrie de la petite construction mécanique en métaux autres que le fer : cuivre, bronze, étain, fer-blanc, etc. ; chaudronnerie, lampisterie, les horlogers, les lanterniers et les platineurs.	6	2	—	—
	X	6	L'industrie du bois : menuisiers, charpentiers, scieurs de long.	6	2	—	—
	X	7	L'industrie des maçons, marbriers, tailleurs de pierres, plafonneurs, sculpteurs, ornemanistes, terrassiers, ardoisiers, plombiers, zingueurs et vitriers.	6	2	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS		NOMBRE de membres		DATES DE		
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Bruxelles.	XI	8	L'industrie du mobilier : ébénistes, chaisiers, fabricants de meubles en rotin et en bambou, tourneurs et sculpteurs en bois, fabricants de billards, de boisellerie, de tabletterie, de van- nerie, de tonnellerie et de caisses d'emballage.	6	2	13 janv. 1890. réorganisé le 18 janv. 1893.	1896
	XI	9	Industrie de la carrosse- rie: charrons, car- rossiers, garnisseurs de voitures, peintres en équipages.	6	2	—	—
	XI	10	L'industrie de la pein- ture en bâtiments et en décors.	6	2	—	—
	XI	11	L'industrie des tapis- siers-garnisseurs et matelassiers.	6	2	—	—
	XI	12	L'industrie des miroi- tiers, encadreurs, fa- bricants de cadres, do- reurs sur bois.	6	2	—	—
	XII	13	L'industrie des tailleurs, des costumiers et des chemisiers.	6	2	—	—
	XIII	14	L'industrie des chape- liers, casquetiers (soie, feutre, paille).	6	2	—	—
	XIII	15	L'industrie des gantiers, les fabricants de pas- sementeries, les bro- deurs d'or, les fabri- cants de bonneterie, de fleurs artificielles, etc., les fabricants de boutons, etc.	6	2	—	—
	XIII	16	L'industrie des chaussu- res, cordonniers, fa- bricants de tiges, ga- lochiers, guêtriers.	6	2	—	—
	XIII	17	L'industrie des tanneurs, corroyeurs, mégissiers, portefeuellistes, gai- niers, peaussiers, sel- liers, harnacheurs, bourrelliers, malletiers.	6	2	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Bruxelles.	XIV	18	L'industrie des produits chimiques : savons, huiles, graisses, bougies, allumettes, céruse, salpêtre, cartouches, etc. ; artificiers, fabricants de papiers peints et autres, fabricants de carton, de masques, de cartes à jouer, etc.	6	2	13 janv. 1890. réorganisé le 18 janv. 1893.	1896
	XV	19	L'industrie du tabac : fabricants de tabac, cigares, cigarettes.	6	2	—	—
	XV	20	L'industrie des denrées alimentaires : boulangers, pâtisseries, bouchers, charcutiers, brasseurs, distillateurs, etc.	6	2	—	—
	XVI	21	L'industrie de l'imprimerie : typographes, lithographes et graveurs lithographes, fonderie de caractères.	6	2	—	—
	XVI	22	L'industrie des relieurs, brocheurs, fabricants de registres, doreurs sur cuir.	6	2	—	—
	XVI	23	L'industrie des bronzes d'art et des métaux précieux : orfèvres-bijoutiers, joailliers, orfèvres, graveurs, ciseleurs, batteurs d'or, fonderies d'objets d'art et d'ornementation.	6	2	—	—
	XVI	24	L'industrie des instruments de musique : pianos, orgues, etc.	6	2	—	—
	XVI	25	L'industrie des machines à vapeur, etc.	6	2	—	—
Court-Saint-Etienne.	VI	1*	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	25 févr. 1894.	1897
	IX	2	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	XIII	3*	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
	XIV	4*	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	5*	Industries alimentaires.	6	2	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS		NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Número de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution la dernière élection
Jodoigne.	II	1*	Industrie des carrières.	6	4	21 déc. 1889. 1896
Louvain.	V	1*	Grosse construction mécanique.	6	2	9 octob. 1893. 1896
	VIII	2*	Industrie lainière.	6	2	— —
	IX	3	Petite construction mécanique.	6	2	— —
	X	4	Bâtiment.	6	2	— —
	XI	5	Mobilier et accessoires du bâtiment.	6	2	— —
	XII	6	Vêtement.	6	2	— —
	XIII	7	Accessoires du vêtement.	6	2	— —
	XV	8	Industries alimentaires.	6	2	— —
	XVI	9	Industries d'art.	6	2	— —
Quenast.	II	1	Industrie des carrières.	6	2	15 févr. 1889. 1898
Tirlemont.	V	1	Grosse construction mécanique.	6	2	30 oct. 1893. 1896
	XV	2	Industries alimentaires.	6	2	— —
<i>Flandre occidentale.</i>						
Bruges	VII	1	Industrie du tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	23 avril 1891 réorganisé le 1897
	IX	2	Industrie de la petite construction mécanique.	6	2	28 août 1893 —
	X	3	Industrie du bâtiment.	6	2	— —
	XI	4	Industrie du mobilier et les industries accessoires du bâtiment.	6	2	— —
	XII	5	Industrie du vêtement.	6	2	— —
	XIII	6	Industries accessoires du vêtement.	6	2	— —
	XIV	7	Industries chimiques.	6	2	— —
	XV	8	Industries alimentaires.	6	2	— —
	XVI	9	Industries d'art.	6	2	— —
Courtrai	—	1	Les diverses industries exercées à Courtrai.	12	6	15 juillet 1890 1896
Ostende	XV	1*	L'industrie de la pêche.	6	2	25 août 1890 1896
Ypres	X	1*	Industrie du bâtiment.	6	2	16 oct. 1894 1898
	XIII	2*	Industries accessoires du vêtement.	6	2	— —

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS		NOMBRE de membres		DATES DE		
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution la dernière élection	
Flandre orientale.							
Alost	VI	1*	Industrie de la filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	24 mai 1892 réorganisé le	1898
	VII	2	Industrie du tissage du lin, du coton, du chan- vre et du jute.	6	2	23 juillet 1896	—
	IX	3	Industrie de la petite construction mécani- que.	6	2	—	—
	XII	4	Industrie du vêtement.	6	2	—	—
	XV	5	Industries alimentaires.	6	2	—	—
	X	6	Industrie du bâtiment.	6	2	—	—
Gand	I	1	Transport, chargement, déchargement et ma- nutenion des mar- chandises.	6	4	28 mai 1890 réorganisé le	1896
	V	2	Grosse construction mé- canique.	10	4	22 nov. 1892	—
	VI	3	Filature du lin, du chanvre et du jute.	10	4	—	—
	VI	4	Filature du coton.	12	6	—	—
	VII	5	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	4	—	—
	IX	6	Petite construction mé- canique.	8	4	—	—
	X	7	Bâtiment.	6	4	—	—
	XI	8	Mobilier et industries ac- cessoires du bâtiment.	6	4	—	—
	XII	9	Vêtement.	6	4	—	—
	XIII	10	Industries accessoires du vêtement.	6	4	—	—
	XIV	11	Industries chimiques.	8	4	—	—
	XV	12	Industries alimentaires.	6	4	—	—
	XVI	13	Imprimerie.	6	4	—	—
	XVI	14	Autres industries d'art.	6	4	—	—
Grammont	X	1	Bâtiment.	6	2	7 nov. 1892	1898
	XIV	2	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	3*	Industries alimentaires	6	2	—	—
Eecloo	VII	1	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	16 oct. 1894	1897
	VIII	2	Industrie lainière.	6	2	—	—
	XI	3	Industrie du mobilier.	6	2	—	—
	XIII	4	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS		INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section		Efficifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Eecloo	XV	5	Industries alimentaires.	6	2	16 oct. 1894	1897
Hamme	VI	4*	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	8	4	16 août 1892	1898
	VII	2*	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	IX	3*	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	XV	4*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Lokeren	III	1*	Industries verrière et céramique.	6	2	29 nov. 1892	1898
	VI	2	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	VII	3	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	XIII	4*	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
	XV	5*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Ninove	VI	1	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	16 oct. 1894	1897
	VII	2*	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	XIII	3*	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
	XIV	4*	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	5*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Renaix.	VI	1	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	8	4	12 juin 1892	1898
	IX	2	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	XV	3	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Saint-Nicolas.	III	1	Industrie céramique.	6	4	3 juin 1892	1898
	VIII	2	Industrie lainière.	12	6	réorganisé	—
	X	3	Industrie du bâtiment.	6	4	1 ^{er}	—
	IX	4	Petite construction mécanique.	6	4	5 déc. 1897	—
	XI	5	Mobilier et accessoires du bâtiment.	6	4	—	—
	XII	6	Vêtement.	6	4	—	—
	XV	7	Industries alimentaires.	6	4	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Tamise.	III	1	Industrie céramique.	6	2	3 janv. 1894	1897
	VI	2	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	VII	3	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	XI	4	Mobilier et industries ac- cessoires du bâtiment.	6	2	—	—
	XI	5	Vannerie.	6	2	—	—
	XIII	6	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
	XIV	7	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	8	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Termonde.	VI	1	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	3 mai 1892	1898
	VII	2	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	IX	3	Petite construction méca- nique.	6	2	—	—
	XIV	4	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	5	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Wetteren.	XV	1	Industries alimentaires.	6	2	28 sept. 1891	1897
	XIV	2	Industries chimiques.	6	2	réorganisé par	—
	VII	3	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	arrêté royal du 17 juin 1894	—

Hainaut

Anderlues.	I	1	Industrie charbonnière.	8	4	27 mars 1891	1897
Basècles.	II	1	Industrie des carrières.	6	2	3 juillet 1894	1897
Bernissart.	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	10 déc. 1889	1897
Boussu.	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	10 déc. 1889	1896
Braine-le-Comte.	V	1	Industrie de la grosse con- struction mécanique.	6	2	10 juillet 1891	1897
	XIV	2	Industries chimiques.	6	2	réorganisé par arrêté royal du 27 mars 1894	—
Chapelle- les-Her- laimont.	I	1	Concession du charbon- nage de Bascoup.	8	4	5 déc. 1897	1898
Charleroi.	I	4	Industrie des charbonna- ges, des fours à coke et fabrication des aggro- mérés de charbon.	12	6	3 juillet 1890	1896
	III	2	Industrie du verre.	12	6	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS		NOMBRE de membres		DATES DE		
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Charleroi.	IV	3	Industrie des laminoirs.	6	2	3 juillet 1890.	1896
	IV	4	Industrie des hauts-four- neaux.	6	2	—	—
	V	5	Industrie des fonderies et ateliers de construc- tion.	10	4	—	—
Châtelet.	I	1	Industrie des charbonna- ges, des fours à coke et fabrication des aggro- mérés de charbon.	12	6	3 juillet 1890.	1897
	IV	2*	Industrie des laminoirs.	12	6	—	—
	IV	3*	Industrie des hauts-four- neaux.	10	4	—	—
	V	4*	Industrie des fonderies et ateliers de construc- tion.	8	4	—	—
Ciply.	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	21 déc. 1889.	1896
Cuesmes	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	21 déc. 1889.	1896
Dour.	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	21 déc. 1889.	1896
Far- ciennes.	I	1	Industrie des charbonna- ges, des fours à coke et fabrication des aggro- mérés de charbon.	12	6	2 juillet 1890.	1896
	III	2*	Industrie des glaces et des produits chimi- ques.	6	2	—	—
	IV	3*	Industrie métallurgique.	6	4	—	—
Flénu.	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	21 déc. 1889.	1896
Fra- meries.	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	17 déc. 1889.	1896
Gilly	I	1	Industrie des charbon- nages, des fours à coke et fabrication des ag- glomérés de charbon.	12	4	3 juillet 1890	1896
	V	2*	Industrie des fonderies et ateliers de construc- tion.	10	4	—	—
	III	3*	Industrie du verre.	6	2	—	—
Ghlin	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	21 déc. 1889	1896

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industries	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Haine- St-Pierre	I	1	Industrie des mines et industrie connexes.	8	4	27 mars 1891	1897
	V	2	Industrie de la grosse construction mécanique.	8	4	—	—
	IX	3	Industrie de la petite construction mécanique.	8	4	—	—
	III	4*	Industries verrière et cé- ramique.	6	2	—	—
	IV	5*	Industrie métallurgique.	6	2	—	—
Havré	XV	6*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
	I	1	Industrie des mines et industries connexes.	8	4	4 avril 1891	1897
	XV	2*	Industries des produits alimentaires.	8	4	—	—
Hornu	VI	3*	Industrie de la filature du coton.	6	2	—	—
	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	21 déc. 1889	1896
	I	1	Industrie des mines et industries connexes.	8	4	4 avril 1891	1897
Houdeng- Aimeries	XV	2*	Industrie alimentaires.	8	4	—	—
	V	3*	Grosse construction mé- canique.	6	2	—	—
	III	4*	Industries verrière et cé- ramique.	6	2	—	—
Jumet	I	1*	Industrie des charbonna- ges, des fours à coke et fabrication des ag- glomérés de charbon.	12	6	2 juillet 1890	1897
	III	2*	Industrie du verre.	12	4	—	—
	IV	3*	Industrie du fer.	6	2	—	—
La Louvrière	IV	1	Industrie métallurgique.	8	4	27 mars 1891	1897
	IX	2	Petite construction mé- canique.	8	4	—	—
	V	3	Grosse construction mé- canique.	6	2	—	—
	I	4	Industrie des mines et industries connexes.	6	2	—	—
	III	5	Industries verrière et cé- ramique.	6	2	—	—
	XV	6	Industries alimentaires.	6	2	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Lessines	II	1	Industrie des carrières.	8	4	4 avril 1891	1897
	XV	2*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
	XIV	3*	Industries chimiques.	6	2	—	—
Leuze	VIII	1*	Industrie lainière.	6	2	24 juillet 1893	1896
	XI	2*	Industries accessoires du bâtiment.	6	2	—	—
	XV	3*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Maffle	II	1	Industrie des carrières.	6	2	27 mars 1891	1897
Marchienne- au-Pont	I	1*	Industrie des charbonnages, des fours à coke et fabrication des agglomérés de charbon.	12	6	3 juillet 1890 réorganisé le 2 mars 1896	1896
	IV	2*	Laminaires.	12	4	—	—
	IV	3*	Hauts-fourneaux.	12	4	—	—
	V	4*	Fonderies et ateliers de construction.	8	2	—	—
	III	5*	Industrie du verre.	6	2	—	—
Morlanwelz	V	1*	Grosse construction mécanique.	6	2	10 juillet 1891 réorganisé le 5 déc. 1897	1898
	IX	2*	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	XV	3*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
	XI	4*	Mobilier et industries accessoires du bâtiment.	6	2	—	—
	II	5*	Industrie des carrières et industries connexes.	6	2	—	—
	I	6	Industrie minière.	8	4	—	—
Pâturages	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	17 déc. 1889	1896
Quaregnon	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	17 déc. 1889	1896
Ransart	I	1*	Industrie des charbonnages, des fours à coke et fabrication des agglomérés de charbon.	12	6	2 juillet 1890 réorganisé le 10 févr. 1896	1896
Roux	I	1	Industrie des charbonnages, des fours à coke et fabrication des agglomérés de charbon.	12	6	2 juillet 1890 réorganisé le 29 janv. 1896	1896
	III	2	Industrie des glaces.	8	4	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industrie	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Scignies	II	1	Industrie des carrières.	10	4	6 avril 1891	1897
	XV	2*	Industries alimentaires.	8	4	—	—
	IX	3*	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	XII et XIII	4	Industrie du vêtement et industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
Tournai	II	1	Industrie des carrières	8	4	2 févr. 1893	1896
	III	2*	Industries verrière et céramique.	6	2	—	—
	VI	3	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	—	—
	VIII	4*	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
	XIV	5*	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	6*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Wasmes	XV	7	Industries d'art.	6	2	—	—
	I	1	Industrie charbonnière.	6	2	17 déc. 1889	1896

Province de Liège.

Chênée.	I	1	Industries des mines et industries connexes.	6	2	30 oct. 1893	1896
	III	2*	Industries verrière et céramique.	6	2	—	—
	IV	3	Industrie métallurgique.	8	4	—	—
	IX	4*	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
Dalhem.	IX	1	Industrie armurière.	10	4	8 mars 1897	1897
Dison.	VIII	1*	Industrie lainière.	12	6	15 avril 1891	1897
Fléron.	I	1	Industrie des mines et industries connexes.	8	4	5 août 1895 réorganisé le 10 juin 1898	1898
Fraipont.	IX	1	Armurerie et quincaillerie.	10	4	21 déc. 1889	1896
	I et II	2*	Carrières et charbonnages.	6	2	—	—
	VIII	3*	Industrie lainière.	6	2	—	—
	IV	4*	Industrie du zinc.	6	2	—	—
	X	5*	Maçonnerie, serrurerie et menuiserie.	6	2	—	—
Grivegnée.	IV	1	Industrie métallurgique.	12	4	4 déc. 1889	1896

SIEGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industries	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Herstal.	I	1	Industries des mines et industries connexes.	6	2	1 ^{er} mai 1893	1896
	IX	2	Armurerie.	6	2	—	—
	IX	3	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	X	4	Bâtiment.	6	2	—	—
	XV	5	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Huy.	XI	1*	Industries alimentaires.	8	4	12 juin 1891	1897
	II	2*	Industrie des carrières.	8	4	—	—
	XIV	3*	Industries chimiques.	8	4	—	—
	IX	4*	Petite construction mécanique.	8	4	—	—
	IV	5*	Industrie métallurgique.	8	4	—	—
	I	6*	Industrie des mines et industries connexes.	6	2	—	—
	III	7*	Industrie céramique.	6	2	—	—
Jemeppe s/Meuse.	I	1	Industrie des mines et industries connexes.	12	6	14 mars 1891	1897
	IV	2*	Industrie métallurgique.	8	4	—	—
	V	3*	Grosse construction mécanique.	6	2	—	—
	III	4*	Industries verrière et céramique.	6	2	—	—
Jupille.	IV	1	Industrie métallurgique.	6	2	8 mars 1897	1897
	V	2	Industrie de la grosse construction mécanique.	6	2	—	—
	IX	3	Industrie de la petite construction mécanique.	6	2	—	—
	I	4	Industrie des mines et industries connexes.	6	2	—	—
Liège.	I	1	Industrie des mines et industries connexes.	6	2	27 déc. 1889 réorganisé	1896
	II	2	Industrie des carrières.	6	2	le	—
	II	3*	Transport, chargement, déchargement et manutention des marchandises.	6	2	21 janvier 1893	—
	III	4	Industries verrière et céramique.	6	2	—	—
	IV	5	Industrie métallurgique.	6	2	—	—
	V	6	Grosse construction mécanique.	8	4	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupe d'industries	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Liège.	VI	7	Filature du lin, du coton, du chanvre et du jute.	6	2	27 déc. 1889 réorganisé le	1896
	VII	8*	Tissage du lin, du coton, du chanvre et du lin.	6	2	21 janv. 1893.	—
	VIII	9*	Industrie lainière.	6	2	—	—
	IX	10	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
	IX	11	Armurerie.	8	4	—	—
	X	12	Bâtiment.	6	2	—	—
	XI	13	Mobilier et industries accessoires du bâtiment.	6	2	—	—
	XII	14	Vêtement.	6	2	—	—
	XIII	15	Industries accessoires du vêtement.	6	2	—	—
	XIV	16*	Industries chimiques.	6	2	—	—
	XV	17	Industries alimentaires.	6	2	—	—
	XVI	18	Industrie du livre.	6	2	—	—
	XVI	19	Industries d'art.	6	2	—	—
Pepinster	VIII	1*	Industrie lainière.	12	6	18 mai 1891	1897
	IX	2*	Petite construction mécanique.	6	2	—	—
Poulseur	II	1	Industries des carrières.	8	4	6 avril 1895	1898
Seraing	I	1	Industrie des mines et industrie connexes.	12	2	8 janv. 1890 réorganisé le	1896
	III	2	Industries verrière et céramique.	6	2	5 sept. 1892	—
	I	3	Industrie métallurgique.	12	2	—	—
	IV	4	Grosse construction mécanique.	8	2	—	—
Sprimont	II	1	Industrie des carrières.	8	4	22 nov. 1892 réorganisé le	1898
						6 mars 1895	
Verviers	VIII	1*	Industrie lainière.	12	6	5 mai 1891	1897
	IX	2*	Petite construction mécanique.	8	4	—	—
	V	3	Grosse construction mécanique.	6	4	—	—
	XIV	4	Industries chimiques.	6	4	—	—
	XIII	5*	Vêtement et industries accessoires du vêtement.	6	4	—	—

SIÈGE DU CONSEIL	DÉSIGNATION DES SECTIONS			NOMBRE de membres		DATES DE	
	Groupes d'industries	Numéro de la section	INDUSTRIES REPRÉSENTÉES	Effectifs	Suppléants	l'institution	la dernière élection
Verviers.	X	6	Bâtiment.	6	2	5 mai 1891	1897
	XI	7*	Mobilier.	6	2	—	—
	XVI	8	Imprimerie.	6	2	—	—
	XV	9*	Industries alimentaires.	6	2	—	—
Montegnée	I	1	Industrie des charbon- nages.	8	4	7 juin 1898	1898

Province de Namur.

Auveloïs	I	1	Industrie des mines et industrie connexes.	12	6	6 avril 1891	1897
	XIV	2	Industries chimiques.	10	4	—	—
	XV	3	Industries alimentaires.	8	4	—	—
	III	4	Industries verrière et cé- ramique.	8	4	—	—
	IX	5	Petite construction mé- canique.	8	4	—	—
Dinant	VIII	1	Industrie lainière.	8	4	22 févr. 1892	1898
	II	2	Industrie des carrières.	8	4	—	—
	XV	3	Industries alimentaires.	6	2	—	—

ANNEXE IV

Loi néerlandaise du 2 mai 1897 sur les Chambres du travail (1).

Partout où la nécessité s'en fera sentir, il sera créé, par décret royal, sur la proposition du Ministre des travaux publics, une Chambre du travail pour un ou plusieurs métiers s'étendant à une ou plusieurs communes (art. 1^{er}).

Le but de la Chambre du travail est de s'occuper des intérêts communs des patrons et des ouvriers ;

1° En recueillant des informations sur les questions ouvrières ;

2° En donnant son avis aux chefs des départements ministériels et aux autorités provinciales et communales soit à la demande de ces autorités, soit spontanément sur tous les sujets qui regardent les intérêts du travail ;

3° En donnant son avis aux intéressés, sur leur demande, en élaborant des conventions et des arrangements ;

4° En prévenant et en arrangeant les différends sur les questions ouvrières et en s'efforçant également, en cas de besoin, d'arriver à une décision arbitrale entre les parties (art. 2).

Le décret royal ordonnant la création d'une Chambre du travail indique l'étendue de sa juridiction, son siège, le métier ou les métiers qui y seront représentés et le nombre de ses membres (art. 4).

La Chambre est composée pour moitié de patrons élus par les patrons exerçant le métier ou les métiers représentés à la Cham-

(1) Les dispositions de la présente loi imprimées en italique sont celles qui diffèrent de la loi belge sur les Conseils de l'industrie et du travail.

bre et pour moitié d'ouvriers élus par les ouvriers employés à ce métier ou à ces métiers (art. 5).

Chaque Chambre se réunira *au moins quatre fois par an* et, en outre, aussi souvent que le président jugera nécessaire ou qu'une demande en aura été faite par lettre motivée, soit par les deux autres membres du bureau, soit par au moins un tiers des membres de la Chambre. Dans ce dernier cas le président devra réunir la Chambre dans le délai maximum de 14 jours, après y avoir été invité (art. 7).

Ne peuvent être membres de la Chambre que les habitants masculins ou féminins, du royaume néerlandais, *ayant atteint l'âge de 30 ans* et ayant été occupés comme patrons ou comme ouvriers à un métier représenté à la Chambre et dans la circonscription de cette Chambre *pendant la dernière année écoulée, du 1^{er} janvier au 31 décembre* ;

S'ils sont majeurs mais n'ont pas atteint l'âge de 30 ans, ils devront avoir été employés, pendant trois années, calculées du 1^{er} janvier au 31 décembre, dans la période de dix années qui précède leur élection.

Quant aux métiers dans lesquels le travail ne dure pas consécutivement pendant toute l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, on considérera comme année entière telle partie de l'année qui sera fixée par mesure administrative générale (art. 8).

Les membres d'une Chambre sont *nommés pour cinq ans*. Ils sortent tous ensemble et sont immédiatement rééligibles (art. 13).

Sont électeurs pour une Chambre du travail les habitants des deux sexes des Pays-Bas, âgés de 25 ans et ayant, dans la circonscription de la Chambre, participés à un métier, comme patrons ou comme ouvriers, *pendant la dernière année* ou pendant une fraction de cette année qui sera établie par mesure générale administrative pour les métiers où le travail ne dure pas pendant l'année toute entière (art. 14).

Le chef ou le directeur d'un métier ou d'une entreprise dans la fabrique ou l'atelier desquels sont occupées des personnes inscrites sur une liste électorale pour une Chambre du travail

sont obligés de veiller à ce que leurs ouvriers puissent, pendant au moins deux heures consécutives, prendre part à l'élection (art. 47).

Le chef ou le directeur nommés dans l'article précédent sont obligés de veiller à l'affichage, dans leur fabrique ou atelier, d'une façon visible et dans un endroit où l'on travaille, et cela pendant deux jours avant l'élection, enfin d'une façon visible, d'une liste par lui signée, indiquant pour chacun, séparément ou par groupe, ou pour tous ensemble, les heures visées par l'article précédent (art. 18).

Le bureau de la Chambre est composé d'un président et de deux membres. Les membres des Chambres élus par les patrons et ceux qui sont élus par les ouvriers désigneront chacun séparément un président nommé dans leur sein. Ces deux membres occuperont la présidence à tour de rôle, chacun pour six mois ; le premier tour sera désigné par le sort. Les deux autres membres du bureau sont nommés l'un par et parmi les membres de la Chambre nommés par les patrons, l'autre par et parmi les membres de la Chambre nommés par les ouvriers (art. 19).

La Chambre choisit un secrétaire parmi deux candidats présentés par le bureau. Si le secrétaire est nommé en dehors des membres, il aura voix consultative.

Il recevra une indemnité pour frais de bureau ; le montant en sera fixé par décret royal sur la proposition du Ministre des travaux publics (art. 20).

Si dans un métier exercé dans une commune où ce métier est représenté par une Chambre un différend menace d'éclater ou qu'il ait déjà éclaté, les parties ou une des parties peuvent invoquer, par demande écrite adressée à cette Chambre et donnant communication de l'origine du différend, l'intervention d'un conseil de conciliation (art. 22).

Si un différend menace d'éclater ou s'il a éclaté dans un métier exercé dans une commune où ce métier n'est pas représenté dans une Chambre du travail, les parties ou une des parties pourront invoquer de la manière prescrite par l'arti-

cle précédent, en s'adressant à une Chambre dont le territoire s'étend sur la même commune, l'intervention d'un conseil de conciliation ou, à défaut de cette Chambre, ils pourront s'adresser à une Chambre dont le territoire s'étend sur une commune voisine de la leur (art. 23).

Le bureau d'une Chambre ayant reçu la demande d'intervention d'un conseil de conciliation, s'il juge que le différend est de nature simple, tâchera de le terminer à l'amiable.

Si le cas ne lui paraît pas comporter cette solution ou que ses efforts ne réussissent pas, le différend sera soumis, aussitôt que possible, aux discussions de la Chambre.

Si celle-ci est d'avis qu'une intervention peut conduire à prévenir ou à arranger le différend, *elle nommera un conseil de conciliation* composée d'un président nommé dans son sein ou hors de son sein, et un nombre égal de membres dont une moitié appartiendra aux membres de la Chambre élus par les patrons et l'autre moitié aux membres de la Chambre élus par les ouvriers. Le président tâchera de décider les ouvriers à ne pas cesser le travail, et les patrons à ne pas donner congé à quelqu'un intéressé au différend pendant la durée de l'examen de la question, sans avoir pris préalablement son avis (art. 24).

Le conseil de conciliation se réunira aussi souvent que le président le jugera nécessaire. En cas d'égalité des voix dans une assemblée incomplète, la décision sera différée jusqu'à l'assemblée suivante, si dans cette assemblée qui suivra, ou bien si dans la première assemblée complète, il y a égalité de voix, le président aura voix décisive, sauf quant au rapport visé par l'article 26. S'il y a égalité des voix au sujet de ce rapport, les différentes opinions y seront mentionnées. On ne pourra toutefois publier dans le rapport visé par l'article 26 que les débats qui ont eu lieu dans le conseil de conciliation (art. 25).

Après examen et discussion, le conseil de conciliation communiquera par écrit aux parties son opinion sur le différend et sur les moyens d'arriver à la conciliation. *Sur sa demande, l'opinion de la minorité sera mentionnée au rapport.* Le conseil peut publier ce rapport *in extenso* ou partiellement (art. 26).

Si les parties soumettent le différend à un jugement arbitral, *les femmes seront également éligibles comme arbitres* (art. 27).

Sauf les cas urgents, toutes les convocations aux assemblées des Chambres ou de leurs bureaux doivent être expédiées aux membres au moins quarante-huit heures avant l'heure de l'assemblée.

Les sujets à traiter seront mentionnés dans cette convocation. *D'autres sujets ne peuvent être discutés que du consentement des deux tiers des membres présents* (art. 28).

Toutes les fois qu'une chambre sera appelée à voter, prendront part au vote : un nombre égal de membres nommés les uns par les patrons et les autres par les ouvriers. Si, au moment du vote, le nombre des membres élus par les patrons n'est pas égal au nombre des membres élus par les ouvriers, alors, du côté le plus nombreux, un nombre de membres égal à la différence, pris parmi les plus jeunes, n'aura qu'une voix consultative. L'assemblée ne peut discuter ni voter si la moitié des membres élus par les patrons et la moitié des membres élus par les ouvriers n'est pas présente (art. 31).

Quand la Chambre donne son avis la minorité à la faculté de faire connaître son opinion par un avis spécial (art. 32).

Chaque année la Chambre fera un rapport dans le délai et dans la forme à désigner par le Ministre des travaux publics. Le bureau envoie ce rapport, au dit ministre. Ce rapport sera communiqué aux Etats Généraux, soit entièrement, soit par extrait (art. 33).

Sur la demande du bureau de la Chambre, la commune où se trouve le siège de la chambre mettra gratuitement à la disposition de la Chambre, de son bureau et des conseils de conciliation des locaux chauffés et éclairés si le besoin s'en fait sentir. *Les membres et le secrétaire de la Chambre et le président du conseil de conciliation ont droit à une indemnité pour frais de voyage, pour les déplacements qu'ils auront à effectuer dans le rayon de la Chambre pour assister aux réunions convoquées suivant les dispositions de la présente loi. En outre, ils ont droit à une in-*

demnité pour assister aux assemblées. L'arrêté royal réglera l'indemnité pour les frais de voyage et celle prévue par les alinéas 2 et 3 du présent article.

Le dédommagement pour frais de voyage et l'autre dédommagement ainsi que les indemnités pour les frais de bureau du secrétaire et pour les frais de publication des rapports des conseils de conciliation, en tant que la publication se fera de la manière approuvée par le Ministre des travaux publics, seront à la charge de l'Etat.

Aucun dédommagement pour frais de voyage ni pour assister aux assemblées ne sera accordé si l'assemblée a lieu le dimanche ou un jour férié reconnu (art. 35).

Lors de la création d'une Chambre du travail, on décidera dans quelle mesure la présente loi, dans le rayon de cette Chambre, sera applicable aux patrons et aux ouvriers pour des métiers exercés par l'Etat, se trouvant sous la direction de l'Etat, d'une province, d'une commune, ainsi que de l'administration des digues ou des polders (art. 37).

Vu :

Le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — La Belgique en 1886.	13
CHAPITRE II. — Genèse de la loi du 16 août 1887	18
CHAPITRE III. — Fonctionnement des Conseils de l'industrie et du travail.	34
A) <i>la théorie</i> : commentaire de la loi du 16 août 1887 et de l'arrêté royal du 15 août 1889	34
SECTION 1. — <i>Par qui et comment sont créés les Conseils de l'industrie et du travail.</i>	34
SECTION 2. — <i>Compétence territoriale et subdivisions professionnelles des Conseils de l'industrie et du travail.</i>	35
SECTION 3. — <i>Qui est éligible, qui est électeur au Conseil de l'industrie et du travail.</i>	46
SECTION 4. — <i>Procédure de l'élection</i>	50
SECTION 5. — <i>Quand se réunissent les Conseils de l'industrie et du travail</i>	54
SECTION 6. — <i>Réglementation intérieure des Conseils de l'industrie et du travail</i>	58
CHAPITRE IV. — Fonctionnement des Conseils de l'industrie et du travail (suite)	64
B) <i>les faits</i> : mise en pratique de la loi du 16 août 1887.	64
CHAPITRE V. — Rôle conciliateur des Conseils de l'industrie et du travail.	81
CHAPITRE VI. — Rôle conciliateur des Conseils de l'industrie et du travail (suite).	102
CHAPITRE VII. — Rôle représentatif des Conseils de l'industrie et du travail.	116
CHAPITRE VIII. — Rôle consultatif des Conseils de l'industrie et du travail.	134

CHAPITRE IX. — Connexité des trois rôles représentatif, consultatif et conciliateur des Conseils de l'industrie et du travail (la réglementation du travail dans les briqueteries (1892-1893), la grève des briqueteries (1894) et les Conseils de l'industrie et du travail).	153
CHAPITRE X. — Rôle administratif des Conseils de l'industrie et du travail	163
C ON C LU S I ONS	185
ANNEXE I. — Texte de la loi du 16 août 1887 et de l'arrêté royal du 10 mars 1893	199
ANNEXE II. — Classification des industries pour l'organisation des Conseils de l'industrie et du travail.	211
ANNEXE III. — Tableau des Conseils de l'industrie et du travail avec leur subdivision en sections à la fin d'avril 1899	219
ANNEXE IV. — La loi néerlandaise du 2 mai 1897 sur les chambres du travail.	234

Imp. J. THEVENOT, Saint-Dizier (Haute-Marne).
